

ISSN 2818-9779



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

de l'Assemblée

Le mardi 1er avril 2025 — Vol. 47 N° 196

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

2025

Débats de l'Assemblée nationale

Le mardi 1er avril 2025 — Vol. 47 N° 196

Table des matières

Affaires du jour

Affaires prioritaires

Reprise du débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions formulant un grief	9037
M. Sol Zanetti (suite)	9037
Motion formulant un grief	9037
M. Ian Lafrenière	9038
Mme Madwa-Nika Cadet	9040
Motion formulant un grief	9040
M. François Jacques	9042
M. Haroun Bouazzi	9044
Motion formulant un grief	9045
Mme Geneviève Hébert	9045
Mme Shirley Dorismond	9048
Mme Elisabeth Prass	9050
Motion formulant un grief	9051
M. Samuel Poulin	9051
Mme Amélie Dionne	9054

Affaires courantes

Déclarations de députés	9055
Souligner la présence d'élèves de l'école secondaire Le Prélude en visite à l'Assemblée nationale	
M. Mathieu Lemay	9055
Rendre hommage à Mme Liliane Côté	
Mme Michelle Setlakwe	9055
Rendre hommage à Mme Josée Alison	
Mme Marilyne Picard	9056
Inviter les citoyens à participer à la campagne de financement de Radio Centre-Ville à l'occasion de son 50e anniversaire	
Mme Ruba Ghazal	9056
Rendre hommage à M. Georges Flanagan	
M. Mario Laframboise	9056
Souligner la Journée nationale des cadres des centres de la petite enfance et des bureaux coordonnateurs	
Mme Jennifer Maccarone	9057
Souligner le 30e anniversaire d'Autisme Laval	
Mme Céline Haytayan	9057
Souligner le 125e anniversaire du Club de curling de Valleyfield	
M. Claude Reid	9057
Souligner le 150e anniversaire de la congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire	
Mme Maïté Blanchette Vézina	9058
Souligner l'importance d'un virage du Québec vers la défense	
M. Louis Lemieux	9058
Souligner le 40e anniversaire de l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec, secteur des Draveurs	
M. Mathieu Lévesque	9058
Présence d'une délégation de parlementaires catalans dirigée par le président du Parlement, M. Josep Rull i Andreu	9059
Présence de l'ambassadeur de la République du Chili, M. Juan Carlos García Pérez De Arce, accompagné du consul général de la République du Chili, M. Felipe Orellana Martinez	9059
Présentation de projets de loi	9059
Projet de loi n° 215 — Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvère	9059
Mise aux voix	9059
Renvoi à la Commission de l'aménagement du territoire	9059
Mise aux voix	9060

Table des matières (suite)

Projet de loi n° 214 — Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda	9060
Mise aux voix	9060
Renvoi à la Commission de l'aménagement du territoire	9060
Mise aux voix	9060
Projet de loi n° 216 — Loi concernant la Ville de Longueuil	9060
Mise aux voix	9060
Renvoi à la Commission de l'aménagement du territoire	9060
Mise aux voix	9061
Dépôt de documents	9061
Dépôt de rapports de commissions	9061
Étude détaillée du projet de loi n° 85 — Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif	9061
Questions et réponses orales	9061
Réforme du système de santé	
M. Marc Tanguay	9061
M. Christian Dubé	9062
M. Marc Tanguay	9062
M. Christian Dubé	9062
M. Marc Tanguay	9063
M. Christian Dubé	9063
M. Marc Tanguay	9063
M. Christian Dubé	9063
Modernisation de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont	
M. André Fortin	9063
M. Christian Dubé	9064
M. André Fortin	9064
M. Christian Dubé	9064
M. André Fortin	9064
M. Christian Dubé	9064
Abolition du programme RénoRégion	
Mme Virginie Dufour	9065
Mme France-Élaine Duranceau	9065
Mme Virginie Dufour	9065
Mme France-Élaine Duranceau	9065
Mme Virginie Dufour	9065
Mme France-Élaine Duranceau	9066
Réalisation de projets dans la région de la Capitale-Nationale	
M. Monsef Derraji	9066
M. Jonatan Julien	9066
M. Monsef Derraji	9066
M. Jonatan Julien	9066
M. Monsef Derraji	9067
M. Jonatan Julien	9067
Modernisation de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont	
M. Vincent Marissal	9067
M. Christian Dubé	9067
M. Vincent Marissal	9068
M. Christian Dubé	9068
M. Vincent Marissal	9068
M. Christian Dubé	9068
Abandon du projet de voies réservées dans la couronne nord de Québec	
M. Etienne Grandmont	9068
M. Jonatan Julien	9069
M. Etienne Grandmont	9069
M. Jonatan Julien	9069
M. Etienne Grandmont	9069
Mme Geneviève Guilbault	9070

Table des matières (suite)

Abolition du programme RénoRégion	
M. Paul St-Pierre Plamondon	9070
M. Eric Girard	9070
Mme Catherine Gentilcore	9071
Mme France-Élaine Duranceau	9071
Mme Catherine Gentilcore	9071
Mme France-Élaine Duranceau	9071
Relocalisation des organismes du Centre communautaire d' Ahuntsic	
M. Haroun Bouazzi	9071
Mme Chantal Rouleau	9072
M. Haroun Bouazzi	9072
Mme Chantal Rouleau	9072
M. Haroun Bouazzi	9072
Mme Chantal Rouleau	9072
Nomination de Mme Assunta Gallo à titre de vice-protectrice du citoyen	
Mme Brigitte B. Garceau	9072
M. Jean-François Roberge	9073
Motions sans préavis	9073
Réitérer le droit du Québec de veiller à ses propres intérêts sur le plan économique	9074
Mise aux voix	9074
Affirmer que la sélection des enfants sur des bases religieuses, culturelles ou linguistiques n'a pas sa place dans les services de garde éducatifs à l'enfance	9074
Mise aux voix	9075
Avis touchant les travaux des commissions	9075
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	9075
Affaires du jour	
Affaires prioritaires	
Reprise du débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions formulant un grief	9076
Mme Amélie Dionne (suite)	9076
Mme Ruba Ghazal	9078
Motion formulant un grief	9078
Mme Suzanne Roy	9081
Mme Caroline Proulx	9082
M. Gregory Kelley	9083
Mme Pascale Déry	9085
M. Yves Montigny	9087
M. Alexandre Leduc	9089
Motion formulant un grief	9089
Mme Isabelle Lecours	9091
Mme Virginie Dufour	9092
Motion formulant un grief	9093
M. Claude Reid	9093
M. Vincent Caron	9095
Mme Manon Massé	9099
Motion formulant un grief	9100
Mme Jennifer Maccarone	9100
Motion formulant un grief	9101
Mme Isabelle Poulet	9101
Mme Michelle Setlakwe	9103
Motion formulant un grief	9104
Mme Valérie Schmaltz	9105
Ajournement	9105

Le mardi 1er avril 2025 — Vol. 47 N° 196

(Dix heures)

La Vice-Présidente (Mme D'Amours) : Mmes et MM. les députés, avant d'entreprendre nos travaux, nous allons nous recueillir quelques instants.

Merci. Veuillez prendre place.

Affaires du jour

Affaires prioritaires

Reprise du débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions formulant un grief

Aux affaires prioritaires de l'article 1 du feuilleton, l'Assemblée reprend le débat ajourné le 27 mars 2025 sur la motion de M. le ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement ainsi que sur les motions formulant un grief présentées par M. le député de Marguerite-Bourgeoys, Mme la députée de Verdun, M. le député de Jean-Talon, M. le chef de l'opposition officielle, M. le député de Laurier-Dorion, Mme la députée de Chomedey, M. le député de Taschereau, Mme la députée de La Pinière.

Avant de céder la parole au prochain intervenant, je vous informe qu'il y a 4 h 49 min 16 s d'écoulées à la première étape du débat. 4 h 33 min 6 s au groupe parlementaire formant le gouvernement, 2 h 3 min 19 s au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, 1 h 28... pardon, 1 h 21 min 52 s au deuxième groupe d'opposition, 34 min 57 s au troisième groupe d'opposition et 7 min 30 s à M. le député de Saint-Jérôme.

Je cède maintenant la parole au député de Jean-Lesage.

M. Sol Zanetti (suite)

M. Zanetti : Merci beaucoup, Mme la Présidente.

Motion formulant un grief

Je voudrais commencer en déposant une motion de grief qui se lit comme suit :

«Que l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la Coalition avenir Québec et son ministre de l'Éducation pour son budget 2025-2026, qui n'est pas à la hauteur des défis énormes du système d'éducation qui mettent à mal la réussite des élèves, tels que la pénurie de main-d'oeuvre, la vétusté des écoles et le système à trois vitesses à l'origine de la ségrégation scolaire.»

Je vais... Je vous remercie, Mme la Présidente. Alors, voici ma motion déposée.

Je veux vous parler d'abord de culture brièvement, aujourd'hui, et d'enseignement supérieur. Le budget de la culture comporte une des rares bonnes nouvelles de ce budget, je veux le dire. Puis c'est effectivement un budget qui, pour son rehaussement du budget du CALQ, Conseil des arts et des lettres du Québec, mérite des louanges, parce qu'il y avait une revendication importante du milieu, et ça, c'était une des revendications importantes du milieu. La mobilisation des artistes, elle a été sans précédent cette année. La grande mobilisation des artistes, je n'ai jamais vu ça. Je ne suis pas sûr que ça a déjà existé. Peut-être que ça existé il y a très longtemps, mais il y avait vraiment tous les milieux des arts qui se sont ralliés autour de quatre revendications simples, et une de ces revendications était d'augmenter à 200 millions la part du budget du Conseil des arts et des lettres du Québec.

Toutefois, Mme la Présidente, je dois noter que, malgré que le CALQ aura un budget, donc, de 200 millions pendant trois ans, les autres revendications du milieu, c'était aussi de s'assurer d'indexer cette somme-là, et de pérenniser son niveau de financement, et aussi de faire de la culture une priorité pour éviter que la bataille soit toujours à refaire, que la bataille soit toujours à recommencer, parce que c'est extrêmement énergivore et ça fait mal au milieu d'être obligé de toujours se battre pour pouvoir exister.

Alors, d'une part, je dis au gouvernement, qui, dans un contexte extrêmement difficile d'austérité qu'il a par ailleurs lui-même créé et généré par ses baisses d'impôt et ses dépenses dans des projets qui ont fait faillite, et etc... Dans ce contexte-là, ils ont quand même décidé d'augmenter le budget du CALQ. Alors, félicitations pour ça.

Par contre, il va falloir indexer ces sommes-là. Il va falloir les rehausser éventuellement mais aussi les indexer puis pérenniser là-dessus, parce que les entreprises culturelles au Québec doivent avoir de la prévisibilité. Ils doivent être capables de pouvoir planifier sur plusieurs années, parce qu'une production, ça ne se fait jamais en six mois ou très rarement. Les productions qu'on voit puis qui font notre fierté, ce sont des projets qui se planifient sur un an, deux ans, parfois plus, et il faut que les budgets soient au rendez-vous puis qu'on sache qu'est-ce qu'on va avoir. Alors, voilà une chose qui est très importante, que je voulais dire là-dessus.

Et je veux renchérir sur la conjoncture des prochaines années. En ce moment, là, il y a une élection canadienne. Les deux partis susceptibles de prendre le pouvoir veulent réduire un déficit de 60 milliards de dollars. Le Parti libéral du Canada veut le réduire en trois ans, puis, le Parti conservateur, je ne suis pas certain qu'ils ont mis une date, mais je serais

bien étonné qu'ils s'engagent à le réduire plus lentement que le Parti libéral, parce que c'est essentiellement leur marque de commerce de vouloir faire ça le plus vite possible, réduire le déficit. Alors, imaginez le contexte dans lequel le Québec va se retrouver dans les trois prochaines années, où il y aura une réduction des budgets du Canada de 20 milliards par année, mettons, à peu près, s'ils le répartissent également. Imaginez ce que ça va vouloir dire en coupures dans les services qui sont donnés au Québec. Et pensez-vous sérieusement, mesdames et messieurs, là, ici, les collègues, là, que la culture ne va pas passer à la trappe? Moi, je pense que la culture québécoise et son financement fédéral... Le financement fédéral est en danger et il sera... il sera fort vraisemblablement victime de coupures. Et, à ce moment-là, il va falloir que le gouvernement du Québec prenne le relais. Il va falloir que le gouvernement du Québec dise : Bien, nous allons prendre le relais de ce financement-là, nous allons le faire. Il va falloir aussi que le Québec fasse son indépendance. C'est une question aussi plus large qu'il faut adopter pour plein, plein de raisons. Mais, spécifiquement sur les arts, si jamais c'est la CAQ... bien, la CAQ va être là, en tout cas, dans la prochaine année et demie, bien, au prochain budget, s'il y a un définancement de la culture au Québec, il va falloir que le gouvernement prenne le relais et il va falloir qu'on augmente ça de beaucoup plus.

Rapidement, je veux passer en enseignement supérieur. Je vais manquer un peu de temps, aujourd'hui, mais évidemment on va se reprendre plus tard, à l'étude des crédits. Il y aura d'autres occasions. Mais, l'enseignement supérieur, je dois dire que ça a été une grande déception de voir que les dépenses allaient augmenter uniquement de 2,1 %. C'est largement en dessous des coûts, de l'augmentation des coûts des systèmes puis des différents secteurs, et ça va entraîner des politiques d'austérité. Il y a déjà eu beaucoup d'austérité en enseignement supérieur, autant au niveau collégial qu'universitaire, et là moi, je n'en reviens pas, qu'on s'enlève vers plus d'austérité encore. Rien pour l'aide alimentaire, rien pour la rémunération des stages pendant qu'il y a 40 % des étudiantes et étudiants du Québec qui souffrent d'insécurité alimentaire.

Les universités vont voir leurs dépenses réduites. On vous... Il y a eu des coupures de 250 millions pour les bourses Perspective, et seulement 45 millions sont remis en aide financière aux études, donc beaucoup, beaucoup moins que ce qui a été enlevé. On se demande comment les étudiants, ils vont y arriver. Et ce qui est dramatique là-dedans, c'est qu'au moment où on est dans une pleine guerre tarifaire, où notre économie va être bouleversée, on aura plus que jamais besoin de requalifier des gens dans d'autres secteurs de façon rapide et efficace, comme le savent faire les cégeps, la formation continue et les universités. Plus que jamais on a besoin de ce secteur, et là qu'est-ce qu'on va faire? On va lui... on va lui serrer la ceinture, on va le forcer à couper. C'est donc une très mauvaise décision économique, une très mauvaise décision pour l'éducation au Québec. Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme D'Amours) : Merci, M. le député. Je cède maintenant la parole au député de Vachon.

M. Ian Lafrenière

M. Lafrenière : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Bonjour, «hello», «kwe», «shé:kon», «wachiya», «ullaakkut».

Mme la Présidente, avant de prendre parole, aujourd'hui, pour parler du budget, je veux prendre un instant pour souligner la perte, je viens juste de l'apprendre, là, voilà quelques instants, là, d'un ancien élu de Mashteuiatsh, M. Alain Nepton, une personne très, très, très appréciée — je vois votre visage réagir — une personne qu'on a bien connue. Alors, il est décédé récemment. À ses proches, sa famille, les gens de la communauté de Mashteu, de même que le chef Gilbert Dominique, alors, nos pensées sont avec vous. Courage. C'est un moment qui est très difficile pour la communauté.

Mme la Présidente, aujourd'hui, je prends la parole pour parler du budget. Je veux commencer par saluer mon collègue ministre des Finances. Ça n'a pas été un budget qui a été simple, vous en conviendrez, Mme la Présidente. Et j'ai aimé entendre mon collègue de Jean-Lesage, qui a applaudi une partie du budget. Il a dit : Bien entendu, il y a des choses qui n'étaient pas à notre goût, mais il y a des choses qui allaient bien. Puis il l'a souligné parce qu'effectivement, dans le budget, on peut dire qu'il y a des choses qu'on aurait voulues différemment, mais il y a de très belles choses. C'est ce que je veux tenter de faire avec vous aujourd'hui, Mme la Présidente, de vous parler de certaines belles choses. Et c'est clair qu'avec l'incertitude qui règne présentement, avec ce qu'on a comme relations avec nos voisins du Sud, ce n'est rien pour aider, Mme la Présidente. On en convient tous.

• (10 h 10) •

Beaucoup de travail qui a été fait auprès des Premières Nations. Je veux vous en parler un peu. Je veux vous parler du volet développement économique. On a, dans ce gouvernement, un fonds d'investissement... un fonds d'initiatives autochtones, pardon, que vous connaissez bien. On est rendus à la quatrième initiative, puis ça, on n'en parle pas souvent. C'est malheureux. C'est malheureux, mais les dossiers autochtones ne font pas toujours les nouvelles. Les gens à la maison ne peuvent pas l'entendre. C'est 60 millions par année qui servent à être investis en développement économique, en développement social, en soutien des organismes communautaires, en infrastructures communautaires, en aide aux autochtones en milieu urbain, en soutien à la consultation et garantie de prêt. Ça, ça fait des petits miracles, Mme la Présidente, vous le savez très bien. Ça fait en sorte que des entreprises peuvent voir le jour.

Puis j'ai des exemples très clairs en tête, entre autres, quand on parle de LaFlesche, à Kahnawake, qui, pendant la pandémie, a fait des articles de protection pour nous aider, pour aider le personnel soignant. Je pense à Innutel aussi, à Matimekush, un endroit que vous connaissez bien, l'hôtel qui a été agrandi, qui va ouvrir tout bientôt. Je pense au skatepark de Wemotaci. Je pense aussi à la maison des aînés de Wemotaci, un endroit de rencontres intergénérationnelles. Les gens sont très fiers. Bien, ça, c'est des résultats tangibles qu'on ne parle pas, malheureusement.

Il y a le belvédère d'observation des bélugas à Cacouna. Ça, on en a parlé parce que le magazine *Time* a mis ça dans les 100 destinations à aller voir dans le monde, là. Quand il a fait sa liste des 100 plus belles destinations, ils ont mis le belvédère d'observation des bélugas à Cacouna. Mme la Présidente, je peux vous dire que c'était un beau problème, parce que le stationnement manquait de places. Les gens avaient vu à quel point c'était bien. Et c'est fait par la nation Wolastoqiyik Wahsipekuk, qui ont développé l'observatoire. J'invite les gens à la maison à aller voir. C'est tout près de Rivière-du-Loup, à Cacouna. Non seulement il y a l'observatoire, il y a un sentier pédestre aussi, il y a des chalets. C'est de toute beauté. Alors, l'invitation est lancée.

Pourquoi je vous parle de ça? Parce que je veux vous montrer des résultats tangibles de ce qu'on peut faire, ce qu'on peut faire avec les ressources qu'on a présentement. C'est sûr que le Québec a des grands besoins énergétiques. Puis, je le dis souvent, les premiers témoins des changements climatiques, ce sont les membres des Premières Nations et des Inuits. On a juste à penser à la Route blanche, sur la Côte-Nord, qui, malheureusement, n'est même pas ouverte 30 jours, les enjeux que ça cause. Pour nous, quand on parle de changements climatiques, c'est le désagrément d'avoir du verglas le samedi, comme on a vécu le week-end dernier, un petit peu plus chaud le dimanche puis un plus 15° le lundi. Mais, en communauté, vous le savez bien, ça veut dire des communautés isolées qui ne peuvent pas se visiter parce que la motoneige n'est pas une possibilité ou ça devient très dangereux, même pour la chasse, donc pour la subsistance. Puis on le sait, là, à quel point c'est important.

Donc, c'est pour ça qu'on s'est lancés, avec Hydro-Québec, dans plusieurs développements énergétiques importants. Je pense ici à la zone Chamouchouane, avec Mashteuiatsh, la MRC du Domaine-du-Roy, 3 000 mégawatts, 9 milliards, Mme la Présidente, 1 500 emplois. On n'en a pas parlé énormément, mais imaginez comment ça change une région. Et ce qu'il y a de bien, Mme la Présidente, c'est qu'autochtones, allochtones travaillent ensemble. Et ça, ça nous rapproche. Ça diminue l'intolérance, ça diminue le racisme et ça diminue le profilage, parce qu'on travaille ensemble pour le bien du Québec, pour le bien de nos enfants. C'est un exemple.

La zone Nutinamu-Chauvin aussi, avec Essipit et la MRC du Fjord-du-Saguenay, 3 milliards, 500 emplois. Là, je suis rendu à 2 000 emplois en deux annonces comme ça, Mme la Présidente. L'alliance de l'Est, avec les Wolastoqiyik Wahsipekuk, il y a plus de 200 partenaires, 200 collectivités qui travaillent ensemble au Bas-Saint-Laurent, encore une fois, pour faire face aux changements climatiques. De le développer ensemble, oui, ça crée de l'emploi, oui, ça crée de la richesse, mais, en même temps, ça vient aider notre planète. On en a bien besoin.

On a l'Entente Pakatan qui a été faite avec la communauté de Nutashkuan, où, avec Hydro-Québec, on met un fonds en place pour faire la formation, formation des gens de la communauté pour qu'ils puissent travailler, exemple, avec Hydro-Québec, monteurs de ligne, des gens qui peuvent faire différents travaux. Et ça, la formation, Mme la Présidente, c'est extrêmement important pour moi. La formation, l'éducation, ça permet aux membres des Premières Nations et des Inuits d'aller au bout de leurs rêves, de réaliser leurs rêves, de faire le travail qu'ils veulent faire.

Et une des grandes fiertés, puis je vois ma collègue ministre responsable de la Côte-Nord, c'est d'avoir fait un milieu de vie à Sept-Îles, le premier qu'on a fait, Sept-Îles. Pourquoi j'en suis si fier? Parce que, tous ceux qui ont passé par le cégep, l'université, on sait, quand on parle de résidences, ce que ça veut dire. Ça veut dire une chambre, souvent. Là, on s'est adaptés. Quand on parle de sécurisation culturelle, on s'est bien adaptés. Et ce qu'on a fait en place, c'est des logements qui vont jusqu'à des six et demie, Mme la Présidente, avec un CPE intégré. Pourquoi? Parce que, souvent, ceux qui vont aller au postsecondaire seront des femmes qui vont revenir à l'école avec une famille, avec des enfants. On ne pouvait pas les installer dans une chambre. Alors, on a adapté ça. C'est vraiment de toute beauté. C'est un très beau site. On a un maire, à l'époque, qui s'est tenu debout, qui a dit : Non, on va le faire chez nous, ça va fonctionner, et ça a fonctionné.

On a refait la même chose à Trois-Rivières, un autre milieu de vie, Mme la Présidente, qui aide des familles, qui aide des femmes à aller au bout de leurs rêves, atteindre les études qu'elles voulaient atteindre. Et ce n'est pas terminé. Le prochain sera à Québec, et, bientôt, on aura la chance d'en annoncer un autre aussi, un milieu de vie, parce qu'on voit à quel point c'est important. On le développe avec les centres d'amitié autochtones. Ce sont de très beaux résultats. Moi, j'en suis très, très fier.

On a changé aussi la façon qu'on enseignait les réalités autochtones aux allochtones, aux jeunes hommes et femmes, aux jeunes garçons et filles du Québec, qu'ils connaissent les réalités. Mme la Présidente, moi, ce qui me frappait, c'est qu'à chaque fois on parlait des autochtones... C'est ce que, moi, j'ai appris. Je ne sais pas, vous, de votre côté. On parlait des autochtones au passé, alors qu'ils sont là au présent puis ils seront là demain aussi. Déjà, là, la façon de faire l'éducation a changé.

On travaille aussi beaucoup sur la qualité de vie des membres des Premières Nations et des Inuits, Mme la Présidente. C'est important. On est le premier gouvernement à avoir fait trois lois uniquement autochtones. C'était la première fois depuis la création du SRPNI, du SAGMAI ou du SAA, qu'il y avait des lois entièrement autochtones. On a commencé avec la loi n° 79, et j'en suis extrêmement fier, loi n° 79 qui permet à des familles de découvrir ce qui est arrivé à leurs enfants, de décadénasser l'information qui l'était, pour des raisons qu'on connaît, des raisons légales. Et aujourd'hui je peux vous dire, Mme la Présidente, que la grande majorité des familles qu'on a aidées, sans cette loi-là, n'auraient pas eu accès à l'information. C'est des gens qui se demandaient, depuis 40, 50 ans : Mais qu'est-ce qui est arrivé à mon enfant?, des gens dont l'enfant était malade, par hydravion, a été envoyé dans un centre hospitalier et n'est jamais revenu, décédé ou pas. Mais les parents ne l'ont jamais su, n'ont jamais vu le corps, n'ont jamais su de quelle façon il était décédé.

Aujourd'hui, on ne refait pas l'histoire, mais on les aide à comprendre ce qui est arrivé, à leur donner une réponse. Moi, comme père de famille, m'imaginer que mon enfant a disparu, puis je ne sais pas comment, je ne pourrais vivre comme ça. Alors, c'est le mandat qu'on s'est donné. Est-ce que c'est facile, Mme la Présidente? Absolument pas. Est-ce que

c'est un dossier politiquement gagnant? Absolument pas. On le fait parce qu'il faut le faire. On est un gouvernement responsable, puis j'en suis fier. Je ne suis pas fier de l'histoire qui nous a conduits là, Mme la Présidente. Ce qui est arrivé dans les années 50, 60, 70, je n'en suis extrêmement pas fier. Mais ce qu'on fait aujourd'hui, j'en suis heureux. Ça a permis, dans certains cas, de faire une exhumation, de retrouver un corps et de permettre à cette petite Juliette de reposer auprès des siens, à Mistissini. Avec la famille, on était ensemble. Il y avait plusieurs de mes collègues du gouvernement qui étaient avec nous. On a pu assister à cet événement-là, puis c'était extrêmement touchant.

Annuellement, on dépose notre rapport pour dire ce qu'on a fait avec la loi n° 79 puis on le fait d'une façon transpartisan. Puis je vois des collègues des oppositions devant moi. Ça aussi, j'en suis fier, parce que, dans un dossier comme ça, il n'y a pas de place à la partisanerie. On le fait ensemble. On se déplace en communauté. Cette année, ce sera Mistissini. On va le faire ensemble puis on va répondre aux questions des membres des Premières Nations, parce que c'est ça, de la sécurisation culturelle, c'est de s'adapter.

Sécurisation culturelle, on a mis une loi en place pour s'assurer de la sécurisation culturelle dans le monde de la santé. C'était demandé. On l'a fait. On y travaille. Puis il y a encore de l'argent dans le budget pour ça parce que c'est important pour nous, Mme la Présidente.

Je vois le temps filer. J'aurais tellement de choses à vous raconter, Mme la Présidente, sur les réalités des Premières Nations et des Inuits, je sais que vous en connaissez beaucoup, mais je voulais que, dans cette Assemblée, on se dise : C'est vrai, on peut questionner, ça va, mais j'ai bien aimé le collègue qui a pris le temps de souligner ce qui était de bon, il y a de très bonnes choses dans le budget. Moi, j'ai les ressources, j'ai la volonté. J'ai le support des collègues pour faire avancer nos dossiers. On avance, en matière de relations, ce n'est vraiment pas terminé, on ne corrigera pas 400 ans comme ça, mais on corrige les choses. On met en place des actions concrètes pour répondre, entre autres, à la commission Viens, qui est allée dire comment, dans le passé, on avait mal agi avec les Premières Nations et les Inuits. On met des choses en place, on va continuer.

Et je vous remercie du temps que vous m'avez donné aujourd'hui, Mme la Présidente. Merci.

La Vice-Présidente (Mme D'Amours) : Merci, M. le député. Je cède maintenant la parole à la députée de Bourassa-Sauvé.

Mme Madwa-Nika Cadet

Mme Cadet : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Merci de m'accorder ce temps de parole aujourd'hui.

Motion formulant un grief

Je vais commencer mon intervention en déposant la motion de grief suivante :

«Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour le dépôt d'un budget 2025-2026 qui ne couvre pas les besoins du réseau de l'éducation.»

Donc, vous savez, Mme la Présidente, je porte plusieurs chapeaux, à l'opposition officielle. Donc, je vais me concentrer, dans le court temps dont je dispose aujourd'hui, pour vous parler des déceptions du milieu, donc, oui, en matière d'éducation mais aussi en matière d'emploi et pour la jeunesse.

• (10 h 20) •

Et je commencerai par la lecture d'un article du *Devoir* d'en fin de semaine, parce que je trouve que... en le lisant, un peu plus tôt, il y a quelques jours, je me suis dit que ça résumait fort bien l'esprit que j'avais, moi, quand j'étais au huis clos, parce que moi, j'ai eu l'occasion de prendre part au huis clos, de parcourir le plan budgétaire de bord en bord, d'en lire toute l'économie, de capter aussi le message puis de me dire : Il manque quelque chose. Il y a certainement... Donc, on nous dit, dans ce budget, donc, *Pour un Québec fort*. Puis je me suis demandé : Bien, elles sont où, les mesures fortes, puis quelle est la vision du gouvernement pour les prochaines générations? Puis, dans l'article de Louise-Maude Rioux Souci, elle est venue un peu capter cette essence-là, donc, en disant : «L'examen des grands perdants de ce budget "de raison" démontre un désintérêt de plus en plus marqué pour le Québec de demain, celui dont les défis vont se multiplier avec l'accélération de la crise climatique et la croissance de l'instabilité planétaire. On devine plus largement un désintéressement pour le collectif et le sort des plus jeunes générations, qui jonglaient déjà avec les fruits amers d'une iniquité intergénérationnelle flagrante. Sans compter le retour aux budgets impossibles à boucler en éducation et en enseignement supérieur, alors que leurs parcs immobiliers tombent en ruine.»

Et, en éducation, on parle, donc, de 2,2 %. Et donc, dans les autres services publics, on dit : «Le ministre Eric Girard dit avoir veillé à préserver l'essentiel. Le doute est permis. Ces hausses des dépenses ne permettront pas de couvrir les coûts de système, calculent les économistes.» Et enfin on dit, donc : «Ce faisant, donc, le gouvernement fait payer à la population le prix de ses mauvais choix passés, à commencer par les millénariaux et les générations Z et alpha.»

Donc, je vous ai lu rapidement, Mme la Présidente, donc, ces différents extraits, en disant : Moi, comme porte-parole pour la jeunesse, comme membre de la génération des millénariaux, de la génération Y, moi, je me demande qu'est-ce qu'il y a pour moi dans ce budget ici. Je me demande quelle est la vision à long terme pour ce gouvernement qui nous présente un septième budget puis qui n'arrive pas à ficeler, à organiser, donc, une certaine perspective qu'il a pour le Québec de demain.

On le comprend, tu sais, le... Je le disais tantôt, le titre du budget, c'est *Pour un Québec fort*. Donc, moi, quand j'ai vu ce titre-là, je me suis dit : O.K., on fait un peu écho à ce qu'on voit un peu, donc, dans les campagnes électorales fédérales, avec, bon, *Un Canada fort*, *Le Canada d'abord*, dans le contexte Trump, puis on l'a... On a aussi entendu le

ministre des Finances, lors de son discours budgétaire, mardi dernier, nous présenter une longue introduction sur le contexte budgétaire... sur le contexte tarifaire, pardon. Mais, une fois qu'on a fait ce laïus-là, bien, après ça, je me suis demandé : O.K., c'est bien beau, mais quelles sont, donc, toutes les mesures qui nous permettent vraiment, donc, de faire face, oui, à court terme... face à cette crise tarifaire, mais aussi à se repositionner à long terme? Parce que le contexte budgétaire dans lequel on est, en 2025-2026, bien, il est exceptionnel. Puis, si on se dit qu'on prépare, donc, un budget de guerre, entre guillemets, donc un budget, donc, qui est là pour faire face à cette menace-là, bien, il faut aussi qu'on soit prêts à envoyer le message aux Québécois que, le contexte économique dans lequel nous nous trouvons, les partenaires commerciaux que nous prenions pour acquis, bien, ne sont plus nécessairement ces partenaires-là, et donc être en mesure d'articuler cette vision-là pour l'avenir. Ça, on ne l'a pas entendu de la part du gouvernement bien avant le budget puis on ne l'a pas vu non plus dans le budget.

Mme la Présidente, si seulement, donc, c'étaient, donc, mes échos à moi, mes seuls échos à moi, ma seule interprétation, bien, je vous dirais, donc, que j'ai mon angle. Mais, quand je regarde un peu les réactions budgétaires, je vais vous en lire quelques-unes, des groupes qui s'intéressent à la jeunesse... D'abord, donc, les Auberges du coeur du Québec nous disent : «Accueil glacial de ce budget pour les Auberges du coeur du Québec.» Elles nous disent : «La CAQ abandonne les jeunes vulnérables.»

L'Union étudiante du Québec, également, nous indique, dans son communiqué, qu'elle s'insurge contre une réduction du financement des universités québécoises de 31 millions. Ils nous disent, donc : «Créer un trou de 31 millions pour nos universités à cause de politiques incohérentes, c'est inacceptable. Assoiffer nos universités avec les menaces à notre économie que l'on connaît, pendant que la pénurie de main-d'oeuvre sévit, alors que le Québec doit investir en recherche et en innovation, ça ne fait aucun sens.»

La FECQ, la Fédération étudiante collégiale du Québec, Mme la Présidente, va dans le même sens. Elle nous dit : «Le budget 2025-2026, trop peu, trop tard pour l'enseignement supérieur.» De leur côté, ils nous disent que le budget manque... déplorent... En fait, ils déplorent un manque flagrant d'ambition, et surtout, donc, déplorent que le gouvernement ait mis fin aux bourses Perspective, et s'attendent à ce que ces sommes soient réinvesties «là où les besoins sont les plus criants, à commencer par la rémunération des stages. Or, aucune mesure n'a été annoncée en ce sens pendant que 40 % de la population étudiante vit de l'insécurité alimentaire. Le gouvernement, en se refusant d'agir, tourne le dos à une génération qui, pourtant, continue de se mobiliser pour son avenir.»

Enfin, Mme la Présidente, du côté des organismes jeunesse, on a aussi le regroupement des... le réseau, pardon, des CJE qui, donc... qui déplore également, donc, le fait qu'on voit très peu de mesures structurantes pour l'employabilité des jeunes, «d'autant plus dans un contexte où leur taux de chômage a explosé ces derniers mois, que des milliers d'entre eux sont déjà exclus des services publics et que la guerre commerciale obscurcit encore davantage leur avenir. On a un besoin urgent de changer de paradigme dans le secteur de l'emploi. Le Québec se transforme, les besoins et les aspirations des jeunes aussi, et le réseau poursuivra sans relâche son engagement pour que la jeunesse devienne une priorité collective.»

Je pourrais vous citer aussi Force Jeunesse, Mme la Présidente, qui nous convie à la prudence pour protéger les futures générations. Donc, vous comprendrez qu'il y a toute une génération qui se mobilise pour son avenir et qui ne se retrouve pas dans ce budget.

Je vous parlais du regroupement... du Réseau des carrefours jeunesse-emploi, un peu plus tôt, et je ferai, donc, un... ça me permet, donc, d'émettre une transition, Mme la Présidente, sur les questions d'employabilité, parce qu'il y a aussi AXTRA qui était présente au huis clos, qui nous dit : Bien, les questions d'employabilité, en fait, c'est le grand angle mort, les services publics d'emploi, l'angle mort du budget 2025-2026. Et elle nous dit qu'elle s'étonne du peu de place accordée par le gouvernement dans son budget aux services publics d'emploi et aux mesures de formation de la main-d'oeuvre dans un contexte de ralentissement et d'incertitude économique. On le connaît, je viens de le mentionner, donc, le contexte tarifaire, où le premier ministre nous parlait d'abord d'une perte potentielle de 100 000 emplois, un chiffre, donc, qui a grossi à 160 000 potentielles pertes d'emploi.

Donc, vous comprendrez, Mme la Présidente, que, pour plusieurs, donc, de ces groupes qui sont sur le terrain, bien, ils nous disent : Bien, nos dossiers, ils sont dans l'angle mort du gouvernement, alors qu'on est là, qu'on accompagne la population, qu'on accompagne parfois, donc, les plus vulnérables, hein? Dans le contexte d'emploi, on sait que les jeunes font aussi partie des populations qui sont sous-représentées sur le marché de l'emploi, donc, de façon officielle, là, selon le jargon du milieu. Donc, vous comprendrez que plusieurs s'étonnent de voir que ce budget-là, qui devait, normalement, donc, leur parler, de... Ce budget-là, qui devrait mobiliser l'ensemble de la population, donc, face à cette menace, bien, ils ne se retrouvent pas là-dedans.

Puis ça me permet, Mme la Présidente, de terminer sur les questions d'éducation. Dès le départ, en vous lisant ce texte du *Devoir*, bien, on le voyait bien. En éducation, une hausse de 2,2 %, permettez-moi de douter que ces hausses de dépenses permettront de couvrir les coûts de système. On le sait, le milieu a d'énormes besoins, et on le comprend. L'année passée, on nous disait... L'année passée, la thématique du budget, le titre était *Priorités Santé/Éducation*. Mais ça ne veut pas dire qu'en 2025-2026, parce que l'année dernière on a décidé qu'on mettait beaucoup l'accent là-dessus... qu'on peut tout simplement abandonner le réseau dans l'année qui s'en vient, parce que les défis sont énormes, Mme la Présidente.

C'est la raison pour laquelle j'ai déposé ma motion de grief en début d'intervention et qu'on continuera, donc, de s'insurger contre ce budget, qui non seulement établit un déficit record, mais n'arrive pas à répondre aux besoins de la population. Merci beaucoup.

La Vice-Présidente (Mme D'Amours) : Merci, Mme la députée. Votre motion, ainsi que celle du député de Jean-Lesage, est reçue sous réserve de sa... recevabilité, pardon.

Je cède maintenant la parole au député de Mégantic.

M. François Jacques

M. Jacques : Merci, Mme la Présidente. Vous savez, je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui pour appuyer le budget de mon collègue le ministre des Finances et député de Groulx. Et je veux souligner aussi le travail du ministre des Infrastructures et de la présidente du Conseil du trésor.

On le sait, Mme la Présidente, on ne vit pas une période si facile présentement, et surtout pour l'économie, et ce, partout sur la planète. Cependant, nous pouvons compter sur un ministère des Finances qui fait un travail rigoureux, donc, appuyé par le ministre lui-même, un ministre rigoureux, efficace, afin de passer à travers ces moments d'instabilité mondiale. Je veux sincèrement remercier l'équipe du ministère des Finances pour le travail derrière le budget. Non seulement on protège nos services essentiels au Québec, comme la santé et l'éducation, on fait également un pas vers l'avant en misant sur la diversification de nos marchés face à l'administration américaine. Et nous soutenons nos petites et moyennes entreprises dans leur développement et leurs projets.

Aujourd'hui, je souhaite faire un bref survol sur quelques éléments intéressants du budget, tout particulièrement pour ma circonscription de Mégantic. Il y a des gains pour notre région, pour ma région et pour l'ensemble de la population du Québec, et il est donc important d'en souligner les éléments forts.

• (10 h 30) •

Mme la Présidente, le développement économique régional passe d'abord par la valorisation de nos entreprises locales, celles qui ancrent la vitalité de nos territoires et créent de la richesse là où les grandes chaînes ne sont pas toujours présentes.

Le programme DÉPART, soit le Développement économique pour l'aide à la redynamisation des territoires, s'inscrit dans cette volonté ferme de soutenir nos régions, de stimuler leur potentiel et de leur donner les moyens de leurs ambitions. Ce programme, mis en place par notre gouvernement à l'automne 2023, est une réponse concrète aux défis spécifiques des communautés vivant des périodes de ralentissement économique ou de transition. Il vise à accélérer la diversification économique, à soutenir nos PME, à favoriser l'entrepreneuriat local, notamment dans des milieux où chaque emploi compte, où chaque projet peut transformer une communauté entière. Grâce à DÉPART, des millions sont investis dans les régions, permettant à des entrepreneurs d'ici de lancer, de consolider ou de faire croître leurs activités. Que ce soit pour l'achat d'équipements, l'aménagement d'un local ou l'embauche de nouveau personnel, ces investissements sont faits de manière ciblée, là où ils auront un impact immédiat. Le budget 2025-2026 prévoit d'ailleurs 15 millions de dollars supplémentaires pour ce programme, répartis sur deux ans, à partir de 2026-2027, en prolongement du financement déjà existant.

Dans ma circonscription de Mégantic, ce programme fait une vraie différence. Il remplace d'ailleurs le fonds d'aide à la communauté de Lac-Mégantic, qui avait été créé suite aux événements de 2013. Donc, il restait plus de 1,3 million dans le fonds lorsqu'il a été dissous, et les investissements qui ont été faits via le fonds DÉPART sont substantiels à ce 1,3 million, et je sais que le programme a été réouvert dans... il y a quelques semaines, et plusieurs entreprises de ma région vont déposer dans le nouveau programme ou dans les nouvelles enveloppes qui ont été ouvertes. Donc, il permet à nos gens d'affaires de rêver plus grand, de prendre de l'expansion et d'innover. Il donne aussi aux jeunes l'envie de revenir s'installer chez eux, de bâtir quelque chose dans leur coin de pays, avec l'appui de leur communauté et de leur gouvernement.

Donc, Mme la Présidente, notre approche est simple : donner aux régions les moyens de leur autonomie économique, reconnaître la valeur de leur tissu entrepreneurial et les accompagner dans leur développement à long terme, car derrière chaque projet soutenu par DÉPART, il y a des milliers de travailleurs, des idées et surtout une volonté de bâtir le Québec de demain un projet à la fois.

Mme la Présidente, il est également important pour moi de mentionner les retombées dans ma circonscription du dernier appel de projets du volet Commerces de proximité de Fonds régions et ruralité. Nous avons eu des projets très intéressants déposés et innovants, et plusieurs ont été retenus, qui mettent en valeur la vitalité et la diversité des activités économiques dans la région.

Vous vous souvenez, Mme la Présidente, en 2022, lors de la campagne électorale, nous avons lancé en grande pompe ce projet de garder des commerces de proximité ouverts dans des petites municipalités de 500, 600, 700 habitants, où les dépanneurs, où les épiceries, où les... tous ces commerces-là avaient fermé faute de revenus, faute de promoteurs, faute de nouvelles personnes pour prendre la relève de personnes qui étaient là depuis très longtemps, du magasin général au dépanneur et compagnie.

Donc, plusieurs montants ont été investis chez nous.

Un montant de 150 000 \$ octroyé à la Coop de solidarité de Saint-Isidore-de-Clifton, on parle, ici, de permettre à la communauté de garder la quincaillerie, le dépanneur et la station-service ouverte. Vous savez, la bannière qui était là voulait fermer le dépanneur et la quincaillerie, et la communauté s'est prise en main, ont formé une coop, et on vient leur donner un soutien de 150 000 \$ pour conserver les acquis. Et je... Depuis un an, ça va très bien là-bas. Les gens se sont mobilisés et ont toujours un commerce de proximité pour les près de 800 habitants qui sont là.

Un montant de 109 000 \$ au magasin général de la municipalité de Piopolis aussi, c'est un commerce de proximité, afin de permettre l'achat d'équipements et de l'amélioration d'espaces de production pour une nouvelle ligne de production à la boulangerie, à leur boulangerie, une ligne de productions sans gluten. Donc, cet investissement dans la communauté permettra au magasin de moderniser son équipement de production avec de nouveaux frigidaire, congélateurs et caisses.

Un autre montant de 150 000 \$ à Impact St-Romain. La communauté s'était mobilisée, il y a quelques années, je dirais cinq, six ans, pour réouvrir un dépanneur dans la communauté. On vient leur aider à ouvrir un restaurant dans la communauté de 800, 900 habitants encore. Donc, c'est 150 000 \$ qui va aller là.

Finalement, même chose, on recrée un dynamisme à Weedon, avec la quincaillerie, le dépanneur et compagnie, pour garder un commerce de proximité. Ils vont même pouvoir se permettre de faire une épicerie dans la municipalité de Weedon.

Donc, c'est des projets importants pour garder nos communautés actives et garder les gens, faire la rétention des personnes dans ces municipalités-là qui sont loin des grands centres. Donc, c'est des investissements importants qui permettent à tout le monde de pouvoir rester chez eux et d'être heureux, Mme la Présidente. Donc, on peut voir que l'innovation et l'aide à la communauté est au coeur des préoccupations du gouvernement, tout particulièrement à travers ce volet de commerces de proximité.

Vous savez, en région, il y a d'autres facteurs, d'autres enjeux importants, dont... on peut parler de la couverture cellulaire. Parlons maintenant d'un sujet qui revient souvent chez nous, la couverture cellulaire. Vous savez, là, j'ai de la visite, des fois, des ministres, de d'autres collègues, puis ils se rendent compte, là, qu'à une heure autour de chez nous, là, le signal rentre, coupe, débarque. On a de la misère à... d'avoir une conversation soutenue avec les collègues ou avec toutes les personnes. Donc, pour la sécurité, c'est important aussi.

Donc, notre gouvernement s'est montré très présent sur le terrain depuis le premier mandat pour permettre à l'ensemble de la population d'avoir un accès à Internet haute vitesse. Donc, on a fait ça dans le dernier mandat, de 2018 à 2022, mais, lors de ce mandat-ci, on a décidé de travailler sur la couverture cellulaire et on veut avoir un accès facile au réseau et d'être capable de communiquer des problématiques, de la sécurité ou juste des enjeux de tous les jours à qui on doit transmettre certaines choses. Donc, en 2024, nous avons poursuivi cet effort pour l'amélioration de la connectivité de l'ensemble des Québécois. C'est 200 nouveaux sites cellulaires qui ont été réalisés pour favoriser la sécurité, le développement régional au Québec, et on parle d'un montant de 230 millions de dollars qui a été octroyé pour cet avancement.

Donc, je peux vous donner, là, quelques exemples dans mon comté, il y a eu cinq tours de faites : Saint-Sébastien, Saint-Samuel-Station, Audet, Milan et Piopolis. Puis le CRTC, avec... du gouvernement... via le gouvernement du Canada, va faire deux autres sites. Donc, on a... on va avoir une partie du territoire de réalisée, mais, vous savez, là, il reste encore beaucoup de travail à faire, puis on va... je vais me porter garant et je vais continuer à travailler sur la réalisation d'autres sites cellulaires dans la circonscription de Mégantic.

Donc, cette action se traduit par des investissements importants dans le présent budget afin de pouvoir financer de nouveaux sites cellulaires et générer de nouvelles façons d'améliorer la connectivité. Le ministre des Finances a annoncé dans son budget une enveloppe de 74,1 millions sur trois ans. Cet investissement s'inscrit dans le 759 millions qui vise à favoriser l'apport de nos régions à la création de richesse au Québec. D'autres secteurs, comme les forêts et le tourisme, sont concernés aussi dans cette action.

Finalement, Mme la Présidente, le Plan québécois des infrastructures. Le Québec avance au fur et à mesure qu'on investit dans l'amélioration et la modernisation de nos infrastructures, que ce soit par les écoles, les maisons des aînés ou même nos routes. Il est important de continuer à soutenir les projets d'infrastructure innovants et qui aident notre communauté.

Voici quelques chiffres qui donnent une bonne idée de l'implication de notre gouvernement à cet effet. Dans le budget présenté la semaine dernière, le Plan québécois des infrastructures de mon collègue ministre des Infrastructures et député de Charlesbourg est de 164 milliards de dollars, Mme la Présidente. On parle ici d'une augmentation de 7 % comparativement à l'exercice de l'année dernière. Plus intéressant encore, notre gouvernement a haussé de 63 % les investissements au PQI depuis 2018.

• (10 h 40) •

Pour la circonscription de Mégantic, nous avons obtenu des investissements pour la maison des aînés, notre ancien CHSLD, une bâtisse désuète, des chambres sans toilettes, des chambres à quatre, qui était un projet qui était piloté par les équipes depuis plus de 40 ans, Mme la Présidente. Et je me souviens, en 2018, en février 2018, le ministre de la Santé de l'époque, M. Gaétan Barrette, était venu annoncer en grande pompe, en grande pompe, un CHSLD de 99 places. Et moi, à mon arrivée comme nouveau député, je croyais que tout était attaché et que tout allait se réaliser dans la prochaine année, mais j'ai été surpris d'apprendre qu'aucune somme n'avait été mise au PQI. On avait oublié que ça prenait une cuisine plus grande à l'hôpital pour pouvoir s'occuper des patients ou des résidents du CHSLD à côté. Mais, vous savez, c'est une bonne chose, on a pu le retravailler. Il a été inscrit au p.l. n° 61, il a été inscrit au p.l. n° 66. Finalement, le CHSLD est en réalisation. C'est un CHSLD qui sera adapté, comme les maisons des aînés, en cellules, des groupes de 13 personnes pour trois unités et cinq unités de 12 personnes, donc des unités pour les personnes avec des problèmes cognitifs et d'autres unités, des chambres pour les parents des résidents qui vont venir visiter, une salle adaptée, aussi, pour les gens qui doivent retourner à la maison, mais qui doivent être évalués, pour savoir leurs besoins, par un ergothérapeute. Donc, c'est des éléments importants qui ont... que notre gouvernement a faits au cours de nos deux derniers mandats, et j'aurai le plaisir et le bonheur de voir les nouveaux résidents y entrer à l'automne cette année. Donc, c'est 99 places, c'est 16 places de plus qui étaient disponibles dans la région, c'est des investissements majeurs qui sont importants pour la communauté de Mégantic.

En conclusion, Mme la Présidente, le présent budget est prudent face à l'inconnu et permet de nous projeter dans l'avenir en souhaitant et en soutenant le réseau de l'éducation, notre système de santé, nos PME québécoises, et j'en passe. Il est aussi responsable, en prévoyant un retour à l'équilibre budgétaire sans affecter nos services. Comme je l'ai mentionné plus tôt, c'est également un exercice budgétaire qui aide les entreprises, les coopératives et les industriels de chez nous en plus d'améliorer la qualité de vie de nos bâtisseurs, nos aînés. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme D'Amours) : Merci, M. le député. Je cède maintenant la parole au député de Maurice-Richard.

M. Haroun Bouazzi

M. Bouazzi : Merci, Mme la Présidente. Très heureux d'être parmi vous, ce mardi matin, pour parler un peu du budget qui nous a été présenté. Je vais vous parler de commun aujourd'hui, Mme la Présidente, ce budget étant un budget assez classique, malheureusement, à la fois austère, néolibéral, avec une croyance vraiment profonde dans le capitalisme, et j'aurais voulu vous décrire à quoi pourrait ressembler une vision de société comme celle que nous défendons, une vision de société basée sur le commun.

Alors, d'abord, qu'est-ce que le commun? C'est cette idée que notre richesse commune, nos ressources peuvent être... sont un bien commun que nous pouvons exploiter, travailler, avec lesquelles on peut vivre, qu'on peut gérer, cogérer de manière démocratique, que ce soit à travers des communautés qui appartiennent à l'État ou tout simplement des communautés locales. Et je vais parler du lien entre les dossiers qui sont les miens, donc les questions d'énergie, de ressources naturelles, de cybersécurité ou d'infrastructures par rapport à comment est-ce que l'approche de ce budget-là est faite.

Le commun, d'ailleurs, voit la fonction publique comme étant une force de travail. C'est comme si on se cotisait toutes et tous, qu'on mettait tous à contribution une partie de la population pour nous servir des services qu'on considère être un bien commun, donc, par exemple, évidemment, s'occuper de notre santé, s'occuper de notre éducation, s'occuper de nos transports publics. Donc, tout ça, c'est des communs. Et cette vision-là de la société fait en sorte que les fonctionnaires sont une richesse, étant donné que c'est une richesse commune que nous avons, et aussi, évidemment, le fait que chacun et chacune contribue à la hauteur de ses capacités, c'est-à-dire que les mieux nantis contribuent plus, évidemment, fait en sorte que c'est une richesse commune et non pas un fardeau comme la vision des autres partis représentés à l'Assemblée nationale le voient.

Donc, commençons par l'énergie. Qu'est-ce qui est commun? Alors, il y a d'abord, évidemment, nos ruisseaux, nos rivières, nos cours d'eau. C'est une richesse commune, et ça, les bâtisseurs du Québec moderne, à travers la Révolution tranquille, l'ont bien compris et ont créé un autre commun qui est Hydro-Québec, qui est une richesse absolument incroyable que nous avons, où nous avons dit : Non seulement, évidemment, ces cours d'eau nous appartiennent à toutes et à tous, mais l'énergie que nous allons créer à travers cette source d'énergie naturelle, bien, ce sera un bien commun qui va servir le bien commun, que ce soit pour avoir de l'électricité pas chère ou pour développer un développement économique.

Un autre bien commun en énergie, c'est le vent, tout simplement, donc ce qu'on appelle aujourd'hui les gisements éoliens. Ça aussi, c'est un bien commun. Et malheureusement la vision fondatrice d'Hydro-Québec a très largement été malmenée depuis maintenant 25 ans. Depuis, maintenant, les gouvernements de M. Bouchard, suivis des gouvernements Charest, Mme Marois, etc., il y a cette idée que l'exploitation de ce bien commun qui est tout simplement le vent, qui est sur notre territoire, doit se faire par le privé, une croyance profonde, profonde que le privé est la solution à tout et que l'État, ce bien commun que nous avons, est un fardeau, et de la bureaucratie, et tous les adjectifs que vous connaissez. Pourtant, nous avons plein d'études qui montrent que le fait que nous ayons décidé de laisser faire ce commun-là nous coûte très cher. Et malheureusement il n'y a pas une seule étude, de l'autre partie de l'Assemblée nationale, qui est capable de prouver que d'avoir produit toute cette électricité pendant 25 ans dans le privé nous a rapporté quoi que ce soit. Pour vous donner une idée, il y a une recherche de l'IREQ qui dit que, juste par rapport aux dividendes, juste les dividendes, et je ne parle pas d'autres coûts, nous avons perdu, à date, entre 900 millions et 1,7 milliard de dollars que nous avons tout simplement transférés aux actionnaires du privé à travers toutes les éoliennes qui sont gérées dans le privé. C'est déjà une manière de boucher le trou du déficit, évidemment.

L'autre chose, aussi, dans le commun, c'est l'idée de dire que, dans l'énergie, par exemple... c'est l'idée de dire que cette énergie commune, c'est un bien commun, et puis il faut la cajoler non pas avec une vision de toujours plus, toujours plus, toujours plus, en se disant : On va doubler la taille d'Hydro-Québec, en imaginant que c'est possible, quel genre d'idée c'est, de tapisser tout notre territoire d'éoliennes, tapisser tous nos territoires de câbles électriques, alors qu'une des solutions, c'est de s'assurer de commencer à éviter les passoires énergétiques et d'avoir des programmes conséquents pour pouvoir isoler les maisons des Québécoises et des Québécois, surtout les moins nantis d'entre eux, qui sont souvent locataires, qui ne sont pas capables de faire ces travaux-là, ou ceux qui sont propriétaires, souvent des aînés, d'ailleurs, qui n'ont pas l'argent qui leur faut pour pouvoir rénover. Il est largement temps d'avoir un vrai programme pour isoler les maisons. Nous, ça fait longtemps qu'on le demande, à Québec solidaire, et ce budget-là n'en fait pas mention, un programme ambitieux qui permettrait, en plus, dans des moments d'incertitude économique, d'apporter une certaine stabilité dans les différents contrats. On parlerait de 100 000 logements par an à isoler. Sur 10 ans, ça en ferait 1 million, et ça nous permettrait, en plus, d'économiser de l'énergie que nous pourrions mettre ailleurs.

• (10 h 50) •

Le deuxième point dont je voudrais parler, c'est l'exploitation des ressources naturelles et, en premier lieu, la forêt. La forêt aussi est un bien commun. Et, pour avoir traversé beaucoup le territoire du Québec et avoir rencontré des coopératives forestières au Saguenay—Lac-Saint-Jean, par exemple, ou en Gaspésie, d'ailleurs, il y a cette volonté commune de se dire : Bien, cette forêt, c'est comme un grand jardin commun, il faut le cajoler, il faut arrêter de la malmenier, il faut permettre de laisser une forêt qui est agréable, qui est saine aux prochaines générations, et ça, c'est quelque chose qui réunit vraiment beaucoup et les coopératives forestières et les écologistes que j'ai rencontrés et, évidemment, les groupes autochtones. Malheureusement, cette vision-là de l'exploitation de nos ressources naturelles n'est pas une vision qu'on retrouve dans ce budget-là.

Enfin, peut-être deux mots rapides. Le premier, sur les questions d'infrastructures. Au-delà du fait que ces infrastructures-là, ces écoles, ces hôpitaux, ces ponts, ce transport en commun est, justement, un bien commun, qui

n'est pas tant une dépense qu'un investissement positif pour l'avenir, et se passer de ces investissements-là est une erreur, au sens philosophique du bien commun, mais juste d'un point de vue comptable — et je sais que le gouvernement se gargarise souvent d'être un gouvernement où il y a beaucoup de comptables — on ne peut pas comparer une dette qui consiste à réparer une école avec une dette qui est... une dépense, pardon, qui est récurrente, à chaque année. Il est évident que ce genre de dette ne peut pas rentrer dans le budget annuel, mais plutôt dans un pourcentage du PIB. Et, en matière de pourcentage du PIB, même sur une lecture néolibérale, nous avons largement la place de pouvoir réparer nos écoles.

Je donnerai juste l'exemple de l'école Sophie-Barat, à l'intérieur de ma circonscription, où les travaux ont peiné à commencer, d'abord avec l'austérité du Parti libéral à l'époque de M. Couillard, mais même maintenant, ça a même été retardé à 2032, la fin des travaux, 2032, là. Ça a pris moins de temps de refaire tout l'échangeur Turcot, Mme la Présidente. Je veux dire, ça n'a pas d'allure, ça n'a juste pas d'allure. Les options qui existent dans ma circonscription sont juste des options privées, et c'est assez démoralisant qu'on ne soit pas capable de voir tout simplement qu'investir dans les infrastructures, surtout qu'on a déjà vécu les erreurs du Parti libéral, c'est une très mauvaise idée.

Enfin, un mot rapide sur la transition numérique. Le commun, c'est aussi ces fonctionnaires, qui sont compétents, qui doivent être embauchés, qui doivent être respectés, qui doivent être payés correctement, et évidemment des infrastructures qui doivent être communes. On parle beaucoup du cloud qui... de l'infonuagique qui se retrouve aux États-Unis ou dans des compagnies américaines où on héberge les données des Québécoises, des Québécois. Il serait temps de voir comme un commun un cloud, un nuage privé qui soit partagé entre toute la fonction publique.

Motion formulant un grief

Pour conclure, Mme la Présidente, je vais déposer, donc, une motion de grief qui dit la chose suivante :

«Que l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ et la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour son budget qui ne prévoit ni mesure de nationalisation des parcs éoliens ni investissements significatifs dans la transition écologique et qui prive le Québec de leviers stratégiques et de revenus essentiels pour l'État dans un contexte où investir massivement dans l'énergie propre et publique constitue à la fois une nécessité écologique et une opportunité économique majeure pour le Québec.»

Merci, Mme la Présidente, pour ce temps de parole, et je vous souhaite une bien bonne journée.

La Vice-Présidente (Mme D'Amours) : Merci, M. le député. Votre motion est reçue sous réserve de sa recevabilité. Est-ce qu'il y a d'autres interventions? Oui, pardon, Mme la députée de Saint-François.

Mme Geneviève Hébert

Mme Hébert : Merci, Mme la Présidente. Donc, je tiens à saluer tous mes collègues qui sont présents ici, autant des oppositions que du gouvernement.

Vous savez, Mme la Présidente, c'est une occasion de pouvoir rappeler certains faits. Donc, mon intervention, ce matin, sera de montrer que, je pense, que ce soit du côté de l'opposition ou du côté du gouvernement, on regarde la même situation. Puis je comparerais ça à un verre d'eau, hein? On prend souvent l'exemple du verre d'eau à moitié plein, du verre d'eau à moitié vide. Moi, je vais vous montrer à quel point il est à moitié plein. Il y a encore du travail à faire, il y a de l'eau, encore, qui peut rentrer dans notre verre, mais je vois ce verre à moitié plein parce qu'il y a beaucoup de travail qui a été fait et qui va se faire encore.

Et je commencerais avec notre gouvernement, qui a réaffirmé son engagement envers les services publics en allouant des investissements significatifs au PQI. Quand on parle du PQI, pour M., Mme Tout-le-monde, là, c'est le Plan québécois des infrastructures, vous allez beaucoup en entendre parler dans les prochaines interventions, c'est un plan, justement, qui a été énormément bonifié sous notre gouvernement. Donc, on a plus qu'augmenté, de plus de 50 milliards, et on vient de le faire encore, donc, dans différents secteurs clés comme la santé, l'éducation, le logement. Le Plan québécois des infrastructures de 2025 à 2035 prévoit une augmentation de 4,6 milliards de dollars pour les infrastructures qui sont en santé et en services sociaux. Donc, ces investissements-là vont permettre la construction, la rénovation et la modernisation des établissements afin qu'on puisse améliorer la qualité de vie et les soins de tous les citoyens et de tous les Québécois.

Mme la Présidente, il y a un projet chez moi qui est porté, rêvé depuis le début des années 2000, bien, je tiens à dire que la construction du Centre mère-enfant, le Pavillon Enfant Soleil et de l'urgence de l'Hôpital de Fleurimont, bien, c'est un projet majeur de 432 millions qui était très attendu. Ça faisait plus de 20... ça va faire 25 ans, là, maintenant, là, que ce projet-là avait été déposé, annoncé à plusieurs reprises par différents gouvernements, mais c'est notre gouvernement qui a décidé de mettre... d'attacher les montants et de le voir se réaliser pour la population estrienne, pour la population, même, je dirais, québécoise, parce que, maintenant, les gens au Québec peuvent aller avoir des services d'une région à l'autre. On l'a fait avec un projet de loi qui permet cette mobilité-là pour avoir des services plus rapides.

Donc, j'ai eu la chance de visiter ce Centre mère-enfant pour le voir, l'avancement des travaux. On devrait être capables de transférer les patients d'ici le printemps 2026. C'est un projet, comme je disais, qui est attendu. Puis je vous dirais qu'on est vraiment choyés, en Estrie, parce que notre région bénéficie d'un centre hospitalier universitaire, c'est le seul en dehors de Montréal et de Québec, donc d'avoir des soins de santé de qualité. Ça montre à quel point notre gouvernement écoute les régions, reconnaît les besoins dans certaines régions et est au rendez-vous pour investir les sommes. Alors, je suis vraiment très heureuse.

Il y a une somme additionnelle de près de 3,9 millions sur cinq ans qui est aussi prévue pour améliorer la prestation des soins de santé et services sociaux. Donc, on a des mesures qui sont plus ciblées pour les aînés, les jeunes en difficulté et les personnes qui sont en situation d'itinérance. Il y a même le Plan d'action gouvernemental 2024-2029, qui est *La fierté de vieillir*, de ma collègue la ministre des Aînés, qui en est très fière aussi, qui vise à promouvoir le vieillissement actif, et à lutter contre l'âgisme, et en renforçant les services de soutien à domicile. Donc, toutes ces mesures-là sont dans le budget pour vraiment qu'on puisse poursuivre le travail qui a déjà débuté.

Puis là, si on touche au domaine de l'éducation, donc, le PQI prévoit des investissements de 23,5 milliards de dollars. Ça commence à être des gros montants, là. Donc, ça, c'est pour la réfection d'établissements et l'ajout d'espace dans les écoles primaires et secondaires, et ça, ça touche aussi la région de Sherbrooke, la région de Saint-François... de la circonscription de Saint-François. Donc, c'est ce qui fait qu'on va mettre, aussi, 9 milliards qui sont alloués aux établissements d'enseignement supérieur pour soutenir la modernisation des infrastructures collégiales et universitaires.

Vous savez, dans la région de Sherbrooke, et dans la circonscription de Saint-François particulièrement, j'ai deux universités, deux cégeps, j'ai deux centres de formation professionnelle, même, je dirais, trois avec celui de Lennoxville pour les communautés d'expression anglaise. Donc, on a énormément de jeunes qui viennent s'établir, justement, à Sherbrooke, en Estrie, pour avoir une éducation, que ce soit en enseignement supérieur ou à la formation professionnelle. Donc, je suis vraiment très heureuse de voir que notre gouvernement, encore une fois, est au rendez-vous chez nous. Puis d'ailleurs, prochainement, je vais inaugurer, avec ma collègue la ministre de l'Enseignement supérieur, l'agrandissement du 3IT. Le 3IT, encore une autre abréviation, l'Institut interdisciplinaire d'innovation en technologie de l'Université de Sherbrooke, ça, c'est un projet de plus de 21 millions qui va renforcer les capacités techniques dans le domaine stratégique comme le quantique — on le sait, on a la zone quantique, nous, à Sherbrooke, on en est très fiers, première zone d'innovation au Québec — donc, les semi-conducteurs, les technologies biomédicales et la photonique.

• (11 heures) •

Donc, Mme la Présidente, notre gouvernement, là, il prévoit aussi une somme de 1 milliard sur cinq ans pour valoriser la réussite éducative, améliorer l'accessibilité des services de garde à l'enfance puis offrir de meilleurs services aux jeunes, et promouvoir la pratique du loisir et du sport. Ça, ce sont des fonds supplémentaires qui vont être alloués aux services de protection et en réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation.

Alors, Mme la Présidente, ces investissements-là, là, ils visent à soutenir la réussite éducative des élèves, assurer l'attraction et la rétention du personnel scolaire, appuyer les organismes partenaires et accélérer l'entretien du parc immobilier. Puis, depuis 2018, bien, notre premier mandat, notre gouvernement avait lancé le plus grand chantier de rénovation d'écoles de l'histoire du Québec afin que nos jeunes puissent apprendre dans des belles écoles qui sont modernes et dans un environnement stimulant. Puis moi, là, j'ai eu la chance... parce qu'on se promène, on est tous des députés de terrain, on rencontre nos directeurs de centre de services scolaire, on rencontre nos directeurs d'école, et mes D.G. de centre de services scolaire de ma région m'ont d'ailleurs dit que, sous notre gouvernement, il n'y avait jamais eu autant d'argent de donné pour qu'ils puissent, justement, faire les rénovations. Ils en ont eu tellement qu'ils ne sont pas capables de tout faire aussi rapidement parce qu'il y a une pression sur le système.

Alors, Mme la Présidente, c'est du jamais-vu. Ça, c'est sous notre gouvernement. Donc, il y a eu du retard par le passé, il y a eu des sous-investissements, mais nous, on est en train de rattraper ce retard. Puis je le sais, que ça fait l'actualité, mais on ne l'entend pas assez souvent. La bonne nouvelle ne fait pas la nouvelle, puis je trouve ça vraiment dommage. C'est ce que je me rends compte en politique, la bonne nouvelle ne fait pas la nouvelle, mais les gens auraient besoin de beaucoup plus de bonnes nouvelles dans l'actualité de nos jours, avec tout ce que l'on vit, particulièrement.

Cela dit aussi qu'on joue un rôle prépondérant en culture pour la réussite éducative de nos jeunes. Donc, je veux vous partager un autre beau projet. Vous le savez, je suis une députée qui est très fière de sa région, puis j'ai un projet qui est le lieu de diffusion spécialisé en danse et théâtre pour l'enfance et la jeunesse, le centre de diffusion jeunesse à Sherbrooke. On était l'une des seules régions au Québec à ne pas avoir de centre de diffusion jeunesse. Très heureuse que notre gouvernement, encore là, ait été au rendez-vous. Puis ça a été à plusieurs reprises, ça a pris du temps, là, j'ai même passé deux ministres de la Culture pour réussir à attacher et que ça puisse voir le jour. Et on devrait l'inaugurer prochainement. 22 millions que notre gouvernement a mis pour, justement, avoir ce centre de diffusion jeunesse là.

Donc, vous voyez, notre gouvernement est au rendez-vous pour répondre aux besoins des régions. Et, moi, ça, ça m'encourage, ça m'encourage. Puis j'espère que les citoyens qui écoutent aujourd'hui vont voir à quel point il y a du travail qui est fait. Le verre n'est pas à moitié vide, il est à moitié plein, mais il y a encore de la place pour en rentrer, de l'eau. Alors, pour répondre aux besoins croissants en matière de logement, bien, le PQI prévoit aussi des investissements de 559 millions qui visent à augmenter l'offre de logements, particulièrement des logements sociaux et abordables. Donc, ces fonds, Mme la Présidente, vont permettre concrètement à des milliers de Québécois d'améliorer leurs conditions de vie et de vivre dans un chez-soi à un bon prix pour leur budget.

Des mesures pour faciliter aussi l'accès à des logements stables et sécuritaires sont prévues pour aider les personnes en situation d'itinérance à retrouver un chez-soi. On entend souvent mon collègue le ministre de Santé et Services sociaux qui parle du programme PRISM. Il y a un projet qui est en train d'être mis en place aussi chez nous. Les gens de la communauté, les gens de la région de Sherbrooke ont levé la main, présents aussi, pour ce programme-là. Donc, c'est un autre... une autre action qui voit à quel point notre gouvernement est sensible à chacune des réalités des régions et répond présent.

Au total, le PQI 2025-2035 est porté à 164 milliards de dollars, soit une augmentation de 11 milliards par rapport au plan précédent. Donc, de ces investissements, il y a 43 % qui sont destinés au maintien des actifs existants, tandis que 57 % visent à développer de nouvelles infrastructures. L'an passé, c'est plus de 126 millions qui ont été investis pour la construction de plus de 300 logements sociaux et abordables en sol sherbrookoïse. Mais moi, je le ramène à

Saint-François, naturellement, donc, c'est plus de 218 dans Saint-François. Ça fait que ce n'est pas rien. On construit. Donc, on est conscients qu'il y a des défis qui sont liés à l'accès au logement, mais je tiens à le rappeler, qu'on consacre 550 millions pour soutenir l'accès au logement.

Puis là, Mme la Présidente, vous allez me voir venir, là, je vais mettre mon chapeau de construction. Moi, avant la politique, là, j'étais dans le domaine de la construction, je gérais des projets, j'étais gestionnaire, chargée de projet, et je vous dirais que, depuis 2018, là, bien, le contexte de la construction a énormément changé. Premièrement, on ne construit plus aussi vite qu'on construisait avant. Bon, il manque de matériaux, mais il manque aussi de la main-d'oeuvre, alors c'est pour ça qu'on a fait l'offensive construction, on a fait de la formation accélérée puis on a même une initiative gouvernementale qui vise à stimuler l'industrie de la construction, au Québec, par des investissements massifs dans nos infrastructures publiques.

Mais, si on fait ces investissements-là, bien, il faut former aussi la main-d'oeuvre. Donc, je suis très heureuse que mes collègues le ministre du Travail et la ministre de l'Emploi ont mis des mesures sur le terrain pour, justement, encourager les jeunes à se lancer dans le domaine de la construction. Puis c'est un très beau métier puis c'est des emplois payants, comme on aime le dire. Donc, moi-même, dans ma propre famille, mon mari est charpentier-menuisier, mon gendre est électricien et mon fils est maçon. Ça fait que vous voyez qu'il y a de l'avenir pour ces emplois-là. Donc, je suis très, très fière de voir que notre gouvernement, encore là, est au rendez-vous pour aider l'entreprise de la construction et la stimuler, aussi, pour tout ce qu'on a à faire, parce qu'il y a du rattrapage, comme je l'ai précisé précédemment.

Donc, Mme la Présidente, j'aimerais maintenant vous parler de notre langue, de notre identité, parce que ça, là, c'est le coeur de notre identité, la langue française. Donc, il y a un investissement de plus de 50 millions sur cinq ans qui est prévu pour promouvoir l'utilisation du français dans tous les secteurs de la société, y compris les entreprises et les institutions publiques. Aussi, on va investir 320 millions pour la francisation des immigrants afin de faciliter leur intégration et de renforcer la vitalité de notre belle langue. Ces fonds vont permettre de bonifier des programmes existants et de développer de nouvelles initiatives adaptées. Par exemple, chez moi, le cégep de Sherbrooke, c'est un partenaire exemplaire de la francisation ou de l'intégration des personnes immigrantes, là. Depuis l'an 2000, le cégep francise et crée des passerelles entre les nouveaux arrivants puis les étudiants réguliers, ce qui fait de Sherbrooke un modèle d'intégration. Puis je le sais, on le partage, on est même souvent soulignés par d'autres municipalités, de voir à quel point qu'on a vraiment un modèle d'intégration particulier à Sherbrooke. J'ai même eu l'occasion d'aller faire des activités plein air avec les groupes du cégep, justement, bien, en francisation, avec les nouveaux arrivants. C'est très, très riche comme expérience.

Donc, depuis notre arrivée, bien, au gouvernement, les sommes investies en francisation, elles ont triplé. Je le sais, que ça a fait la manchette, dernièrement, qu'il manquait puis qu'on fermait des cours. Mais ça a quand même triplé. La demande, elle est plus grande que notre capacité de payer. C'est juste ça. Mais notre gouvernement est encore au rendez-vous, parce qu'on a réinjecté de l'argent puis on supporte les organismes, les entreprises, les institutions qui font de la francisation, parce que c'est important, ça fait partie de notre identité québécoise, notre langue française, c'est le coeur. Quand on parle du coeur, là, ça... c'est profond. Donc, moi personnellement, je suis très fière de ce qui s'est fait pour notre... de notre gouvernement pour la langue française et ce qu'on fait pour nos nouveaux arrivants, qu'ils puissent, justement, participer à cette vie, tu sais, à cette communauté québécoise.

Puis, en même temps, bien, notre gouvernement reconnaît l'importance de soutenir équitablement la communauté anglophone du Québec. Bien oui, dans Saint-François, j'ai une bonne communauté d'expression anglaise, qu'on pense à Lennoxville, naturellement, avec Bishop's puis le collège Champlain, mais, sinon, j'ai plein de petites municipalités dans la MRC de Coaticook aussi, qu'on parle de Stanstead-Est ou qu'on parle de Barnston-Ouest, de Dixville. Ce sont des petites municipalités où j'ai des citoyens qui... leur langue maternelle, c'est l'anglais, et ce sont des Québécois qui sont ici depuis de nombreuses années, de génération en génération. On est à la limite des frontières américaines, dans Saint-François, donc il y a beaucoup de familles, même, qui sont de part et d'autre de la frontière. Donc, c'est normal, ça parle... Mais il y a une très belle cohabitation, puis ça, je tiens à le souligner. En Estrie, la communauté d'expression anglaise cohabite très bien avec la communauté francophone. On peut même, des fois, parler notre propre langue et se comprendre. On n'est pas nécessairement obligés de parler en anglais à un anglophone, mais on... je lui parle en français, il me répond en anglais, puis on se comprend très bien, puis il n'y a pas personne qui est offusqué là-dedans. Mais je suis contente de voir que notre gouvernement a bonifié de 10 millions sur cinq ans pour renforcer la vitalité des communautés d'expression anglaise. Puis ça, bien, c'est afin de favoriser un meilleur accès aux services. On le sait, notre population qui est vieillissante, on a des gens qui sont anglophones, c'est leur langue maternelle. Même s'ils ont appris le français puis qu'ils l'ont parlé toute leur vie, quand on vieillit, on retourne à notre langue maternelle. Donc, c'est important qu'ils aient des services dans leur langue. Alors, pour moi, c'est important de voir que notre gouvernement, encore là, est attentif aux besoins de chacune des régions.

• (11 h 10) •

Donc, le rayonnement du Québec aussi, à l'international, en terminant, Mme la Présidente, c'est essentiel pour promouvoir nos intérêts culturels, économiques et politiques. Alors, notre gouvernement s'engage à renforcer la présence du Québec sur la scène internationale en augmentant les ressources dédiées à nos délégations et aux bureaux à l'étranger. Donc, ces efforts, ça, ce n'est pas en vain. Elles visent à attirer des investissements, à soutenir les exportations, particulièrement en ces temps de tarifs douaniers offensifs, mais aussi à faire rayonner notre culture à travers le monde. Parce qu'on a une culture propre à nous ici, au Québec. On parle français, mais on est les seuls, seul État en Amérique à avoir une langue officielle qui est le français. Ça fait que c'est... ça nous donne du charme, ça, à l'international. Je vous le dis, j'ai fait des... Moi-même, je suis rapporteure pour le Québec à la Commission des affaires parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, et on est reconnu pour notre accent, pour notre dynamisme aussi,

notre résilience en tant que peuple qui parle français en Amérique. Alors, ça, Mme la Présidente, je vous dirais que c'est important. Et notre ministre des Relations internationales fait un travail extraordinaire, mais, en même temps, elle ne s'est pas juste donné une mission par rapport à l'économie, mais elle s'est donné une mission aussi par rapport à promouvoir notre identité québécoise, dont on est très fiers, dont le cœur, c'est notre langue française.

Alors, je terminerais, Mme la Présidente, en vous remerciant de m'avoir écoutée. Ça a été un bonheur d'échanger avec vous, ce matin, de partager ces belles réussites et de montrer à quel point notre verre n'est pas à moitié vide, il est à moitié plein. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme D'Amours) : Merci, Mme la députée. Je cède maintenant la parole à la députée de Marie-Victorin.

Mme Shirley Dorismond

Mme Dorismond : Merci beaucoup, Mme la Présidente. D'entrée de jeu, moi, j'aimerais parler vraiment du budget, mais du budget en lien avec ma circonscription. On a entendu beaucoup les oppositions critiquer le budget, mais c'est important de voir aussi le travail du député et de voir comment on travaille d'arrache-pied pour faire avancer nos projets dans notre circonscription. Moi, j'aurais aimé ça entendre l'opposition parler des projets que le gouvernement a mis en place pour eux aussi.

Je vais parler de la planification aussi du PQI. Moi, j'étais ravie de voir que c'est en planification au niveau du cégep Édouard-Montpetit. Il va y avoir des cliniques-écoles. Et ça, c'est superimportant parce que les cliniques-écoles, c'est une organisation avec le programme de soins infirmiers et qui aura une collaboration avec un CISSS, un CISSS de Montérégie-Est, qui va pouvoir faire l'intégration des IPS et de faire aussi des stages pour les nouvelles infirmières. Donc, on promet à la population de Longueuil de pouvoir venir dans ces cliniques-écoles, et ça favorise non seulement la progression de la profession en soins infirmiers, et ça aide aussi à faire des stages pour la nouvelle relève et des stages aussi au niveau universitaire pour les IPS.

Il y a aussi en planification l'Hôpital Charles-Le Moyne. L'Hôpital Charles-Le Moyne, mes citoyens auront l'accès à des blocs opératoires qui vont être réaménagés et des chirurgies d'un jour. Et, comme Santé Québec l'a annoncé, il y a une amélioration au niveau des blocs de chirurgie. Pour moi, de voir ça en planification, ça donne des bonnes nouvelles. Mes citoyens de Marie-Victorin auront accès à la chirurgie d'un jour très bientôt.

L'autre chose aussi, c'est l'Hôpital Pierre-Boucher, qui est à Longueuil. Mes citoyens de Marie-Victorin aussi pourront avoir un aménagement au niveau de l'urgence et une unité d'hospitalisation brève.

Il y a aussi le Centre d'exploitation du Vieux-Longueuil de la RTL. Donc, ça, c'est le réseau de transport. Donc, il y aura des entrées électriques et marquées en construction. Ça, ça veut dire qu'il y aura plus d'autobus électriques sur la route dans l'association de transport en commun et ça va améliorer aussi l'accès à l'axe est et ouest, et ça va permettre aussi de diminuer le carbone.

Il y a aussi la construction que je suis très fière, que j'ai annoncée, qui est en construction en ce moment et en réalisation, c'est Un toit pour tous. Donc, Un toit pour tous, c'est des logements sociaux, 54 logements sociaux pour des personnes en situation d'itinérance, donc on parle d'itinérance et de logements supervisés, qui va permettre à des personnes de sortir de la rue, mais qui aura aussi accès à la réinsertion sociale. Et, pour moi, ça, Mme la Présidente, c'est hyperimportant. Les personnes en situation d'itinérance, ce n'est pas facile. Et il y a eu un contexte dans ma circonscription de Marie-Victorin, et on a travaillé en collaboration avec les organismes, on a travaillé en collaboration avec la ville pour faire en sorte d'aider ces personnes en situation d'itinérance, et leur trouver un logement pour qu'ils puissent se réinsérer, et de trouver vraiment un cheminement pour les aider à sortir de la rue. C'est important, Mme la Présidente, on y travaille de façon acharnée à chaque jour pour les aider.

Il y a aussi eu la construction d'une maison des aînés et alternative de Longueuil. Donc, c'est pour favoriser les logements sociaux et abordables pour les aînés, dans ma circonscription de Marie-Victorin, j'ai beaucoup d'aînés, et, de plus en plus, les aînés veulent rester à la maison, donc de trouver des maisons adaptées et des logements pour eux, qui fait en sorte qu'ils restent à la maison et qu'ils puissent recevoir des soins à domicile. C'est ce qu'on a toujours dit qu'on faisait et on le fait, Mme la Présidente.

Il y a aussi les écoles. Il y a eu plusieurs constructions des écoles et d'agrandissements, comme l'école primaire Claude-Lafortune, du centre de services scolaire de Marie-Victorin, qui est dans ma circonscription. Ça avait été annoncé lorsque mon ancien... mon collègue Jean-François Roberge, lorsqu'il était ministre de l'Éducation, on avait fait l'annonce ensemble dans le dernier mandat, et de voir maintenant cet agrandissement qui va faire en sorte qu'on va pouvoir ajouter d'autres élèves dans la circonscription de Marie-Victorin pour les accueillir. Et c'est une école à indice de défavorisation cotée 10, Mme la Présidente. Donc, pour moi, c'est important. De plus en plus, les enfants en besoins particuliers sont présents, et il y a une structure et un environnement accueillants pour ces élèves, et il y aura plus de personnes pour les aider, comme l'aide à la classe. Donc, on a réussi à intégrer ça dans la convention collective des professeurs et de faire en sorte que, maintenant, l'environnement, les espaces vont pouvoir accueillir ces enfants et auront plus d'aide. Pour moi, c'est important.

Il y a aussi l'école primaire les Petits-Explorateurs, reconstruction et agrandissement, sur la rue Queen, dans ma circonscription. J'ai eu l'honneur de visiter hier cette école. Les élèves m'ont accueillie grandement et ils m'ont fait visiter les nouveaux locaux. C'est magnifique. C'est très accueillant. Il y a des espaces pour les enfants en besoins particuliers. Il y a des espaces pour les éducateurs spécialisés, les orthopédagogues, les orthophonistes. Les professeurs sont là aussi. La classe est plus accueillante... les élèves puissent faire des lectures, ils peuvent s'exposer aussi dans les

corridors, faire des travaux en équipe. C'est très accueillant, c'est très attirant aussi comme construction de nouvelles écoles. Mais ça, ça a tout été pensé par notre gouvernement, Mme la Présidente, le fait de faire des écoles accueillantes, et très grandes, et très lumineuses. Les élèves me disaient : Ça, c'est mon... ça, c'est ma meilleure classe parce qu'il y a plein de fenêtres. C'est très lumineux. Ils aiment ça, aller à l'école. Ils ont adoré de faire cette visite-là. Ils sont très, très, très... Et ils m'ont présenté un beau projet, aussi, que ça s'appelait un banc d'amitié pour... contre... faire un banc, mais c'est un banc pour être inclusif, pour permettre aux enfants qui se sentent peut-être seuls ou tristes... faire en sorte qu'une amie vienne les accompagner sur ce banc-là et qu'ils puissent parler de leurs problèmes. Moi, je trouve ça très imaginaire et très créatif. On a de la bonne relève. Et je suis très fière de ma circonscription, de voir des élèves qui ont des idées, aussi ingénieuses, et de faire en sorte d'aider son prochain aussi.

• (11 h 20) •

Il y a le centre administratif du Vieux-Longueuil aussi, au niveau des réseaux de transport, qui a eu une bonne réfection et un réaménagement. Puis on me dit clairement que, les gens qui y travaillent, c'est grandissant et c'est attirant aussi pour y travailler.

Il y a aussi le projet Saint-Roch, qui est les logements... deux, logements sociaux, qui est la phase II, la phase II. Il va y avoir vraiment 36 logements pour des personnes âgées. Donc, Mme la Présidente, comme députés, on doit travailler fort, mais on doit aussi répondre à des enjeux territoriaux.

Il y a un autre projet, aussi, que je vais annoncer, c'est la construction de 54 logements sociaux et abordables pour les aînés en perte d'autonomie légère. Ça aussi, Mme la Présidente, il faut être capable de venir voir les personnes concernées pour améliorer notre territoire, répondre aux enjeux territoriaux, depuis mon engagement en politique, Mme la Présidente, je ne fais que ça, je rencontre chaque citoyen, à savoir : C'est quoi, vos enjeux territoriaux? C'est quoi, les problématiques? J'ai rencontré l'AQDR, l'association des personnes âgées, qui me parlait des problématiques au niveau des logements sociaux pour les personnes âgées. Bien, Mme la Présidente, j'ai répondu à ce problème dans ma circonscription.

Il y a aussi tout le volet des taxes scolaires. On les a maintenues, on a maintenu la taxe scolaire, on a maintenu aussi le 3 % pour les factures des foyers des personnes, de tous les Québécois. Mais c'est important, Mme la Présidente, dans ma circonscription, j'ai une clientèle défavorisée et, pour moi, c'est important de diminuer la taxe scolaire et de la maintenir... et de maintenir le 3 % pour les foyers des Québécois, chez eux.

Depuis, au moins, trois ans, il y a une diminution des impôts. Le gouvernement a décidé de diminuer les impôts. On est le gouvernement des portefeuilles des Québécois, Mme la Présidente. On a un souci.

L'autre chose, aussi, qui, vraiment... qui me tient à coeur, vous savez, Mme la Présidente, j'ai toujours dit, quand j'ai constaté mes enjeux territoriaux... les enfants. Dans ma circonscription, j'ai un enfant sur quatre à besoins particuliers, et mon engagement, depuis le début, c'était de créer une pédiatrie sociale pour les enfants, mais aussi les familles. J'ai eu l'honneur d'annoncer cette construction, un CPE et une pédiatrie sociale pour les enfants et pour leurs familles. Parce que, vous savez, les enfants à besoins particuliers, ce n'est pas anodin. Il faut aussi aider les familles, les parents à... les aider à les accompagner dans ce processus-là. Parce que, des fois, aussi, les parents sont touchés. Ça fait qu'il faut trouver un moyen pour aider les enfants et les parents à prévenir, et surtout à s'en sortir puis les accompagner pour leur futur. Donc, on va intégrer une pédiatrie sociale puis on va intégrer, à l'intérieur de la pédiatrie sociale, une clinique d'IPS en santé mentale qui va pouvoir les accompagner et les aider, et à poursuivre aussi un référencement au niveau du réseau de la santé. Pour moi, ça, Mme la Présidente, c'est hyperimportant, c'était un engagement qui me tenait vraiment, vraiment à coeur, et je suis très fière de dire aujourd'hui que c'est réussi.

L'autre chose, c'est la culture. La culture, je peux penser à mes organismes comme Racines plurielles, le 103,3 TVRS, les organismes culturels comme Zocalo, Zèbre Jaune. Il y a tout le volet culture Montérégie, il y a le patrimoine religieux de l'église Saint-Antoine. On a fait un investissement majeur en culture et on va continuer de le faire. Et ça me fait plaisir d'annoncer des montants ou des programmes, mais je vois cette richesse dans ma circonscription, comment c'est important, la culture. Ça laisse un héritage, ça laisse une marque, ça laisse une histoire à raconter pour les futurs résidents de ma circonscription, mais ça laisse vraiment une marque et un héritage pour tous.

Il y a aussi le volet des nouveaux arrivants. Ma collègue, tout à l'heure, parlait de tout le financement qu'on a décidé de mettre pour apprendre le français. Le financement, effectivement, a triplé. Et, dans ma circonscription, j'ai l'école de francisation qui est là. Donc, quand le nouvel arrivant arrive, arrive en premier dans ma circonscription et utilise l'école de francisation, le financement a triplé. Pour moi, c'est hyperimportant. Et je vois quand on les aide à s'intégrer, et ça fonctionne très bien, Mme la Présidente.

Donc, pour terminer, je poursuis également mon travail en première ligne, utiliser le bon professionnel au bon endroit. Je continue à poursuivre l'accès... à améliorer l'accès en première ligne. C'est un travail colossal. On fait des tournées à travers le Québec pour valoriser les CLSC, pour améliorer la trajectoire des patients, Mme la Présidente. Et on va y arriver. On annonce graduellement chaque programme au CISSS et au CIUSSS. J'ai annoncé dernièrement, en Montérégie-Centre, la nouvelle trajectoire pour les patients. Donc, Mme la Présidente, le fait, c'est de trouver les endroits, améliorer l'organisation du travail et de faire en sorte que, peu importe où la personne demande du service, elle soit soignée.

Donc, Mme la Présidente, je remercie grandement tous mes collègues, que ce soit ministres, le premier ministre, pour ce budget. Pour moi, c'est super important de voir mes projets, mes engagements réalisés dans ma circonscription, et je vais continuer mon travail d'arrache-pied pour les citoyens de Marie-Victorin. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme D'Amours) : Merci, Mme la députée. Je cède maintenant la parole à la députée de D'Arcy-McGee.

Mme Elisabeth Prass

Mme Prass : Merci, Mme la Présidente. Donc, ici aujourd'hui pour parler d'un budget historique, historique dans son déficit de 13,6 milliards de dollars. On le sait tous, quand la CAQ est arrivée au pouvoir, il y a sept ans, le Parti libéral avait laissé 7 milliards de dollars dans les coffres du gouvernement. On se retrouve sept ans plus tard, et non seulement il n'y a pas de surplus, mais, si on additionne ces 7 milliards au déficit actuel, on se trouve avec un déficit de 20 milliards de dollars de ce... plus de 20 milliards de ce gouvernement depuis son arrivée. Donc, une gestion de l'argent des contribuables qui n'a pas été responsable jusqu'à présent, parce que les Québécois ne sentent pas qu'ils ont un retour sur leur argent.

Moi, mes responsabilités, entre autres, c'est porte-parole pour tout ce qui est services sociaux, donc personnes itinérantes, personnes avec un handicap, un trouble du spectre de l'autisme, des enjeux de santé mentale. Et, avec ce budget, on a vu une augmentation piètre de 3 % de la croissance des investissements en santé, ce qui signifie le coût... et ce qui ne répond même pas au coût du système, qui sont à une augmentation de 5,4 %. Donc, ce que ça veut dire, pour les personnes, l'an dernier, qui, par exemple, n'ont pas eu accès à leurs... au nombre évalué pour leurs chèques emploi-service, qui ont vu leurs heures coupées, qui ont vu leurs demandes refusées, bien, pour toutes ces personnes et toutes ces familles-là, cette situation va perdurer pour la prochaine année et pour l'année suivante, car le réseau ne pourra pas répondre également à la croissance du vieillissement.

• (11 h 30) •

Au Québec, on sait tous que, dans les prochaines années, nous allons vivre un boom davantage dans tout ce qui est la question des personnes âgées qui requièrent, évidemment, des services, en matière de santé, additionnels. Donc, on n'a pas, prenant cette réalité en compte, ce 3 %... bien, en fait, ce 3 % ne prend pas cette réalité en compte, ce qui veut dire que le 2 % qui est prévu pour l'année prochaine va creuser le manque à gagner davantage, ce qui veut dire qu'il y aura moins de services pour les personnes qui en ont besoin le plus.

Et, justement, dans la dernière année, on a vu plusieurs programmes pour les personnes vivant avec un handicap être coupés, que ce soit le Programme d'adaptation de domicile, le chèque emploi-service, les contrats d'intégration au travail, la tarification possible pour le soutien au domicile, et où est le transport adapté, se posent plusieurs... surtout dans les régions éloignées.

Donc, on va commencer avec le Programme d'adaptation de domicile, qui a été suspendu l'automne dernier, en manque de fonds. Il y a des personnes qui sont sur des listes d'attente pour le Programme d'adaptation de domicile, qui sont là depuis quatre ans, qui ont besoin que ces travaux-là se fassent pour pouvoir avoir une certaine autonomie et avoir une certaine dignité en restant chez soi, que ce soit l'installation d'une rampe pour bien pouvoir monter des escaliers ou monter l'entrée, que ce soit l'installation pour des appareils qui vont aider la personne à avoir une certaine autonomie en se baignant. Ce qu'on a vu cette année, c'est un budget de 38 millions de dollars, tandis que le budget de l'année passée était de 37,2 millions de dollars. Et, encore une fois, on s'attend à ce que le budget ne passe pas l'année.

Le budget va s'épuiser comme il s'est épuisé l'année dernière, avec une augmentation qui ne représente même pas l'inflation. Donc, des personnes qui... et je suis sûre que tous les députés dans... à l'Assemblée nationale ont reçu des communications de la part de leurs citoyens, comme j'en ai reçu plusieurs, pour dire : Ça fait plusieurs années qu'on attend, notre projet a été approuvé, et là on s'est fait appeler par notre CLSC pour nous dire que le budget a été suspendu et on ne sait pas s'il y aura assez de fonds dans le prochain budget pour pouvoir accomplir ces travaux. Parce que dites-vous que, s'il y a des gens qui sont sur la liste d'attente depuis quatre ans, ça veut dire qu'il y a des travaux qui ont été approuvés qui doivent être financés. Donc, des projets qui seront déposés cette année, probablement n'auront pas de fonds dans la prochaine année pour pouvoir accomplir ces travaux, encore une fois, ce qui fait en sorte que les personnes vivant avec un handicap ont de la difficulté à rejoindre l'autonomie auxquels ils pourraient... auxquels ils devraient avoir droit, si l'adaptation de leur domicile a été faite.

Notre collègue nous a parlé de la question de l'itinérance plus tôt. L'itinérance, comme on le sait, en 2022, le dernier dénombrement du gouvernement, nous étions à 10 000 personnes. Il va y avoir un dénombrement qui va se faire dans la prochaine année. Et le ministre l'a admis en crédits provisoires, on s'attend tous à ce qu'il y ait une augmentation du nombre de personnes itinérantes au Québec.

Et je vous citerai la mairesse de Gatineau. Et, à Gatineau, comme vous le savez peut-être, dans le dénombrement de 2022, il y a une augmentation de 268 % de l'itinérance à Gatineau en l'espace de quatre ans. Alors, la mairesse, en réponse au budget qui a été dépensé, nous dit : «L'itinérance est un autre point de déception. La ville a déjà investi 5 millions de dollars pour compenser le manquement de financement dans ce domaine, bien que cela relève de la compétence du gouvernement fédéral. La réponse dans le budget du gouvernement est limitée en matière d'itinérance et, soyons réalistes, ne suffira pas sur le terrain pour endiguer la situation comme elle en est à ce moment-là. Si les fonds sont alloués aux services policiers et au logement transitoire, aucun nouvel investissement n'est prévu pour le fonds d'aide au logement communautaire.» Donc, clairement, on voit que le gouvernement investit dans l'itinérance, mais investit un petit peu partout. Il n'y a pas de vision. Les résultats ne sont pas là. Quand les villes doivent eux-mêmes investir des millions de dollars pour gérer l'itinérance, ce qui n'est pas un enjeu municipal, clairement, il y a un manque de communication entre le gouvernement et les municipalités.

Et, quand on parle d'itinérance, on voudrait parler beaucoup de la prévention, et on voit de plus en plus de jeunes qui se retrouvent en situation d'itinérance au Québec, et le ministre s'est dit préoccupé, qu'il allait mettre des mesures de l'avant. Mais le Regroupement des Auberges du coeur, qui sont là pour être un petit peu le pont entre les jeunes qui sortent de la DPJ avant de se retrouver de façon autonome, ils sont là pour être le pont, pour s'assurer, justement, qu'ils ne se retrouvent pas dans la rue, pour s'assurer qu'on leur donne... on les encadre, on leur donne les outils, les moyens

dont ils ont besoin pour justement ne pas se retrouver dans la rue. Et le Regroupement des Auberges du coeur du Québec, à propos du dernier budget, «constate le mépris pour le travail colossal des Auberges du coeur. Cet exercice annuel est l'occasion pour le gouvernement d'indiquer à la population ses priorités. Ce budget laisse planer un flou total concernant les sommes allouées à nos actions, qui sont là, justement, pour répondre à la réalité de nos jeunes, et nous devons refuser 6 000 demandes pour hébergement par année.»

Donc, il y a de quoi à être concerné quand les organismes eux-mêmes, qui déposent leurs mémoires au budget pour dire : Voici, nos demandes, ne retrouvent pas leur compte.

Motion formulant un grief

Donc, dans ce sens-là, je dépose une motion de grief :

«Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour avoir déposé un budget 2025-2026 qui ne garantit pas les ressources et les moyens requis pour répondre aux besoins des usagers, ni de maintenir durablement les services sociaux à la population.»

Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme D'Amours) : Merci, Mme la députée. Votre motion sera déposée sous réserve de sa recevabilité.

Je suis maintenant prête à entendre un autre intervenant. Oui, M. le député de Beauce-Sud, la parole est à vous.

M. Samuel Poulin

M. Poulin : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Ah mon Dieu! Ça commence bien.

Quel plaisir, aujourd'hui, de pouvoir intervenir, évidemment, en cette Chambre. Pour spécifier, nous sommes mardi, il est 11 h 36, je ne sais pas ce que Donald Trump va faire dans les prochaines heures. Alors, si des gens écoutent cette intervention dans les prochains jours, sachez que nous sommes mardi, 11 h 36, et qu'il y a bien des éléments qui pourraient évoluer au cours des prochaines heures.

Aujourd'hui, évidemment, on parlera du budget, on parlera de ma région, la Beauce, on parlera du bilan de nos réalisations, du portefeuille, des choix que les Québécois auront à faire dans les prochaines semaines, dans les prochains mois, évidemment, et nous pourrons également aborder différentes sphères qui touchent notre société.

Commençons par le budget qui a été déposé la semaine dernière. Les titres ont été assez durs, assez sévères, 13 milliards de déficit, et c'est comme ça qu'on a présenté le budget aux Québécois. Il faut le mettre un peu dans son contexte, Mme la Présidente. Le Québec fait face présentement à une croissance de la population qui est énorme, qui est fort importante et qui fait en sorte, évidemment, que ça a mis une pression sur les services publics à la population, il faut le mentionner, notamment lorsqu'on parle de demandeurs d'asile, notamment lorsqu'on parle d'immigration. Il ne serait pas honnête de le mentionner que ça n'a pas eu une pression, notamment sur le réseau de la santé, sur le réseau de l'éducation, sur les places en services de garde.

Même chez nous, en Beauce, où on a eu une augmentation importante de demandeurs d'asile, j'en ai à toutes les semaines dans mon bureau, ça met une pression également sur nos services publics, et ça, il faut le mentionner. Les autres gouvernements n'ont pas eu cette croissance de population là. Lorsque l'on dit qu'on est passé à plus de 600 000 demandeurs d'asile dans les dernières années au Québec, dans tout notre processus d'immigration, ça a mis une pression sur nos finances publiques.

L'inflation, ça a aussi eu un impact, Mme la Présidente, l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'inflation, ça a aussi touché nos gouvernements, lorsqu'on est parti en appel d'offres. Moi, je me souviens du complexe multisports à Saint-Georges, qui a été réalisé par notre gouvernement. Lorsqu'on est parti en appel d'offres, où on était 12, 13 millions au-dessus que nous l'avions cru, eh bien, on a été au rendez-vous, notre gouvernement, puis on a couvert les dépassements de coûts.

Je me souviens d'un ministre de l'Éducation, un ancien ministre de l'Éducation qui était avec nous... qui est avec nous aujourd'hui, qui a dit : On ne peut pas arrêter nos projets d'école au Québec parce qu'on vit de l'inflation. Imaginez si notre gouvernement aurait mis sur pause les projets d'école dans les dernières années à cause de l'inflation. Bien non, on les a réalisés quand même, Mme la Présidente. Ça fait partie du cadre budgétaire actuel.

Est-ce qu'on aurait voulu qu'on mette les CPE sur pause, Mme la Présidente? Parce que chez nous, d'ailleurs, j'en inaugure un autre vendredi, sur lequel on a travaillé très fort, à Notre-Dame-des-Pins. Est-ce qu'on aurait voulu, Mme la Présidente, dire très clairement : On n'en fera plus, de CPE, au Québec, ça coûte trop cher, on ne les financera plus, on va mettre un moratoire sur les places en services de garde? Bien non, Mme la Présidente, il fallait continuer, il fallait faire le rattrapage des libéraux et des péquistes.

Alors, c'est sûr, Mme la Présidente, que ça coûte des sous. Évidemment que la pandémie, la COVID-19, 2020, 2021, 2022, le temps supplémentaire, les coûts que ça a coûté au gouvernement du Québec, ça s'est passé dans les sept dernières années. Les feux de forêt, les inondations records, ça a mis une pression sur nos finances publiques. Et maintenant, nous avons une crise existentielle, les tarifs, où il faut se faire une réserve, Mme la Présidente, face à ce qui se passe avec Donald Trump.

Alors, méfiez-vous des gens qui vont vous arriver avec des solutions magiques, qui vont être sur Facebook à longueur de journée pour dire que le gouvernement n'est pas bon puis que leur budget n'est pas bon, qu'ils ne savent pas compter, quand ils ne font pas face aux défis pour lesquels l'État québécois doit faire face aujourd'hui, qui sont des

défis modernes, qui sont des défis nouveaux qui n'existaient pas sous les précédents gouvernements libéraux, soit dit en passant. Alors, évidemment que ça met une pression sur nos finances publiques.

• (11 h 40) •

Mais savez-vous quoi, Mme la Présidente? Malgré tout, on aurait pu hausser les impôts, mardi dernier. Est-ce qu'on l'a fait? Non. Le Parti québécois, lui, on sait qu'ils ne veulent pas baisser les impôts. Ils sont contre notre mesure de baisser les impôts. On ne l'a pas fait. On aurait pu dire : Les taxes scolaires que le gouvernement a baissées depuis son arrivée, on va les augmenter. Est-ce qu'on l'a fait? Non. On aurait pu dire : Vous savez, les tarifs en services de garde que les libéraux vous avaient déjà mis, à 20 \$ par jour, vous vous souvenez de ça, Mme la Présidente, on pourrait les augmenter. Est-ce qu'on l'a fait? Non. Pourquoi? Parce que dans notre ADN, comme formation politique, dans notre ADN, comme élus de ce gouvernement-là, on croit qu'il faut protéger le portefeuille des familles, on croit qu'il faut poser des gestes au quotidien pour s'assurer que la classe moyenne, au Québec, puisse être la moins taxée possible. Et, s'il y a quelque chose que je mesure, dans les sept dernières années, c'est que non seulement on a eu à faire face à des défis historiques, mais qu'en plus on a réussi à baisser le fardeau fiscal des familles. Et ça, je pense qu'il faut le souligner, il faut en être très fiers malgré tout.

Et évidemment, avec cette menace tarifaire, Mme la Présidente, qui, comme vous le savez, touche énormément la région de la Beauce... Nous sommes, évidemment, tout près de la frontière américaine, nous avons de nombreuses entreprises qui importent de la matière première des États-Unis, qui exportent également énormément du côté des États-Unis. C'est pour cette raison-là qu'en janvier dernier j'ai créé une cellule économique Beauce—États-Unis qui rassemble les intervenants économiques de la région, qui a permis de préparer la Beauce aux mesures tarifaires, qui a permis d'aider, oui, qui a permis d'aider notre gouvernement à élaborer des programmes d'aide, de l'aide responsable, Mme la Présidente, parce qu'on ne croit pas qu'avec l'argent des Québécois il faut aller avec des subventions à tout rompre. On y va avec des prêts qui sont responsables, qui sont ciblés et qui viennent aider nos entreprises qui sont impactées par les tarifs.

Et déjà, Mme la Présidente, hier, j'étais sur le terrain, évidemment, comme tous les députés, et j'étais dans une entreprise de chez nous, impactée par les tarifs, acier, aluminium, et il me dit : Samuel, j'ai eu 25 000 \$ de tarif sur la dernière facture, je ne peux pas vivre ça à chaque jour, je vais devoir prendre des décisions. J'étais encore avec des entreprises dans le domaine du bois, dans les derniers jours, qui me disaient : Je suis impacté par les contre-tarifs du gouvernement fédéral. Et le premier ministre du Québec a très clairement indiqué au premier ministre du Canada, lors des récentes réunions, que les contre-tarifs étaient un enjeu pour les entreprises du Québec.

Oui, on croit à une réponse, mais il faut se faire le moins mal possible. Et c'est pour cette raison-là que le gouvernement du Québec est forcé à mettre des sous de côté, dans ce budget-là, qui est inclus, évidemment, dans le déficit, pour se dire : Il faut protéger nos parcs industriels, il faut faire face aux aléas de l'administration américaine et de Donald Trump et il faut être prêts pour protéger nos emplois et notre économie.

Et, parlant de la Beauce, Mme la Présidente, la semaine dernière, Desjardins, une institution indépendante, vous comprendrez, qui disait, dans une étude dont je vous dis le nom, *L'incidence des tarifs américains sur les régions du Québec*, parce que, d'abord et avant tout, nous sommes des régionalistes, des nationalistes mais des régionalistes, et on disait, je cite, à la page 4 de l'étude : «Dans la région de Chaudière-Appalaches et plus particulièrement en Beauce, où se retrouve principalement son industrie manufacturière, le secteur de la fabrication représente plus de 30 % du PIB, soit la proportion la plus élevée à travers le Québec.» C'est chez nous, ça, Mme la Présidente. «Ce sont près de 65 % des entreprises, en Beauce, qui exportent directement vers les États-Unis, ce qui la place en situation précaire quant à sa dépendance face à la consommation américaine. Les deux régions sont aussi actives dans la fabrication de bois, de produits métalliques, deux sous-secteurs exposés aux tarifs douaniers.» Pour l'autre région, on faisait référence à l'Abitibi-Témiscamingue, dont il y a certaines similarités.

Mme la Présidente, évidemment, comme député, je ne peux pas rester les bras croisés. Il y a des gens qui décident de ne pas parler des tarifs de Donald Trump. Pour eux, ça va passer, ça n'existe pas, on va s'en sortir, mais ce n'est pas vrai. À tous les jours, en Beauce, on a des entrepreneurs qui doivent prendre des décisions difficiles, que ce soit le temps partagé, un programme créé par le gouvernement fédéral qui fait en sorte qu'on est capable, pendant un certain temps, de conserver nos employés sur... dans l'entreprise et sur notre masse salariale. Mais il n'en demeure pas moins que c'est des décisions très difficiles qui devront être prises dans les prochains jours. Et certains me disaient : Même si on n'a pas les tarifs, l'incertitude dans laquelle le président américain nous a plongés, ça fait également en sorte que c'est extrêmement difficile d'avoir une prévisibilité, d'investir en robotisation, en automatisation... parce que, regardez les parcs industriels en Beauce, depuis 2018, grâce à notre travail avec Investissement Québec, comment on a réussi, de façon très claire, à amener nos entreprises dans la modernité, à accepter des nouveaux contrats, à augmenter leur productivité. On était chez Beaubois avec le premier ministre, on nous parlait d'une augmentation de productivité de 35 %, et notre gouvernement a été partenaire de ces investissements-là.

Alors, il y en a qui ne croient pas à l'aide aux entreprises. Nous, on y croit, puis ce n'est pas vrai qu'on va accepter, malgré les moments très difficiles qu'on va vivre, malgré les pertes d'emploi que nous vivons, qu'on va accepter que le PIB puis le tissu économique de la Beauce ferment, Mme la Présidente. Je vous le dis, comme député de Beauce-Sud, je n'accepterai pas ça et je ne laisserai pas d'autres formations politiques nous dire que ce n'est pas important d'appuyer les entreprises au Québec.

Maintenant... Oui. Maintenant, notre bilan, nos réalisations. Hier, encore une fois, j'étais à l'Hôpital de Saint-Georges où j'ai annoncé un engagement électoral que j'avais pris en 2022. Je l'ai annoncé en septembre 2023, et hier on donnait le coup d'envoi à l'agrandissement de l'urgence de l'Hôpital de Saint-Georges, qui était réclamé par les infirmières, par les médecins, pour rendre l'hôpital plus ergonomique. Hier, on a donné la pelletée de terre officielle. Le contrat a été

remporté par une entreprise de Saint-Georges, JL Groleau, 4,2 millions de dollars d'investissement de notre gouvernement. Et, à la mi-décembre, on aura 10 lits supplémentaires de débordement qui seront installés avec deux nouvelles chambres de bain pour les gens de l'urgence, qui porte à un total de quatre. C'est la modernité de nos institutions, Mme la Présidente.

Et encore une fois, si on écoutait les oppositions, on aurait dû mettre ces projets-là sur pause, Mme la Présidente. Bien non. Moi, je m'en suis assuré, que ce ne soit pas mis sur pause, comme la maison des aînés qui... oui, on est en dépassement de coûts, mais on est venus les couvrir. Puis aujourd'hui, savez-vous quoi, la Présidente? C'est les centaines de familles de la région qui en profitent dans le comté de Beauce-Sud. Alors, je ne m'excuserai pas d'avoir travaillé et de m'être assuré de couvert... d'avoir couvert, oui, les dépassements de coûts et d'avoir réalisé ces engagements-là.

Je vous résume rapidement, dans les 12 derniers mois, ce qui s'est passé dans la circonscription de Beauce-Sud. Des nombreux chantiers routiers réalisés. Les gens me le disent, les routes dans Beauce-Sud se sont améliorées plus que jamais. Comparez ça aux gouvernements libéral et péquiste, c'est du jamais-vu.

On a démarré la première technique policière en Beauce, au cégep Beauce-Appalaches. Je suis allé les rencontrer, une cinquantaine d'élèves. Ça permet la pérennité du financement de notre cégep. On a inauguré la nouvelle piste d'athlétisme et de nouveaux plateaux sportifs à la polyvalente Saint-Georges. Ça a permis, notamment, avec le complexe multisports, d'avoir les Jeux du Québec en 2027 dans la région. C'est venu bonifier notre dossier de candidature, et je peux vous dire qu'on en est extrêmement fiers. Le gouvernement, notre gouvernement a évidemment été au rendez-vous.

On a inauguré le CPE à La Guadeloupe, agrandissement, 29 nouvelles places. Saint-Honoré, 21 nouvelles places. Et je serai à Notre-Dame-des-Pins dans les prochains jours, comme je vous le disais, pour 58 nouvelles places. C'est majeur. C'est majeur pour la Beauce. On va faire le premier CPE préfab, Mme la Présidente, remporté, encore une fois, par une entreprise de la Beauce. C'est ça, faire rouler notre économie. C'est le gouvernement qui investit dans la région et ça retourne à nos entreprises. 52 nouvelles places à venir à Saint-Proper.

J'ai créé une cellule pour sécuriser la route 204 entre Saint-Martin et Saint-Georges et je devrais annoncer, dans les prochaines semaines, une première série de mesures pour sécuriser cette route fort importante chez nous.

On a signé une nouvelle entente pour ouvrir la Maison Gilles-Carle. J'aurai, encore une fois, de bonnes nouvelles à annoncer parce que la Coop Aide chez soi, comme vous le savez, je l'ai annoncé en décembre, a accepté d'être le porteur du projet. On est à la recherche de nouveaux lieux. On pense l'avoir trouvé et de pouvoir faire les annonces prochainement.

L'autoroute 73, qui figure toujours au programme québécois des infrastructures et qui annonce au rythme de la collaboration des propriétaires de terrains... On investit pour la réfection de la maison des jeunes à Saint-Georges. On a appuyé financièrement de nombreux événements et festivals dans la région. Et j'ajoute, depuis ce mandat-ci, on a ouvert une aire ouverte en santé mentale et santé physique chez les jeunes à Saint-Georges pour les 12-25 ans. On a réhabilité le pont Perrault pour les VTT, les motoneiges, les vélos, les piétons. On a également de nouveaux logements abordables, un chantier qui va débiter à Saint-Georges bientôt, mais également un à Saint-Proper, qui est présentement ouvert.

Je vais vous parler de l'essence, Mme la Présidente. J'ai pris l'initiative, en juin 2023, le premier élu dans la Beauce, pour dénoncer le prix de l'essence à Saint-Georges, qui était plus élevé qu'ailleurs au Québec. Ne cherchez pas, là, dans la revue de presse, il n'y n'a pas d'autres élus en Beauce qui ont parlé du prix de l'essence. Deux rapports de la Régie de l'énergie sont venus démontrer qu'effectivement les marges de profit à Québec et en Chaudière-Appalaches avaient augmenté au cours des cinq dernières années. Avec notre collègue le ministre de l'Énergie de l'époque, nous avons mandaté Robert Clark afin qu'il puisse déposer un rapport sur l'étude de marché sur l'essence. J'ai demandé au Bureau fédéral de la concurrence de faire enquête. Ils ont été vus dans la région, ils font leur travail. Ça peut prendre plusieurs années, mais on a pris un engagement important comme gouvernement, c'est d'abolir le prix plancher dans le secteur de l'essence, une mesure qui avait été mise en place par le Parti québécois en 1996 pour protéger les indépendants. Et, de fil en aiguille, nous nous sommes aperçus que les indépendants, en fait, Mme la Présidente, ont tout de même été acquis par des bannières au fil des années. Alors, on n'a pas protégé ce marché-là. Et l'intention de notre gouvernement, je le répète, dans les prochains mois, dans le cadre du projet de loi n° 69, ça a déjà été annoncé, Mme la Présidente, c'est de pouvoir abolir le prix plancher dans le domaine de l'essence pour ramener une libre concurrence, pour faire en sorte que, si une bannière décide de baisser le prix, par exemple, à 1 \$ le jeudi, il va pouvoir le faire. Il y a beaucoup de cartes de fidélité maintenant, ce qui fait en sorte qu'on baisse les prix de l'essence présentement jusqu'à 0,10 \$, 0,07 \$. Alors, on veut ramener cette concurrence-là. On croit à la déréglementation, on croit au libre-marché et on va mettre fin à cette mesure mise en place par le Parti québécois. Pourquoi? Dans l'objectif d'avoir une meilleure concurrence et dans l'objectif que le consommateur puisse payer son essence moins cher. Ce n'est pas une recette miracle, mais, tout de même, on croit que ça peut créer une meilleure concurrence au Québec. Et je continue d'y travailler, évidemment, avec la ministre de l'Énergie, et vous aurez des nouvelles de moi, évidemment, dans les prochaines semaines, au fil de l'adoption de cette loi-là.

• (11 h 50) •

Je conclurai, Mme la Présidente, en disant que nos défis sont très grands. Évidemment, il y a une formation politique qui propose aux Québécois, dans les prochains mois, de lancer le Québec dans une démarche référendaire sur l'indépendance. Selon eux, face aux États-Unis, nous devrions lancer le Québec dans une démarche référendaire. Nous devrions, dès l'automne 2026, prendre des fonds publics du gouvernement du Québec pour faire la promotion de l'indépendance et d'un référendum. C'est ça qui est sur la table, Mme la Présidente. Moi, je ne crois pas, je ne crois pas, surtout dans le contexte actuel, que l'on doit lancer le Québec dans une démarche référendaire, Mme la Présidente. Et je ne crois pas que les Beaucerons, en grande majorité, croient que le Québec serait mieux servi dans une démarche référendaire, face aux États-Unis, et éventuellement devenir un pays.

Alors, Mme la Présidente, il est important d'expliquer ces choix-là aux Québécois. Moi, je fais le choix, Mme la Présidente, de l'économie. Je fais le choix, oui, je fais le choix que, oui, on doit travailler avec les autres provinces

canadiennes. Je fais le choix, Mme la Présidente, qu'on est capables de se concerter et de travailler sur des nouveaux marchés où on est capables de dire que nos grandes entreprises manufacturières, mais aussi nos petites et moyennes entreprises, notamment en Beauce, puissent être... puissent avoir une vision dans les prochaines années pour exporter, pour se développer, et c'est là-dessus que nous allons travailler. Et, vous le savez, je viens d'une famille d'entrepreneurs de la Beauce qui a vécu les tarifs de plein fouet dans les années 2000, les tarifs de l'administration américaine. Alors, je suis bien placé pour comprendre ce que nos entrepreneurs vivent présentement, l'incertitude et les décisions extrêmement difficiles qu'elles doivent prendre. Et, Mme la Présidente, je veux vous assurer qu'on ne lâchera pas. Tout le gouvernement du Québec est mobilisé pour s'occuper de l'économie, s'occuper de laïcité également, du respect de nos valeurs québécoises. J'en parlais il n'y a pas tellement longtemps, à quel point les changements qui sont proposés par le ministre de l'Éducation pour le respect de la laïcité et le mandat que le ministre de la Laïcité a donné pour réviser la loi n° 21, nous donner des nouveaux pouvoirs, ça touche également les régions du Québec, Mme la Présidente. Alors, c'est là-dessus qu'on va travailler, économie, laïcité et s'assurer que la Beauce, Mme la Présidente, se propulse toujours plus loin. Merci.

La Vice-Présidente (Mme D'Amours) : Merci, M. le député. Je cède maintenant la parole à la députée de Rivière-du-Loup—Témiscouata.

Mme Amélie Dionne

Mme Dionne : Merci, Mme la Présidente. Alors, salutations à mes collègues ici, en Chambre. Je vous dirai qu'au niveau du budget j'aborderai... je continuerai dans la même ligne que mon collègue de Beauce-Sud, le collègue député, parce que, chez nous aussi, dans le Bas-Saint-Laurent, il y a des impacts à cette guerre tarifaire présentement, et notre gouvernement a décidé de mieux protéger notre économie, dont celle de chez nous.

Donc, vous savez que, dans le contexte économique actuel, qui a secoué non seulement le Québec, mais aussi nos partenaires internationaux et nationaux, on doit fournir des efforts supplémentaires pour assurer notre prospérité, notre place comme... et notre place comme leader économique et aussi au niveau mondial. On doit protéger notre économie, mais également saisir des opportunités de pouvoir innover et se diversifier. Notre gouvernement s'est engagé, Mme la Présidente, depuis 2018, à rattraper nos voisins de l'Ouest, de l'Ontario et le reste du Canada en termes de niveau de vie, et c'est ce que nous avons fait. On continue nos efforts, et de façon équilibrée, comme l'a démontré le budget 2025-2026, en prenant en compte le contexte économique actuel.

J'aimerais vous présenter, Mme la Présidente, certaines initiatives du budget qui auront un impact direct pour mes citoyennes et citoyens de la circonscription de Rivière-du-Loup—Témiscouata, incluant Les Basques, et qui sont aussi en lien avec mes priorités en tant que députée.

Bien sûr, on ne peut pas ne pas parler d'économie pour le Bas-Saint-Laurent. Donc, à court terme, notre gouvernement s'est fermement engagé à soutenir nos entreprises qui seront en difficulté en raison des conflits commerciaux. Dans la période de transition, on appuiera aussi l'économie de nos régions en augmentant les investissements dans les infrastructures et en travaillant avec les autres provinces pour stimuler et diminuer les obstacles au commerce sur le marché canadien. Donc, ça, ce sont de bonnes nouvelles pour nos PME ici, en circonscription.

Enfin, on veut garder le cap sur la création de richesse à long terme, bien évidemment, en stimulant les investissements à l'innovation dans les entreprises afin de leur permettre de solidifier leur position concurrentielle, et ça, on ne parle même plus juste nord-américaine, mais on parle sur l'échiquier mondial, et ça, ça touche les entreprises manufacturières de notre région, Mme la Présidente.

Les régions... Mme la Présidente, il n'y a aucun doute que la protection de l'économie de nos régions est essentielle pour affronter les défis économiques qu'on confronte depuis le mois de janvier. Le Bas-Saint-Laurent et principalement la circonscription de Rivière-du-Loup—Témiscouata—Les Basques est riche en ressources et en expertise, ce qui nous donne un avantage incroyable pour optimiser la diversification de notre économie, la création de richesse et l'augmentation de notre offre commerciale.

Bonne nouvelle, dans le cadre du budget actuel, notre gouvernement a annoncé un montant de 759 millions de dollars sur cinq ans pour favoriser l'apport des régions à la création de richesse. On parle, à l'intérieur de cette enveloppe budgétaire, de dynamisation économique, on parle aussi de valoriser nos minéraux critiques et stratégiques, on parle également du développement du secteur bioalimentaire, la poursuite, bien évidemment, du secteur touristique et, bien entendu, un soutien colossal pour l'industrie forestière.

Bien évidemment, ce sont des mesures qui ont été très bien accueillies par les entreprises et les élus de ma circonscription, car ces mesures sont directement liées à notre économie, soit le secteur forestier, le bioalimentaire et, bien entendu, l'industrie touristique. À ce titre, la table régionale des élus du Bas-Saint-Laurent, dans son communiqué de presse, a souligné de façon positive les investissements visant à soutenir l'innovation et la diversification pour nos entreprises et pour notre secteur forestier.

Mme la Présidente, on dit souvent que la capitale de la PME au Bas-Saint-Laurent se situe chez nous, dans la MRC de Rivière-du-Loup, dans la circonscription. Donc, bonne nouvelle également pour nos entrepreneurs et nos PME, on a décidé de contribuer davantage parce qu'ils contribuent vraiment de façon significative à l'économie du Québec. Donc, notre gouvernement prévoit 42,3 millions de dollars sur trois ans pour mettre en place le Plan PME 2025-2028. Les PME de ma circonscription et celles de l'ensemble du Québec, bien évidemment, pourront bénéficier d'un soutien adapté de la part d'Investissement Québec, qui, on se souviendra, on... qu'on a régionalisé, il y a quelques années, justement, pour pouvoir être en mesure de mieux soutenir les entreprises de toutes les régions du Québec. Donc, vous savez, Mme la Présidente, 90 % des interventions d'Investissement Québec sont réalisées auprès d'entreprises de moins de

200 employés. Et ça, je peux vous dire que ça me parle, ça nous parle, dans la circonscription de Rivière-du-Loup—Témiscouata.

Le Plan PME, bien, c'est certain, a pour objectif d'aider les entreprises de toutes les régions du Québec, bien évidemment, d'avoir accès à des services et à l'accompagnement dont elles ont besoin pour assurer leur développement. Vous savez, je reviens d'une tournée dans le comté, comme tous mes collègues le font, hein? On fait du terrain beaucoup, de ce temps-ci, parce qu'on sent l'inquiétude chez nos entrepreneurs. Et, oui, nos entrepreneurs nous ont parlé beaucoup d'investissement, de programmes financiers, mais elles ont aussi besoin d'être accompagnées, nos entreprises ont besoin de cet accompagnement-là, parce que c'est du jamais-vu, ce qu'on vit présentement, ce que nos entrepreneurs vivent. Donc, je vous dirais que cette mesure-là est très bien...

La Vice-Présidente (Mme D'Amours) : Mme la députée, je dois vous interrompre et vous demander si vous souhaitez poursuivre votre intervention à la reprise du débat.

Mme Dionne : ...

La Vice-Présidente (Mme D'Amours) : Vous allez poursuivre après... à la prochaine séance de débat. Maintenant, compte tenu de l'heure, et afin de permettre la tenue des affaires courantes, cet après-midi, le présent débat est ajourné.

Les travaux sont suspendus jusqu'à 13 h 40. Merci, tout le monde.

(Suspension de la séance à 12 heures)

(Reprise à 13 h 40)

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Bon mardi. Vous pouvez vous asseoir.

Affaires courantes

Déclarations de députés

Nous débutons nos travaux à la déclaration de députés, et je cède immédiatement la parole à M. le député de Masson.

Souligner la présence d'élèves de l'école secondaire Le Prélude en visite à l'Assemblée nationale

M. Mathieu Lemay

M. Lemay : Mme la Présidente, nous avons aujourd'hui le plaisir d'accueillir une quarantaine de jeunes étudiants de l'école secondaire Le Prélude, de Mascouche, et je tiens à leur souhaiter la bienvenue à l'Assemblée nationale, la maison du peuple.

Alors, en tant qu'étudiants du profil citoyen du monde, ils explorent les enjeux démocratiques de notre époque à travers les thématiques mises de l'avant par l'UNESCO, soit le vivre-ensemble, l'ouverture sur le monde, l'environnement, et bien plus encore.

Et, vous savez, Mme la Présidente, ces jeunes ont fait le choix de venir nous visiter, et on me dit qu'ils ont hâte d'entendre la période de questions. Alors, je suis particulièrement heureux de constater leur intérêt pour la politique, puisque les choix qu'ils font aujourd'hui auront un impact durable sur leur avenir et celui des générations futures.

Et, en terminant, Mme la Présidente, je tiens à remercier les enseignants qui accompagnent ces jeunes aujourd'hui, soit Mme Stéphanie, M. Stéphane, M. Maxime et M. Guillaume, qui sont juste ici, dans les tribunes. Merci d'offrir à vos élèves cette opportunité précieuse. Vous êtes tous... C'est un réel privilège de tous vous accueillir aujourd'hui. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Nous poursuivons avec Mme la députée de Mont-Royal—Outremont.

Rendre hommage à Mme Liliane Côté

Mme Michelle Setlakwe

Mme Setlakwe : Mme la Présidente, c'est avec fierté que je souligne la contribution remarquable d'une citoyenne engagée d'Outremont, Mme Liliane Côté.

Pendant plus de 35 ans, Mme Côté a oeuvré à la promotion des valeurs de justice et d'égalité entre les sexes. Elle s'est particulièrement investie dans la lutte contre la violence faite aux femmes, un enjeu malheureusement toujours d'actualité.

Gestionnaire, formatrice, chercheuse et intervenante de terrain, elle a mis son expertise au service de nombreuses femmes ici, au Québec, comme à l'international. À la tête du regroupement provincial des maisons d'hébergement puis en soutien aux directions de ces maisons, elle a exercé un leadership engagé et respecté. Comme formatrice, elle a partagé ses connaissances dans plus de 30 maisons d'hébergement en développant des outils juridiques clairs et accessibles.

Mme Côté incarne l'exemple d'un engagement constant, humain et inspirant. C'est donc avec grande considération que je lui remettrai la Médaille de l'Assemblée nationale.

Merci, Mme Côté, pour votre contribution inestimable, qui force l'admiration.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Mme la députée de Soulanges, à vous la parole.

Rendre hommage à Mme Josée Alison

Mme Marilyne Picard

Mme Picard : Merci beaucoup, Mme la Présidente. En ce Mois de la jonquille, je profite de l'occasion pour mettre la lumière sur une femme particulièrement inspirante de ma circonscription, plus précisément de la municipalité de Saint-Polycarpe.

Mme Josée Alison est un exemple de générosité et d'engagement. Elle s'occupe de préparer des sacs-cadeaux et des Tuques de l'espoir en partenariat avec l'Hôpital du Suroît pour les remettre aux patients souffrant de cancer.

Chaque sac qu'elle prépare, chaque sourire qu'elle offre est une dose de réconfort qui peut faire une réelle différence dans la vie des patients. Par son travail dévoué auprès des patients atteints de cancer, elle a su apporter une lueur d'espoir dans des moments particulièrement éprouvants pour eux.

Son dévouement, son implication sont un bel exemple à suivre.

Merci, Josée, pour tout ce que tu fais, ton dévouement et ta grande générosité.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Maintenant, nous poursuivons avec Mme la députée de Mercier.

Inviter les citoyens à participer à la campagne de financement de Radio Centre-Ville à l'occasion de son 50e anniversaire

Mme Ruba Ghazal

Mme Ghazal : Merci, Mme la Présidente. Samedi dernier, j'ai passé une excellente soirée au gala pour fêter les 50 ans de Radio Centre-Ville.

Radio Centre-Ville, c'est une radio qui est située dans mon comté, dans le Mile End, et ce n'est pas n'importe quelle radio, c'est vraiment un endroit qui fait en sorte que les gens qui viennent de, peu importe, partout à travers le monde, quand ils viennent au Québec, ils sentent que le Québec, c'est chez eux.

Radio Centre-Ville a beaucoup, beaucoup donné à la communauté et aujourd'hui Radio Centre-Ville a besoin de notre aide, parce qu'elle est en train de rénover un bâtiment dans le Mile End, et c'est un immense projet qui va lui permettre de faire résonner sa voix pendant encore longtemps.

Moi, je suis marraine de cette radio depuis quelques années et je suis heureuse d'annoncer que je donne et je contribue à Radio Centre-Ville, pour son projet de grande rénovation, 5 000 \$, dont 4 000 \$ provient de mon augmentation de salaire.

J'invite tous ceux et celles qui nous écoutent et qui le peuvent à aussi contribuer au projet de Radio Centre-Ville pour qu'elle continue à résonner encore longtemps sur nos ondes mais aussi dans nos coeurs. Merci.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Maintenant, nous poursuivons avec M. le député de Blainville.

Rendre hommage à M. Georges Flanagan

M. Mario Laframboise

M. Laframboise : Mme la Présidente, il me fait grand plaisir, aujourd'hui, de rendre un hommage particulier à M. Georges Flanagan, président sortant de l'Association de l'âge d'or de Bois-des-Filion, ici présent dans nos tribunes avec sa conjointe.

Au cours des neuf dernières années, en tant que président de l'Association de l'âge d'or de Bois-des-Filion, M. Flanagan et ses amis du C.A. ont organisé une panoplie d'activités de tous genres, notamment sorties au casino, dîners d'amitié, soirées de danse. Il a bonifié cette offre de services en créant de toutes pièces un cinéclub ainsi qu'une boîte à chansons rendant hommage à la chanson francophone.

Occupant pendant plus de 32 ans de nombreux postes de gestion dans la fonction publique canadienne, son expérience lui a permis d'insuffler du dynamisme et de la créativité afin de répondre le mieux possible aux besoins

des citoyennes et citoyens du bel âge de Bois-des-Filion et des villes avoisinantes. Sa capacité d'écoute, son leadership et sa bienveillance ont fait de lui un président exceptionnel, qui a touché le cœur de tous et de toutes.

Permettez-moi de féliciter chaleureusement M. Georges Flanagan pour son apport au sein de notre communauté. Je salue le conseil d'administration et tous les membres de l'Association de l'âge d'or de Bois-des-Filion. Merci.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Je cède maintenant la parole à Mme la députée de Westmount—Saint-Louis.

Souligner la Journée nationale des cadres des centres de la petite enfance et des bureaux coordonnateurs

Mme Jennifer Maccarone

Mme Maccarone : Merci. Le 31 mars 2025 marquait la troisième édition de la Journée nationale des cadres des centres de la petite enfance et des bureaux coordonnateurs. Il est, pour moi, de... Il est important pour moi de prendre un moment pour souligner le travail exemplaire, souvent gardé dans l'ombre, de ces gestionnaires qui, jour après jour, jouent un rôle central au sein de leurs organisations.

À travers la province, ce sont plus de 98 % des postes de cadre de CPE et de bureau coordonnateur qui sont occupés par des femmes, qui oeuvrent avec brio en tant que leaders et réelles figures d'inspiration pour les prochaines générations. Le travail de cœur et de dévouement de ces quelque 1 900 gestionnaires est essentiel pour le bon fonctionnement du plus grand réseau d'entreprises d'économie sociale du Québec.

Cette journée représente donc l'occasion de souligner et de reconnaître publiquement leur engagement, leur contribution et leur dédication au bien-être de nos tout-petits. Merci pour votre travail formidable.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Maintenant, nous poursuivons avec Mme la députée de Laval-des-Rapides.

Souligner le 30e anniversaire d'Autisme Laval

Mme Céline Haytayan

Mme Haytayan : Merci, Mme la Présidente. Depuis 30 ans, Autisme Laval travaille à améliorer le quotidien des personnes vivant avec un trouble du spectre de l'autisme, un TSA.

Leur équipe dévouée déploie un riche éventail de services visant à favoriser l'intégration des personnes TSA et à faciliter leur quotidien. Leur centre d'activités, leur maison spécialisée ainsi que leur plateau d'intégration au travail permettent aux personnes TSA de se développer et de s'épanouir, le tout dans un cadre sécurisant conçu pour répondre à leurs besoins.

Je tiens à souligner l'excellent travail du D.G., du directeur général, Germain Lafrenière, ainsi que de l'ensemble des membres de son équipe et des bénévoles qui sont dévoués à l'organisme.

Bon 30e anniversaire, Autisme Laval, et longue vie à vous! Merci.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Maintenant, nous poursuivons avec M. le député de Beauharnois.

Souligner le 125e anniversaire du Club de curling de Valleyfield

M. Claude Reid

M. Reid : Merci, Mme la Présidente. Aujourd'hui, je tiens à souligner le 125e anniversaire du Club de curling de Valleyfield, qui était connu, à cette époque, sous le nom du MOCO Club, car c'est la Montréal Cotton Company qui l'avait fait construire pour ses employés au début du siècle dernier. En septembre 1978, un nouveau site plus moderne avec trois glaces a été érigé sur les mêmes terrains.

Tout au long de la saison, le Club de curling de Valleyfield est un lieu très fréquenté par un grand nombre de joueurs de la région, mais on va également y faire un tour pour jaser, prendre des nouvelles et discuter politique, bien entendu.

Un fait marquant à souligner dans les annales de ce mythique endroit, c'est qu'en 125 ans d'histoire Mme Linda Lessard, qui est l'actuelle présidente du conseil d'administration, est la toute première femme de l'histoire du club à occuper cette fonction.

Félicitations aux nombreux membres qui oeuvrent chaque jour à préserver ce lieu incontournable pour la pratique du curling! Et un grand merci à toute l'organisation pour votre dévouement et votre engagement.

Bon 125e anniversaire au club de curling et longue vie à vous! Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Maintenant, je suis prête à céder la parole à Mme la députée de Rimouski.

**Souligner le 150e anniversaire de la congrégation des
Soeurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire**

Mme Maïté Blanchette Vézina

Mme Blanchette Vézina : Merci, Mme la Présidente. Le 12 mars dernier, j'ai eu l'honneur de remettre une médaille de l'Assemblée nationale à la congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire pour souligner leurs 150 ans d'engagement exceptionnel envers l'éducation et le développement de l'Est du Québec.

Depuis un siècle et demi, ces femmes remarquables ont façonné notre région en formant des générations d'élèves, en soutenant les communautés et en transmettant des valeurs essentielles, comme celles de la solidarité et de la persévérance. Leur influence dépasse largement les salles de classe. Elles ont contribué à l'essor social, culturel et économique de notre territoire.

Aujourd'hui, nous reconnaissons leur apport inestimable. Grâce à elles, l'Est du Québec s'est enrichi de savoirs, d'initiatives et d'opportunités qui ont marqué notre histoire collective.

Merci à ces bâtisseuses d'hier et d'aujourd'hui. Que leur engagement continue d'inspirer les générations futures. Merci, Mme la Présidente.

• (13 h 50) •

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. M. le député de Saint-Jean, à vous la parole.

Souligner l'importance d'un virage du Québec vers la défense

M. Louis Lemieux

M. Lemieux : Mme la Présidente, il faut que je vous parle de l'importance, pour mon comté de Saint-Jean, de la question que le premier ministre est en train d'évoquer en ce moment en Allemagne, le virage nécessaire du Québec vers la défense.

Oui, je sais, ça peut avoir l'air opportuniste de vous dire ça au moment où le premier ministre en parle, mais ça fait des années que je vous parle d'un projet de zone d'innovation en sécurité civile et publique et en défense dans Le Haut-Richelieu.

C'est vrai, il nous manquait toujours un gros client comme IBM, à Sherbrooke, pour devenir une vraie de vraie zone d'innovation, mais les dernières années de travail nous ont bien montré que nous avons une place dans ce marché de la défense, de la recherche à la fabrication, en passant par l'innovation.

Et je peux vous dire que le discours du premier ministre, qui parle de profiter de l'opportunité d'un recadrage de l'économie mondiale et de l'ordre mondial pour promouvoir l'industrie québécoise de la défense, est accueilli chez nous avec enthousiasme et espoir. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Maintenant, nous poursuivons avec M. le député de Chapleau.

**Souligner le 40e anniversaire de l'Association des retraitées et
retraités de l'éducation et des autres services publics
du Québec, secteur des Draveurs**

M. Mathieu Lévesque

M. Lévesque (Chapleau) : Merci, Mme la Présidente. Je prends la parole, aujourd'hui, pour souligner le 40e anniversaire de l'association des retraités de l'enseignement du Québec, secteur des Draveurs.

Depuis sa fondation, l'AREQ des Draveurs a joué un rôle essentiel dans la défense des droits des aînés et l'amélioration de leur qualité de vie. Le secteur des Draveurs, qui a vu le jour sous l'impulsion de visionnaires comme Suzanne Lalonde et Roger Couture, a su évoluer et prospérer grâce à l'engagement indéfectible de ses membres.

Au fil des ans, des leaders comme Nicole Plante, Adrienne Carpentier, Marie-Claire Cronier et Lise Brunet ont poursuivi cette mission avec passion et dévouement afin de faire de l'AREQ des Draveurs un lieu de rassemblement et de solidarité. Grâce à leur leadership, cette association a organisé des événements marquants et des initiatives importantes, comme le tournoi de golf au profit de la Fondation Laure-Gaudreault, l'exposition d'artistes locaux, des comités d'entraide, des événements culturels et des activités sociales.

À présent, sous la présidence de Mme Diane Desroches, l'AREQ des Draveurs est un véritable phare pour les retraités de la région de l'Outaouais, un lieu où les aînés trouvent écoute, soutien et camaraderie.

Je tiens à remercier et à féliciter chaleureusement tous ceux qui, au fil des ans, ont contribué à faire de l'AREQ ce qu'elle est aujourd'hui. Bon 40e!

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : M. le député, j'ai remarqué que vous n'aviez pas le même titre, le même sujet de votre déclaration de député. Alors, je comprends que vous demanderiez le consentement, un peu en retard. Mais est-ce qu'il y a consentement?

Des voix : ...

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Évidemment, il faut le demander avant la déclaration, que je vous rappelle, mais du moins je voulais le souligner. Donc, il y avait, du fait même, consentement pour changer de sujet. Ceci étant dit, je mets fin à la déclaration de députés. Et je suspends les travaux quelques instants.

(Suspension de la séance à 13 h 53)

(Reprise à 14 h 06)

La Présidente : Bonjour, tout le monde. Vous êtes nombreux, aujourd'hui. Mesdames messieurs, bienvenue. Le parlement du Québec, c'est chez vous. Messieurs dames les députés, nous allons nous recueillir quelques instants. Je vous remercie beaucoup. Veuillez vous asseoir.

Présence d'une délégation de parlementaires catalans dirigée par le président du Parlement, M. Josep Rull i Andreu

Eh bien, aujourd'hui, j'ai le plaisir de souligner la présence, dans les tribunes, d'une délégation de parlementaires catalans, à l'occasion de la quatrième session de la Commission interparlementaire Catalogne-Québec, présidée par le président du Parlement, l'honorable Josep Rull i Andreu. Leur dernière visite ici remonte à 2009.

Présence de l'ambassadeur de la République du Chili, M. Juan Carlos García Pérez De Arce, accompagné du consul général de la République du Chili, M. Felipe Orellana Martínez

Et j'ai également le plaisir de souligner la présence, dans les tribunes, de l'ambassadeur de la République du Chili, Son Excellence M. Juan Carlos García Pérez De Arce, à l'occasion de sa visite officielle. Il est accompagné du consul général de la République du Chili, M. Felipe Orellana Martínez. Et nous poursuivons les affaires courantes. Aujourd'hui, il n'y a pas de déclarations ministérielles.

Présentation de projets de loi

À la rubrique Présentation de projets de loi, M. leader du gouvernement.

M. Jolin-Barrette : Oui, bonjour, Mme la Présidente. Je vous demande d'appeler l'article b du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi n° 215

La Présidente : À l'article b du feuillet, j'ai reçu le rapport de la directrice de la législation sur le projet de loi n° 215, Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvestre... Saint-Sylvestre, pardon. La directrice de la législation a constaté que les avis ont été faits et publiés conformément aux règles de fonctionnement des projets de loi d'intérêt privé. Je dépose ce rapport.

En conséquence, M. le député de Nicolet-Bécancour présente le projet de loi d'intérêt privé n° 215, Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvestre.

Mise aux voix

Est-ce que l'Assemblée accepte d'être saisie de ce projet de loi?

Des voix : Adopté.

La Présidente : Adopté. M. le leader du gouvernement.

Renvoi à la Commission de l'aménagement du territoire

M. Jolin-Barrette : Oui, Mme la Présidente, conformément au premier alinéa de l'article 267 du règlement, je propose la motion suivante :

«Que le projet de loi d'intérêt privé n° 215, Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvestre, soit renvoyé pour consultation et étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.»

Mise aux voix

La Présidente : Cette motion est-elle adoptée?

Des voix : Adopté.

La Présidente : Adopté. À nouveau, M. le leader du gouvernement.

M. Jolin-Barrette : Oui, Mme la Présidente, je vous demande d'appeler l'article c du feuilleton, s'il vous plaît.

Projet de loi n° 214

La Présidente : À l'article c du feuilleton, j'ai reçu le rapport de la directrice de la législation sur le projet de loi n° 214, Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda. La directrice de la législation a constaté que les avis ont été faits et publiés conformément aux règles de fonctionnement du projet de loi d'intérêt privé. Je dépose ce rapport.

En conséquence, M. le député de Rouyn-Noranda—Témiscamingue présente le projet de loi d'intérêt privé n° 214, Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda.

Mise aux voix

Est-ce que l'Assemblée accepte d'être saisie de ce projet de loi?

Des voix : Adopté.

La Présidente : Adopté. M. le leader du gouvernement.

Renvoi à la Commission de l'aménagement du territoire

M. Jolin-Barrette : Oui, Mme la Présidente, conformément au premier alinéa de l'article 267 du règlement, je propose la motion suivante :

«Que le projet de loi d'intérêt privé n° 214, Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda, soit renvoyé pour consultation et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et du territoire et que la ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.»

Mise aux voix

La Présidente : Cette motion est-elle adoptée?

Des voix : Adopté.

La Présidente : Adopté. Et M. le leader du gouvernement.

• (14 h 10) •

M. Jolin-Barrette : Oui, Mme la Présidente, je vous demande d'appeler l'article d du feuilleton, s'il vous plaît.

Projet de loi n° 216

La Présidente : À l'article d du feuilleton, j'ai reçu le rapport de la directrice de la législation sur le projet de loi n° 216, Loi concernant la Ville de Longueuil. La directrice de la législation a constaté que les avis ont été faits et publiés conformément aux règles de fonctionnement des projets de loi d'intérêt privé. Je dépose ce rapport.

En conséquence, Mme la députée de Laporte présente le projet de loi d'intérêt privé n° 216, Loi concernant la Ville de Longueuil.

Mise aux voix

Est-ce que l'Assemblée accepte d'être saisie de ce projet de loi?

Des voix : Adopté.

La Présidente : Adopté. M. le leader du gouvernement.

Renvoi à la Commission de l'aménagement du territoire

M. Jolin-Barrette : Oui, Mme la Présidente. Que le projet de loi... Conformément au premier alinéa de l'article 277 du règlement, je propose la motion suivante :

«Que le projet de loi d'intérêt privé n° 216, Loi concernant la Ville de Longueuil, soit renvoyé pour consultation et étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire et que la ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission pour la durée de son mandat.» Merci.

Mise aux voix

La Présidente : Cette motion est-elle adoptée?

Des voix : Adopté.

La Présidente : Adopté.

Dépôt de documents

À la rubrique Dépôt de documents, Mme la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor.

Mme LeBel : Merci, Mme la Présidente. Permettez-moi de déposer le rapport de mise en oeuvre de la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics pour les années 2022 à 2024. Merci.

La Présidente : Ce document est déposé. M. le ministre de la Langue française.

M. Roberge : Mme la Présidente, permettez-moi de déposer le rapport 2022-2024 sur l'évolution des programmes de francisation et de conformité de l'Office québécois de la langue française.

La Présidente : Ce document est déposé. M. le leader du gouvernement.

M. Jolin-Barrette : Oui, Mme la Présidente. Je dépose les réponses du gouvernement à la pétition déposée en Chambre le 20 février 2025 par la députée de... par le député de Jean-Lesage ainsi que les deux réponses du gouvernement aux questions inscrites au feuillet le 27 février 2025 par la députée de Chomedey. Merci.

La Présidente : Ces documents sont déposés.

Pour ma part, je dépose les prévisions budgétaires 2025-2026 et le rapport financier préliminaire 2024-2025 du Directeur général des élections du Québec et de la Commission de la représentation électorale.

Je dépose également le rapport sur l'application des règles de financement du Directeur général des élections du Québec intitulé *Financement politique : bilan et perspectives 2024*.

Dépôt de rapports de commissions

À la rubrique Dépôt de rapports de commissions, M. le président de la Commission de l'économie et du travail et député de Maskinongé.

Étude détaillée du projet de loi n° 85

M. Allaire : Merci, Mme la Présidente. Je dépose le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 25 et 26 février 2025 ainsi que les 25, 26 et 27 mars 2025, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 85, Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif. La commission a adopté le texte du projet de loi avec des amendements. Merci, Mme la Présidente.

La Présidente : Et ce rapport est déposé.

Il n'y a pas de pétitions.

Il n'y a pas de réponses orales aux pétitions ni d'interventions portant sur une violation de droit ou de privilège.

Questions et réponses orales

Nous en sommes maintenant rendus à la période de questions et de réponses orales, et, pour ce faire, je cède la parole, en question principale, au chef de l'opposition officielle.

Réforme du système de santé

M. Marc Tanguay

M. Tanguay : Mme la Présidente, sous la CAQ, c'est la pagaille la plus complète dans le réseau de la santé et à l'agence de recouvrement Santé Québec. Le 3 mars dernier, on se rappelle, la «top gun» numéro un a congédié le

«top gun» numéro deux, et, par la suite, bien, elle a aboli son poste. Elle a même été dire, admission dans *La Presse* le 22 mars, et je la cite, Mme Biron : «Des compressions budgétaires faites dans l'urgence ont été moins bien réfléchies et des postes de hauts dirigeants dont on n'avait pas besoin ont été créés.» Fin de la citation. Ça a-tu du bon sens d'être tout croche de même, Mme la Présidente, le réseau, Santé Québec, l'agence de recouvrement puis le ministre de la Santé?

Le 21 mars dernier, on a appris que, l'Hôpital Notre-Dame, l'unité familiale naissance, bien, elle a fermé définitivement. Après plus de quatre ans de retard, elle avait été ouverte, en février 2024, et, un an après, 25 millions après, elle a fermé définitivement. Il devait y avoir 1 500 accouchements par année, ils en auront fait un total de 44. Quel gâchis!

Aujourd'hui, le service pédiatrique de l'Hôpital Notre-Dame déborde, les enfants sont dans les couloirs par manque d'espace, et les prises de sang se font dans l'entrepôt médical. Ça a-tu de l'allure? Bien ça, on vit ça sous la CAQ, Mme la Présidente.

Hier, le Dr Julien Roy-Lavallée a dit, et je le cite : «On est en manque très sévère de ressources financières et de personnel. On n'est pas capables d'assurer complètement les soins que les enfants méritent sur notre territoire.»

Il répond quoi, le ministre, aux enfants?

La Présidente : La réponse du ministre de la Santé.

M. Christian Dubé

M. Dubé : On va s'entendre, Mme la Présidente, que, quand je fais des commentaires sur le ton à la période des questions, j'ai un très bon exemple aujourd'hui. Mais, encore une fois, je vais passer par-dessus, parce que ce qui est important, c'est de répondre aux questions que les Québécois se posent.

Et les Québécois se posaient... Mme la Présidente, les Québécois se posaient des questions depuis longtemps, à savoir pourquoi on n'avait pas le courage de questionner la façon dont on fait le réseau de la santé. Et, lorsqu'on a décidé, il y a deux ans, de faire le projet de loi sur Santé Québec, qu'est-ce qu'on avait comme objectif? C'est notamment de séparer les opérations avec les orientations, qui doivent être concentrées au ministère.

Après quelques mois d'exercice, quelques mois, je dis bien, de Santé Québec, c'est sûr que la présidente, Mme Biron, a décidé de poser des gestes pour s'ajuster. Et je pense que les bons gestionnaires, qui sont habitués de faire des changements importants, savent qu'après un certain temps on prend une pause puis on regarde si on s'en va dans la bonne direction. C'est exactement ce qu'elle a dit. Quand il y a des gestes qui sont posés, qui ont besoin d'être corrigés, Mme la Présidente, elle le fait. Voilà.

La Présidente : Première complémentaire.

M. Marc Tanguay

M. Tanguay : Mme la Présidente, on voit bien que son agence de recouvrement, Santé Québec, ça ne marche pas, c'est un gâchis. Ça, là, l'unité familiale naissance, ça a pris quatre ans pour la livrer, puis il n'a pas fait un an, ça a coûté 25 millions de dollars. C'est un gâchis sur toute la ligne. Puis aujourd'hui les enfants et les familles des enfants, ils attendent dans les couloirs, ils vont faire des prises de sang dans l'entrepôt médical, puis le ministre dit : Écoutez, il faut s'ajuster, il faut s'ajuster.

Coudon, ça fait sept ans qu'ils s'ajustent. Il leur reste une année, Mme la Présidente. On a compris, ils ne sont pas capables. Quel gâchis!

La Présidente : La réponse du ministre...

Des voix : ...

La Présidente : Pas de commentaire après la question. Je ne l'ai pas entendu.

M. le ministre, votre réponse. Vous avez 45 secondes.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Je pense que les commentaires qui sont faits sont à propos. Je n'en ferai pas plus.

Mme la Présidente, il y a deux choses. On ne peut pas accuser Santé Québec pour des décisions qui ont été prises avant leur temps qu'ils sont arrivés, premièrement. Soyons très clairs.

Pour la question du centre mère-enfant à Notre-Dame, ce qui est très clair de penser, c'est qu'avant on prenait les décisions CISSS par CISSS, sans regarder la coordination globale qui devait être faite à l'intérieur du réseau. Un des avantages de Santé Québec, puis je l'ai expliqué clairement à plusieurs personnes au cours de la dernière année, c'est de regarder l'ensemble de notre réseau et de dire : Lorsqu'il nous manque de personnel, est-ce qu'on est capables de mettre les bonnes personnes aux bons endroits pour les bons enjeux, pour la bonne population? Alors, Mme la Présidente, c'est exactement ce que Santé Québec est en train de faire, de placer...

La Présidente : Deuxième complémentaire.

M. Marc Tanguay

M. Tanguay : Parfait, Mme la Présidente, j'ai eu une réponse. Le ministre se lève puis il dit : Aïe! Aïe! Aïe! N'accusez pas Santé Québec, ils n'étaient pas là avant, il y a quelques mois. Parfait. Je l'accuse, lui. Il est là depuis sept ans, Mme la Présidente, c'est lui, le responsable, ce n'est pas Santé Québec. Parfait. Il va répondre quoi aux familles, donc, des enfants qui n'ont pas les services, aujourd'hui, qui attendent dans les corridors? Ils attendent dans les corridors. Les prises de sang pour les enfants se fait dans l'entrepôt médical, Mme la Présidente.

Alors, on n'accuse pas Santé Québec, on accuse lui. Quand est-ce qu'il va agir?

La Présidente : La réponse du ministre.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Je pense qu'il faut faire la différence, Mme la Présidente, entre l'intention initiale qui a été faite dans l'investissement qui a été fait à Notre-Dame versus les besoins en pédiatrie que l'on connaît présentement, il faut vraiment faire la différence entre les deux. Je ne suis pas sûr que le chef de l'opposition officielle le fait correctement, mais ça, on pourra y revenir.

Mme la Présidente, on a des indicateurs très clairs qui nous montrent qu'il y a des améliorations un peu partout dans le réseau, particulièrement depuis que Santé Québec est arrivée. Ces indicateurs-là sont publics. L'interprétation qu'en fait le chef de l'officielle, c'est sa façon. Moi, ce que je vois, puis je le communique le plus souvent possible, on est en train de s'améliorer, puis le travail que ces gens-là à la direction... va très bien.

La Présidente : Troisième complémentaire.

M. Marc Tanguay

M. Tanguay : Là, Mme la Présidente, le ministre, il parle d'indicateurs. Je vais lui en donner un, un indicateur. Là, l'unité de famille, de naissance, elle a fermé de façon définitive. Imaginez-vous donc, Mme la Présidente, qu'il y a du matériel médical qui a été laissé là. Les médecins veulent avoir accès au local pour avoir le matériel médical. Le CIUSSS n'est pas encore en mesure de se prononcer, puis Santé Québec a son mot à dire, mais nous dit que ce ne sera pas avant trois ou six mois, pour avoir accès au local où il y a du matériel médical.

Il veut un indicateur. Il est-tu assez bon pour lui, celui-là?

La Présidente : La réponse du ministre.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Je l'ai dit souvent, Mme la Présidente, puis ce n'est pas drôle, là, l'interprétation que fait de la situation le chef de l'opposition officielle, pour le dire, n'est pas exacte. Les gens de Santé Québec sont très au courant de la situation qui se passe à l'Hôpital Notre-Dame. Quelle va être la solution qu'ils vont trouver maintenant qu'on est capables de mieux travailler, plusieurs hôpitaux, plusieurs établissements ensemble pour faire le bon service aux bons endroits? Les gens de Santé Québec vont prendre une décision. Peut-être que... Peut-être que le chef de l'opposition officielle n'aime pas la façon de le faire. Nous, on pense que c'est la bonne façon de mieux coordonner, que tout le monde ensemble. C'est ça qu'on fait, Mme la Présidente.

• (14 h 20) •

La Présidente : En question principale, je reconnais le député de Pontiac.

Modernisation de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont**M. André Fortin**

M. Fortin : Le conseil des médecins de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont a affirmé qu'il se sentait trahi. La fondation de l'hôpital a dit qu'elle était déçue et inquiète. Le Dr Marquis a dit que c'était réellement désagréable d'entendre qu'il y avait encore un report, que tout le personnel avait l'impression que le projet était prêt. Le Dr Roy a dit qu'il ne pouvait pas blâmer le personnel de chercher à travailler ailleurs, qu'il avait de la misère à recruter puis que les jeunes médecins qu'il avait déjà réussi à recruter, bien, ils cherchaient à quitter, parce que l'hôpital, ça ressemble, pour utiliser ses mots, presque à un taudis.

Le Dr Brosseau a dit que la première phase du projet est prête à débiter, à débiter dès maintenant, qu'il manque juste la volonté politique du gouvernement pour le faire. Et il a dit que l'hôpital n'est pas sécuritaire, qu'on met en danger la qualité des soins et la vie des patients. Ce n'est pas compliqué, tout le monde à Maisonneuve-Rosemont est en beau fusil.

Pourquoi le ministre est incapable de donner un échéancier clair?

La Présidente : La réponse du ministre de la Santé.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Mme la Présidente, je vais reprendre des propos que j'ai eus la semaine dernière. Il y a plusieurs médecins que le député de Pontiac cite ce matin avec lesquels je suis d'accord. C'est un projet qui est excessivement important pour notre gouvernement. Je veux être très clair, ce projet-là va arriver.

Mais je veux juste rappeler, Mme la Présidente, deux choses très importantes. Premièrement, il y a eu un manque d'investissement dans le réseau de la santé, particulièrement dans nos actifs et particulièrement dans l'est de Montréal, sur l'île de Montréal.

Mme la Présidente, mon deuxième point est le suivant : même avec le rehaussement qu'on a eu au niveau des crédits, cette année, du PQI, savez-vous quoi, tout ce qu'on est capables de faire, c'est de réaliser les projets qui sont déjà commencés. On a de la difficulté à avoir de l'argent pour des nouveaux projets tellement qu'il y avait un retard non seulement dans nos édifices actuels, mais dans le maintien d'actif.

Alors, Mme la Présidente, je souscris aux propos des médecins. On veut que ce projet-là arrive. Il va arriver le plus rapidement possible, c'est notre volonté. On n'a pas changé d'idée là-dessus.

La Présidente : Première complémentaire.

M. André Fortin

M. Fortin : La semaine dernière, là, le ministre de la Santé, il a commencé la semaine en nous disant que son annonce de 2023 était précipitée, c'était la même chose qu'il nous disait en 2021, mais il a fini la semaine en nous disant qu'il y avait un enjeu au Conseil des ministres.

Alors, qu'est-ce qui bloque au Conseil des ministres? Est-ce que c'est le ministre des Finances, la présidente du Conseil du trésor qui refusent de débloquer des sommes? Est-ce que c'est le ministre de l'Infrastructure? Est-ce qu'il y a une chicane Québec-Montréal encore au Conseil des ministres? Ou est-ce que c'est le premier ministre lui-même qui bloque le projet de Maisonneuve-Rosemont? Parce que, si c'est le Conseil des ministres, il doit nous dire ce qui se passe et pourquoi il refuse d'avancer.

La Présidente : La réponse du ministre.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Je ne sais pas pourquoi le député de Pontiac cite la question du Conseil des ministres, parce qu'il y a une grande entente au Conseil des ministres.

Pour dire une chose, Mme la Présidente... Mme la Présidente, je veux juste être très clair, là, on a un besoin de faire ces investissements-là, notamment à Montréal. Mais, je le répète, là, il y a eu un désinvestissement. Moi, je l'ai expliqué l'autre fois, aux crédits provisoires, là, quand on a entendu le cas de la chambre 814, là, il faut être capables de régler les enjeux avec nos hôpitaux, que ce soit à Saint-Eustache, que ce soit à Joliette, à Saint-Jérôme. C'est partout. Il y a eu un manque d'investissement. On est d'accord qu'il faut rénover, il faut construire un nouvel hôpital à Maisonneuve-Rosemont, mais on a besoin de s'occuper des autres endroits aussi, Mme la Présidente.

La Présidente : Deuxième complémentaire.

M. André Fortin

M. Fortin : Maisonneuve-Rosemont, là, c'est un des hôpitaux les plus importants au Québec, c'est des dizaines, non, des centaines de milliers de patients qui passent par là à chaque année, et on laisse ça dans un état de désuétude sans nom, alors que le ministre lui-même a promis par deux reprises qu'il travaillerait là-dessus, qu'il commencerait les travaux.

Oubliez le 90 minutes à l'urgence, là. Oubliez le médecin de famille pour tout le monde. Le symbole de l'échec caquiste en matière de santé, là, il est sur le boulevard de l'Assomption. Le symbole de l'échec caquiste, c'est l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

La Présidente : La réponse du ministre.

M. Christian Dubé

M. Dubé : ...de cette annonce... de ce commentaire-là du député de Pontiac, quand on pourra commencer l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, parce que j'ai dit : On va le faire. On va le faire. On a un enjeu, en ce moment, de réparer, de rénover tous nos hôpitaux, qui sont dans un état souvent lamentable.

C'est pour ça que je reviens, Mme la Présidente, avec le cas de la chambre 814. Vous vous souvenez qu'il y avait eu quelques articles, il y a quelques semaines, puis qu'ils disaient : Comment ça se fait que des gens sont traités dans des chambres où il manque de peinture, il manque de plâtre? C'est des endroits où on n'amènerait pas notre famille.

Nous, là, on a mis un montant raisonnable, grâce aux investissements qui nous ont été rendus possibles, pour maintenir les actifs, pour rénover. On va faire la combinaison... la meilleure combinaison de rénover nos actifs et de construire des nouveaux hôpitaux.

La Présidente : En question principale, je reconnais la députée de Mille-Îles.

Abolition du programme RénoRégion

Mme Virginie Dufour

Mme Dufour : Mme la Présidente, encore une fois, ce gouvernement démontre son incapacité chronique à gérer les finances publiques de manière responsable, et ce sont, bien sûr, les plus vulnérables, les plus démunis qui écopent.

La semaine dernière, on apprenait que le programme RénoRégion est suspendu faute de financement, 15 millions. Il s'agit pourtant d'un programme essentiel en région qui permet à des propriétaires à faibles revenus de rénover des logements inadaptés ou insalubres. Même la Fédération québécoise des municipalités sonnait l'alarme. On parle d'une décision qui frappe de plein fouet les personnes âgées, les ménages modestes, les communautés rurales. Pour un gouvernement qui se dit des régions, on repassera.

Fidèle à sa légendaire sensibilité, la ministre de l'Habitation balaie tout cela du revers de la main. Mais c'est pourtant clair, on s'attaque aux plus démunis.

Comment la ministre peut-elle justifier de sacrifier un programme aussi essentiel uniquement parce que son gouvernement est incapable de faire ses devoirs en matière de finances publiques?

La Présidente : La réponse de la ministre responsable de l'Habitation.

Mme France-Élaine Duranceau

Mme Duranceau : Merci, Mme la Présidente. Alors, je suis d'accord avec la députée de l'opposition, c'est un programme qui, effectivement, a aidé beaucoup de ménages vulnérables en région, puis c'est la raison pour laquelle, aussi, on a pris la peine de discuter avec la fédération, la FQM, pour les aviser de ce changement-là qui s'en venait puis pour voir aussi avec eux quelles seraient les alternatives puis comment on peut travailler ensemble pour trouver des solutions qui vont répondre bien précisément aux besoins des clientèles les plus vulnérables.

On a des choix, il a fallu faire des choix, d'un point de vue budgétaire. Ça ne veut pas dire qu'on abandonne les plus vulnérables. Au contraire, à chaque jour j'arrive avec des nouvelles approches, nouvelles méthodes pour construire plus de logements, pour construire plus rapidement, plus efficacement, en faire plus avec le dollar qui est investi. Donc, on est préoccupés par l'efficacité et on travaille là-dessus. Par ailleurs, sur les régions, bien, on a de multiples projets de construction partout au Québec, dont dans les régions, Mme la Présidente.

La Présidente : Première complémentaire.

Mme Virginie Dufour

Mme Dufour : Mme la Présidente, je vais le répéter, en abolissant le programme RénoRégion, la CAQ abandonne les plus démunis en région. Et, en voulant faire des économies de bouts de chandelle, bien, on risque, en fait, de forcer des personnes vulnérables à quitter leur logement mais aussi leur patelin, leur région. On s'entend pourtant que c'est important que les gens restent le plus longtemps possible chez eux, et encore plus en région, Mme la Présidente.

Est-ce que le gouvernement comprend l'importance de ce programme et que ce n'est pas le temps de le couper?

La Présidente : La réponse de la ministre.

Mme France-Élaine Duranceau

Mme Duranceau : Oui, merci, Mme la Présidente. Alors, je veux réitérer que, les régions, on s'en occupe puis que c'est important. D'ailleurs, l'appel à projets modulaires qui a eu lieu à l'automne dernier vise spécifiquement les régions, les plus petites villes. C'est des projets qui sont bien plus pertinents, justement, en région que dans des centres urbains qui sont très denses. On vise des projets de logements de 24 à 36 unités, puis on est en train de regarder si on peut aller avec un autre appel à projets qui sera pour un nombre plus faible d'unités, justement pour les plus petites municipalités qui sont dévitalisées.

Alors, pour moi, c'est une préoccupation, je vous le dis, de tous les jours, puis je travaille à trouver des solutions. Ça fait qu'il n'est clairement pas, clairement pas dans notre intention d'abandonner les régions, Mme la Présidente.

La Présidente : Deuxième complémentaire.

Mme Virginie Dufour

Mme Dufour : Voici un aperçu de ce que le programme RénoRégion couvrait : réparer des murs extérieurs sur le point de s'effondrer, une toiture qui coule, des problèmes de moisissures, de champignons, régler des problèmes

majeurs de plomberie. Et, pour avoir droit à ça, là, il fallait un revenu combiné de moins de 30 000 \$ par année et une maison de moins de 150 000 \$. On n'est pas dans le luxe. Et c'est ça que la CAQ vient couper. Ça, c'est deux matchs, c'est deux séries des Kings de Los Angeles ici.

Est-ce que la ministre va reculer?

La Présidente : La réponse de la ministre.

Mme France-Élaine Duranceau

Mme Duranceau : Mme la Présidente, s'il y a une chose qu'on ne fait pas, nous autres, en logement, c'est de reculer, puis je vous dis qu'on avance. On a plus de 24 000 unités qui sont en construction partout au Québec. C'est 6 000 unités qui vont sortir cette année, c'est plus de 9 000 l'année prochaine. Il y en a pour tout le monde, il y en a dans les régions. Puis je réitère que moi, j'ai discuté avec le président de la FQM, puis on regarde ensemble c'est quoi, la meilleure façon d'intervenir. Il ne faut pas toujours rester ancré dans le passé puis dans les anciennes façons de faire, Mme la Présidente.

• (14 h 30) •

La Présidente : En question principale, je reconnais maintenant le député de Nelligan.

Réalisation de projets dans la région de la Capitale-Nationale

M. Monsef Derraji

M. Derraji : Mme la Présidente, la CAQ a complètement abandonné la Capitale-Nationale. On s'est habitués, avec la CAQ, d'échapper des stationnements, mais, on s'est rendu compte, ce n'est pas uniquement des stationnements qu'elle échappe, mais aussi des voies réservées. C'est aussi la tête des ponts. Mme la Présidente, c'est rendu que les gens de la Capitale-Nationale se demandent : Ça sert à quoi, avoir un ministre de la Capitale-Nationale? Ça sert à quoi, avoir un ministre des Infrastructures?

Mme la Présidente, la semaine dernière, il s'est passé quelque chose d'extraordinaire. Le ministre des Infrastructures, à côté du ministre des Finances, était tout heureux, souriant que sa Capitale-Nationale vienne de perdre 1 milliard de dollars. Plus de voies réservées, plus de règlement de la bretelle de la tête des ponts, Mme la Présidente.

Mme la Présidente, la question est très simple : Est-ce qu'aujourd'hui le ministre de la Capitale-Nationale est heureux et fier de voir sa Capitale-Nationale perdre 1 milliard de dollars?

La Présidente : La réponse du ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.

M. Jonatan Julien

M. Julien : Oui, merci, Mme la Présidente. Bien, je suis content de pouvoir répondre à cette question-là et, oui, je suis très heureux pour la Capitale-Nationale. On a déposé un plan québécois des infrastructures qui n'a jamais été à cette hauteur-là, 164 milliards, c'est une augmentation de 7,2 %. C'est 8,5 % d'augmentation, le PQI Éducation, 7,5 % d'augmentation, le PQI Santé, 7 % d'augmentation, le PQI Transports, et les autres PQI, également, une augmentation moyenne de 7,2 %. On en fait comme jamais. Mais on ne peut pas tout faire à l'an 1.

Alors, oui, j'étais bien conscient que, quand on a déposé le Plan CITÉ, en juin dernier, avec CDPQ Infra, avec la ville de Québec à nos côtés, on a pris l'engagement ferme de réaliser le réseau structurant, le tramway, qui est la première étape de la phase I. Et on a devant nous un plan de mobilité pour la CMQ, la Communauté métropolitaine de Québec, qu'on va suivre étape par étape. Oui, on va investir étape par étape. Il n'y a pas de cachette, c'est dans les documents. Et non seulement la proposition de ma collègue des Transports est bonne, j'y adhère.

La Présidente : Première complémentaire.

M. Monsef Derraji

M. Derraji : Mme la Présidente, c'est gênant, c'est vraiment gênant. Je lui lance un défi. Qui l'appuie à la Capitale-Nationale? Qui l'appuie? La caisse a démenti ce qu'il vient de dire. La caisse, ce n'est pas prévu dans le contrat. C'est gênant de voir un ministre de la Capitale-Nationale, Mme la Présidente, abandonner sa région. C'est ça, la réalité. Il a abandonné les voies réservées et laisse les gens dans la congestion. C'est ça, son bilan. Qu'il l'explique aux gens de la Capitale-Nationale.

La Présidente : La réponse du ministre.

M. Jonatan Julien

M. Julien : ...grand plaisir, parce qu'en fin de compte je vois la trame puis je suis content de cette trame-là, les investissements dans la Capitale-Nationale. Alors, tout ce qu'on a dit, c'est que le contrat qu'on a donné à CDPQ Infra,

c'est de faire le tramway, le réseau structurant, la première étape d'une vision à long terme qui est bien établie, une feuille de route pour la Capitale-Nationale en mobilité.

Maintenant, les chiffres, eux, disent toujours la vérité. Ça, c'est les investissements prévus au Plan québécois des infrastructures sur 10 ans pour la Capitale-Nationale. Quand on est arrivés, le PQI 2018-2028, 12 milliards que le Parti libéral disait, on est actuellement à 20,9 milliards, une augmentation de 70 %. Alors, c'est ça abandonner la Capitale-Nationale? C'est ce que vous...

La Présidente : C'est la...

Des voix : ...

La Présidente : S'il vous plaît, c'est trop bruyant, à droite, et j'aimerais entendre uniquement le député de Nelligan pour sa deuxième complémentaire.

M. Monsef Derraji

M. Derraji : Mme la Présidente, il peut bien présenter son tableau, son résultat, c'est zéro. Nommez-moi un seul projet qu'il a livré à la Capitale-Nationale. C'est zéro. Vous avez fait une belle annonce. Quand il s'agit des annonces et un bon «setup», ils sont bons, Mme la Présidente. Ils ont promis de régler la tête des ponts et régler le spaghetti, Mme la Présidente, hein? Il n'a rien réglé et il a coupé les voies réservées.

Alors, Mme la Présidente, est-ce qu'il est vraiment fier de son bilan?

La Présidente : La réponse du ministre.

M. Jonatan Julien

M. Julien : Bien, écoutez, je le réitère, là, si on passe de 12 millions d'investissement à 20 milliards... excusez-moi, 12 milliards à 20 milliards d'investissement, c'est parce que les projets se réalisent, dans la Capitale-Nationale. Actuellement, je dirais à mon collègue de Nelligan qu'il y a huit projets de logement abordable et social qui sont faits, actuellement, dans la Capitale-Nationale, pour 563 logements. On n'a jamais bâti autant d'écoles. Je sais qu'ils trouvent ça drôle, parce que c'est la mission de l'État, mais ils ne l'avaient pas fait, eux. Ils n'avaient pas bâti des écoles, ils n'avaient pas bâti des logements, ils n'avaient pas travaillé en santé, ils n'avaient pas fait de maintien d'actif. On corrige des années d'incurie du Parti libéral. On est très fiers de le faire. Mais on va investir 1 \$ à la fois, étape par étape.

La Présidente : En question principale, je reconnais maintenant le député de Rosemont.

Modernisation de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont

M. Vincent Marissal

M. Marissal : Merci, Mme la Présidente. Ça fait des années qu'on attend la confirmation du lancement du chantier de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, des années qu'on se demande littéralement combien de temps cet hôpital va encore tenir debout. Le recul spectaculaire du ministre a été reçu, je vous le dis, là, comme une douche froide et, pire encore, comme un abandon. J'ai parlé aux citoyens de mon coin, aux médecins, au personnel, aux acteurs économiques, ce qu'ils disent, là, c'est : On se sent trahis. C'est grave, ça. Après deux annonces, c'est grave. Les gens se sentent trahis, dans l'est de Montréal.

Tout le monde se pose une question : Comment le ministre a-t-il pu s'avancer à ce point-là, la main sur le coeur, en nous disant : Cette fois, c'est la bonne, puis de reculer si piteusement 18 mois plus tard?

Une autre question, subséquente : Qui peut croire encore ce gouvernement, qui peut croire encore ce ministre pour enfin livrer les infrastructures hospitalières dont on a besoin?

La Présidente : La réponse du ministre de la Santé.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Très bien. Merci encore pour la question, parce que j'ai répondu plusieurs fois au cours des derniers jours, puis, je pense, ça vaut la peine de reprendre le temps encore une fois, Mme la Présidente.

Nous avons dit clairement que ce projet-là est incontournable pour notre gouvernement. J'ai bien expliqué aussi, Mme la Présidente, qu'en ce moment, avec les fonds qu'on avait, qui sont quand même plus élevés que ce qui était le plus possible de faire grâce à... en raison de la situation actuelle, on est en train de finir des projets qui ont été commencés et qui doivent être complétés dans des hôpitaux qui avaient vraiment besoin d'argent en ce moment. Le cas de Maisonneuve-Rosemont, il est aussi important, sinon plus, mais on devait... on avait une date limite où on pouvait faire nos projets pour l'année financière qui se termine le 31 mars.

Mme la Présidente, je vais le répéter, ce projet-là, il est important pour nous, on va tout faire pour le faire le plus rapidement possible. Lorsque le bureau de projet va avoir complété son travail, je l'ai dit plusieurs fois, Mme la Présidente, nous allons agir. Je suis le premier intéressé à respecter l'engagement que nous avons pris d'investir massivement dans Maisonneuve-Rosemont. Merci beaucoup.

La Présidente : Première complémentaire.

M. Vincent Marissal

M. Marissal : Il n'y a rien qui a changé à Maisonneuve-Rosemont, là. Quand ils sont arrivés, il y a six ans, cet hôpital-là était foutu. Six ans plus tard, il est encore pire. Ce n'est pas nouveau, ça, c'était prévisible. Les plans sont prêts, je les ai vus il y a trois ans, on a juste à appuyer sur le bouton pour lancer le chantier. Contrairement à ce qui a été dit ici, notamment par le premier ministre, le projet, il est prêt à être lancé. Il est prêt. On a vu les plans, on a vu les plans de contingence. Il manque juste la volonté politique.

Comment ça se fait qu'il n'est pas capable de livrer ça si c'est si important que ça?

La Présidente : La réponse du ministre.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Mme la Présidente, je pense, je vais être très, très clair, là, on livre plusieurs projets en ce moment dans la rénovation de notre réseau de la santé, on met des sommes, je dirais, pharaoniques du côté de nos investissements pour réparer nos hôpitaux. Je vais le répéter, Mme la Présidente, ce projet-là, pour nous, il est majeur. On n'a pas été capables de l'annoncer avant le 31 mars, j'ai dit : On va revenir le plus rapidement possible avec des solutions pour qu'on puisse faire les premières phases de ce projet-là le plus rapidement possible. Je n'ai pas changé d'idée, Mme la Présidente, nous allons faire le plus rapidement possible. C'est l'engagement que j'ai pris envers les gens de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

La Présidente : En terminant.

M. Dubé : Merci beaucoup, Mme la Présidente.

La Présidente : Deuxième complémentaire.

M. Vincent Marissal

M. Marissal : Bon, on récapitule : projet majeur annoncé déjà deux fois, hôpital foutu, argent provisionné dans le PQI, projet majeur qui tient beaucoup à coeur au gouvernement et au ministre, sauf que, résultat des courses, ça fait deux fois qu'il l'annonce puis ça fait deux fois qu'il recule. Là, il a reculé de façon spectaculaire. hier.

Alors, les gens de mon coin, là, puis les gens partout au Québec, là, qui attendent leurs hôpitaux, là, ne comprennent pas, ne comprennent pas comment ça se fait que c'est majeur comme ça, que l'argent est là mais que le go ne vient pas.

La Présidente : La réponse du ministre.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Mme la Présidente, j'ai invité, la semaine passée, en crédits provisoires, le député de Rosemont à venir visiter quelques-uns de nos hôpitaux où on met de l'argent massivement en ce moment, que ce soit à Saint-Eustache, que ce soit à Saint-Jérôme. Je regarde les hôpitaux qu'on a faits dans la région de Québec, la liste de tous les hôpitaux qu'on est en train de rénover en ce moment. J'ai demandé au député de Rosemont quels de ces projets-là on devrait arrêter, arrêter, Mme la Présidente, pour être capables de faire Maisonneuve-Rosemont le plus rapidement possible.

Ce n'est pas une question de ne pas aimer Maisonneuve-Rosemont, c'est d'avoir les montants disponibles, Mme la Présidente, pour pouvoir le faire. Et, lorsqu'on va être capables de le faire, le plus rapidement possible, c'est ce qu'on va faire, mais pas au détriment des autres hôpitaux qu'on a commencé à rénover parce qu'on avait énormément de retard.

• (14 h 40) •

La Présidente : En question principale, je reconnais maintenant le député de Taschereau.

Abandon du projet de voies réservées dans la couronne nord de Québec

M. Etienne Grandmont

M. Grandmont : Merci, Mme la Présidente. La semaine passée, on a découvert dans le budget que les voies réservées qui devaient desservir les banlieues de Québec en transport collectif ont été abandonnées, plus de 100 kilomètres de voies réservées qui avaient été annoncées en 2021 dans le cadre du projet Réseau express de la Capitale.

Vous savez quoi? Le pire, là-dedans, là, c'est que ce n'est pas le ministre responsable de la Capitale-Nationale qui est allé avertir les partenaires que sont la ville de Québec et le RTC, non, c'est les journalistes. Peut-être que ça s'explique par le fait que le ministre n'était peut-être pas au courant. On a déjà vu ça dans le dossier du troisième lien, il avait appris l'abandon du troisième lien par les médias.

Alors, on est devant deux possibilités : soit le ministre est à la grande table puis il n'a pas fait son travail d'avertir les partenaires, soit il est à la table des enfants puis il n'était pas au courant. Dans tous les cas, on est devant un ministre qui ne sert pas à grand-chose, Mme la Présidente.

Alors, je vais poser ma question à la ministre des Transports, qui, pour l'instant, n'a pas beaucoup réagi dans les médias à cette nouvelle-là : Pourquoi avoir abandonné les banlieues en coupant, en rayant le projet des voies réservées qui desservaient les banlieues de la ville de Québec?

La Présidente : La réponse du ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.

M. Jonatan Julien

M. Julien : Oui, merci, Mme la Présidente. Je tiens à rassurer mon collègue de Taschereau, j'étais pleinement au courant de ça. Et, non seulement ça, je le rassure, aussi j'y adhère totalement.

Ma collègue des Transports a une enveloppe de PQI, puis on a discuté, dans les derniers mois, les décisions difficiles qu'on a à prendre. Et, oui, les sommes sont majeures, oui, l'augmentation est importante, mais on doit ordonnancer nos travaux. Mais, spécifiquement sur les voies réservées, celui-là a été déposé dans un plan, le Plan CITÉ de CDPQ Infra. Le Plan CITÉ de CDPQ Infra donne toute l'étendue des travaux qu'on souhaite réaliser scientifiquement pour la mobilité dans la CMQ. Il y a différentes phases. Et, dès juin, dès juin, on a dit : Nous, on s'engage à faire le tramway, qui fait partie de la phase I, puis après ça on va y aller étape par étape, parce que, oui, la vision qui est déposée, la feuille de route qui est déposée par CDPQ Infra, on y croit. On va prendre ça une bouchée à la fois, et là c'est le tramway, c'est le réseau structurant auquel on s'est engagés.

La Présidente : Première complémentaire.

M. Etienne Grandmont

M. Grandmont : Bien, ça a le mérite d'être clair. Puis les gens de Québec l'ont compris depuis longtemps, ça coupe dans le transport collectif à Québec, ça coupe dans la région de la Capitale-Nationale, ça ne livre pas, puis ça n'avertit surtout pas ses partenaires, qui ont déjà commencé, eux, de leur côté, à investir dans les travaux qui sont planifiés conjointement. Il y a une expression pour dire comment la CAQ travaille dans la région de la Capitale-Nationale : ça travaille en cabochon, Mme la Présidente.

Des voix : ...

La Présidente : Vos propos, faites attention à vos propos, c'est... ce n'est pas très, très chic. C'est à la limite insultant. Je vous invite à demeurer respectueux les uns à l'égard des autres, et c'est bon pour absolument tout le monde ici. La réponse du ministre.

M. Jonatan Julien

M. Julien : Oui. Bien, écoutez, Mme la Présidente, quand les arguments sont de cette nature... Je comprends, là, qu'on va regarder les chiffres. Et je respecte beaucoup mon collègue de Taschereau, mais, quand on dit que la Capitale-Nationale est laissée pour compte... Comment dirais-je? Quand on est arrivés, il y avait 12,4 milliards de prévus au Plan québécois des infrastructures pour la Capitale-Nationale, on est à 20,9 milliards de prévus pour la Capitale-Nationale, ce qui exclut l'enveloppe centrale. Ça, c'est des investissements prévus pour la Capitale-Nationale, 14 % du PQI, c'est des écoles, c'est des logements sociaux, c'est, effectivement, des éléments pour la santé, c'est l'Université Laval avec des pavillons. Mais on en fait plus que jamais et on va continuer. Il ne faut pas être gênés.

La Présidente : Deuxième complémentaire.

M. Etienne Grandmont

M. Grandmont : Je m'étonne que la ministre des Transports ne réponde pas à cette question. C'est son projet de voies réservées. C'est elle qui portait le projet de Réseau express de la Capitale. C'est elle qui nous sort, d'habitude, le petit... le tableau avec les colonnes pour nous montrer comment, soi-disant, la CAQ investit dans la Capitale-Nationale.

Dans les faits, Mme la Présidente, là, ce gouvernement-là ne livre pas la marchandise. Ils annoncent, ils font des promesses de papier dans un PQI, ils ne livrent rien. Puis en plus ils ne travaillent pas avec leurs partenaires, ils ne les avertissent pas, c'est les journalistes qui leur apprennent...

La Présidente : La réponse de la ministre des Transports et de la Mobilité durable.

Mme Geneviève Guilbault

Mme Guilbault : Oui. Excusez, Mme la Présidente. C'est que, là, j'aurai juste 45 secondes, je ne sais pas si je vais avoir le temps. Bien, mon tableau, regardez, il voulait le voir, le voici, le voici, la grosse colonne ici, la grosse colonne des investissements en infrastructures de transport.

Mme la Présidente, je n'en reviens pas, je n'en reviens pas d'entendre le député de Taschereau. Est-ce qu'il se rappelle, le 16 décembre dernier, quand il traînait dans les corridors du palais des, comment ça s'appelle... l'édifice G, à côté, où on faisait une annonce pour confirmer le tramway de Québec? Il se réjouissait en direct, dans le corridor de l'hôtel en question, parce qu'on annonçait le tramway de Québec. C'est le Plan CITE au complet de la CDPQ Infra qui contient éventuellement des voies réservées aussi. Et on fait aussi le troisième lien, auquel il ne s'intéresse pas, mais les gens en veulent un.

La Présidente : ...question principale, je reconnais maintenant le chef du troisième groupe d'opposition.

Abolition du programme RénoRégion**M. Paul St-Pierre Plamondon**

M. St-Pierre Plamondon : Mme la Présidente, sous la CAQ, la gestion des finances publiques a été catastrophique, si bien que le gouvernement cherche maintenant à faire des économies de bouts de chandelles aux dépens des plus vulnérables de notre société. Alors qu'il n'y a pas si longtemps on faisait des cadeaux, des chèques électoraux à des gens qui gagnent jusqu'à 130 000 \$ par année, là on met la hache dans le programme RénoRégion, qui aide les gens à faire des rénovations urgentes dans leurs habitations, et ce, dans des régions où il y a... le plus souvent il n'y a pas de logement social comme solution.

Je veux qu'on soit clair ici, là, on parle d'un programme qui vise des Québécoises et des Québécois qui ont un salaire de moins de 30 000 \$, pour des habitations dont la valeur est moins de 150 000 \$, un programme qui coûte à peine 15 millions par année. Lorsque vient le temps d'aider la grande entreprise, là, à coups de centaines de millions, on ne les compte pas, les milliards jetés par les fenêtres, parce que ça, c'est des risques calculés, mais, quand, par contre, on demande à des Québécois plus vulnérables, en situation de précarité financière, de se serrer la ceinture pour des miettes, ah! là, il n'y a pas de problème à oublier... à oublier la réalité des Québécois, particulièrement en région.

Est-ce que la vice-première ministre peut se lever au nom de son gouvernement et reconnaître que l'abolition du programme RénoRégion est une erreur, une erreur grave et malaisante?

La Présidente : La réponse du ministre des Finances.

M. Eric Girard

M. Girard (Groulx) : Oui, Mme la Présidente. Bien, j'écoute la période de questions avec intérêt, et puis ça fait déjà deux fois que j'entends le... qu'on dit que nous ne gérons pas bien les finances publiques. Or, tout ce que j'entends, c'est des suggestions de nouvelles dépenses. On veut rajouter un hôpital, on veut rajouter des voies réservées, on veut ajouter...

Des voix : ...

La Présidente : ...M. le ministre. Alors, ici, je vais vous rappeler l'article 32, rappel au décorum, tout le monde garde le silence. Je vous vois, je ne vais pas vous nommer les uns après les autres. Il n'y a qu'une personne qui a le droit de parole actuellement...

Des voix : ...

La Présidente : Youhou! On vous dérange, oui? Une seule personne a le droit de parole, c'est moi. Et maintenant j'aimerais entendre la réponse du ministre, tout comme nous avons écouté avec attention la question du chef. La réponse du ministre. Poursuivez.

M. Girard (Groulx) : Oui. Bien, Mme la Présidente, c'est facile de dire que le déficit est trop élevé puis que le gouvernement gère mal, puis après ça tout ce qu'on suggère, c'est d'ajouter des dépenses en infrastructures, des dépenses de programmes, de dire que les taux de croissance ne sont pas assez élevés puis que le gouvernement gaspille.

Alors, quels sont les faits? Le PQI n'a jamais été aussi élevé, c'est une hausse de 7 %. En logement, 6,9 milliards de dollars ont été investis par ce gouvernement, et on a, par exemple, remis des sommes pour l'adaptation à domicile, qui est un programme extrêmement important, on a 23 000 logements en construction, puis on va continuer à faire un bon travail en logement et dans toutes les missions du gouvernement.

La Présidente : Première complémentaire. Et, pour ce faire, je reconnais la députée de Terrebonne.

Mme Catherine Gentilcore

Mme Gentilcore : Mme la Présidente, on nous dit qu'il faut faire des choix, mais, encore une fois, ces choix-là se font au détriment des plus vulnérables. Je le répète, on a jeté 7 milliards par la fenêtre avec le Fonds de développement économique dans des projets bâclés, on a mis 710 millions dans Northvolt, 555 millions dans Flying Whales, 365 dans recyclage Varennes, 1,2 milliard dans SAAQclic, mais on est prêts à couper un programme de 15 millions qui aide les plus vulnérables à rénover leur logement dans les régions. Vraiment, Mme la Présidente?

La Présidente : La réponse de la ministre responsable de l'Habitation.

Mme France-Élaine Duranceau

Mme Duranceau : Bien, merci, Mme la Présidente. Je vais d'abord saluer la députée de Terrebonne, notre première intervention ou dialogue en Chambre sur le sujet. Il y en a eu beaucoup, des dialogues sur le logement, donc on va continuer. Mais savez-vous quoi? Il y en a un peu moins parce que, justement, ça sort, les logements. Enfin, il y a un gouvernement qui s'en occupe. Plus de 24 000 unités qui sont en construction. Puis pas un seul programme puis tout le monde dans le même moule, non, on multiplie les façons d'intervenir avec différents partenariats, avec un programme de financement, de subvention qui est plus souple. Mme la Présidente, ça n'a jamais aussi bien fonctionné, nos interventions gouvernementales en logement. Alors, moi, je suis très fière de ça. Et puis, les régions, je m'en occupe aussi.

• (14 h 50) •

La Présidente : Deuxième complémentaire.

Mme Catherine Gentilcore

Mme Gentilcore : Le programme RénoRégion, justement, résidait dans le fait d'aider à faible coût des résidences qui avaient besoin de rénovations dans l'immédiat. Donc, j'aimerais vraiment entendre la ministre, ici, expliquer pourquoi ces Québécois-là qui sont dans une situation de vulnérabilité se voient couper l'aide qui leur permettrait de faire des rénovations urgentes qui leur permettraient de vivre avec un minimum de dignité. J'aimerais entendre la ministre de l'Habitation nous dire ce qu'elle compte faire concrètement, là, maintenant que le programme est coupé, qu'est-ce qu'on va faire pour que ces citoyens-là puissent vivre dans la dignité.

La Présidente : La réponse de la ministre.

Mme France-Élaine Duranceau

Mme Duranceau : Oui. Bien, comme j'ai mentionné tantôt, je suis très consciente qu'il y a des besoins en région pour des ménages plus vulnérables. Ce programme-là a bien fonctionné. On a le Programme d'adaptation de domicile pour lequel il y a eu un 38 millions additionnel au budget. Alors, on est préoccupés par ces situations-là puis on s'en occupe.

Et j'aimerais réitérer, Mme la Présidente, que, pour les régions, on a un appel à projets modulaires qui a été lancé à l'automne et qui est sur la voie, là, de se concrétiser dans des villes spécifiques. Et c'est un programme, un appel à projets qui était destiné principalement aux régions. Donc, on veut que ça se construise en région aussi puis qu'il y ait des nouvelles unités de logement, justement, pour les clientèles les plus vulnérables.

La Présidente : En question principale, je reconnais maintenant le député de Maurice-Richard.

Relocalisation des organismes du Centre communautaire d'Ahuntsic**M. Haroun Bouazzi**

M. Bouazzi : Merci, Mme la Présidente. Je me lève aujourd'hui pour revenir, malheureusement, encore une fois sur la saga du centre communautaire d'Ahuntsic, qui n'est toujours pas réglée. Je rappelle ici de quoi il s'agit. On risque de perdre la principale banque alimentaire pour nos citoyennes et citoyens étouffés par le coût de la vie cher, des services d'accompagnement pour les adultes autistes, des cours de francisation centraux pour l'intégration des nouveaux arrivants, du répit familial, de l'aide aux locataires, bref, des services pour 25 000 citoyennes et citoyens d'Ahuntsic, qui malheureusement pourraient perdre ces services-là à cause de l'inaction de ce gouvernement.

La bonne nouvelle, parce qu'il y en a au moins une, dans ce marasme, est venue, il y a quelques semaines, du fédéral, qui a débloqué 15 millions de dollars pour pouvoir construire les nouveaux locaux qui vont accueillir tous ces centres communautaires. Malheureusement, la menace d'éviction plane encore, et l'inaction de ce gouvernement plonge les organismes et les citoyens dans une insécurité extrême.

Tous les élus sont engagés depuis maintenant deux ans pour sauver le service. Pourquoi ce gouvernement n'intervient pas?

La Présidente : La réponse de la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire.

Mme Chantal Rouleau

Mme Rouleau : Merci beaucoup, Mme la Présidente. On voit, à travers le Québec, des enjeux pour les organismes communautaires qui doivent trouver de nouveaux logements, de nouveaux locaux parce qu'ils doivent quitter. C'est le cas dans certaines écoles, par exemple, qui reprennent leurs fonctions primaires, si je peux m'exprimer ainsi, d'éducation, évidemment.

Dans le plan d'action gouvernemental en action communautaire, il y a une mesure qui vise à ce qu'on puisse bien accompagner les organismes communautaires vers un logement adéquat. Je suis en train de travailler, Mme la Présidente, sur un programme. C'est un programme pour, justement, bien accompagner les organismes. On a d'abord fait un sondage auprès de tous les organismes communautaires du Québec pour connaître leurs besoins, leur capacité d'action. Veulent-ils être locataires, propriétaires? Y a-t-il possibilité de mutualisation entre différents organismes? Enfin, c'est un sondage important qui nous a donné beaucoup d'informations. Et je vais continuer à travailler sur ce programme...

La Présidente : Première complémentaire.

M. Haroun Bouazzi

M. Bouazzi : Très heureux d'apprendre que Mme la ministre fait des sondages. Ceci étant dit, ce n'est pas vraiment le problème. Nous, ce qu'on demande, ce n'est pas de construire un nouveau logement, il est déjà prévu. Tout ce qu'on veut, c'est un moratoire de trois ans, le temps que ces nouveaux logements soient là. Le fédéral vient de débloquer 15 millions, vous n'avez pas... Le ministre des Finances voulait quelque chose qui ne coûte pas d'argent? Celle-là, elle ne coûte pas d'argent, on vous demande juste d'attendre.

Est-ce que, s'il vous plaît, vous pouvez intervenir pour que les groupes aient le temps d'accéder à ces nouveaux locaux?

La Présidente : Et je vous rappelle que vous vous adressez à la présidence. La réponse de la ministre.

Mme Chantal Rouleau

Mme Rouleau : Je veux faire une petite correction, Mme la Présidente. Oui, la députée qui était ministre et qui n'est pas ministre, enfin, en pleine élection, a fait une annonce de 15 millions, mais qui n'est pas attachée nulle part. Alors, c'est un 15 millions qui, je l'espère, lorsqu'il y aura un nouveau gouvernement, sera utile, et on pourra trouver l'espace financier au gouvernement fédéral pour aider l'organisme. Mais en ce moment ce n'est malheureusement pas une réalité.

Alors, je répète, Mme la Présidente, que c'est une grande préoccupation que de voir des organismes qui doivent être délogés. Et je suis non seulement préoccupée, mais j'y travaille.

La Présidente : ...complémentaire.

M. Haroun Bouazzi

M. Bouazzi : L'annonce a été faite alors que la ministre était encore ministre, la veille qu'elle soit candidate. Ceci étant dit, je ne peux pas croire, Mme la Présidente, qu'on est là. Pour une fois, on leur demande d'attendre. C'est un gouvernement qui passe son temps à retarder tous les projets. Dans ma circonscription, l'école Sophie-Barat va être livrée en 2032. Dans Ahuntsic, on a mis à la porte des services, les travaux n'ont toujours pas commencé. Et je ne vous parle pas d'autres écoles.

Pour une fois, s'il vous plaît, c'est vraiment utile, attendez trois ans avant de les mettre à la porte. Ils ont des locaux...

La Présidente : Et je vous rappelle que vous posez votre question à la présidence. La réponse de la ministre.

Mme Chantal Rouleau

Mme Rouleau : Mme la Présidente, j'ai reçu toutes les correspondances sur ce dossier-là. Nous sommes évidemment en lien avec l'organisme et avec les organisations qui sont responsables. Il y a cette demande qui a été faite. Il y a peut-être d'autres solutions. On travaille sur des solutions, Mme la Présidente. Celle-là n'est peut-être pas la bonne solution, parce qu'il y a d'autres enjeux. Mais c'est certain, Mme la Présidente, que de m'assurer, de par mon rôle et avec les outils qu'on a, comme le plan d'action gouvernemental, qui était attendu depuis 15 ans par les organismes et que nous avons mis en place avec 1,1 milliard de dollars... bien, Mme la Présidente, on travaille et je travaille avec les équipes pour régler ce genre de situation.

La Présidente : En question principale, je reconnais la députée de Robert-Baldwin. On l'écoute.

Nomination de Mme Assunta Gallo à titre de vice-protectrice du citoyen**Mme Brigitte B. Garceau**

Mme Garceau : Merci, Mme la Présidente. Dimanche, j'ai écrit au ministre des Services sociaux pour lui demander de revoir la nomination de Mme Assunta Gallo comme vice-protectrice du citoyen. Depuis sa nomination, j'ai reçu de

nombreux témoignages de parents, d'intervenants et d'organisations inquiets, et pour cause. Mme Gallo a dirigé la DPJ du CIUSSS—Centre-Sud, un établissement au coeur de plusieurs scandales : des intervenantes sous enquête pour agression sexuelle sur des mineurs à Cité-des-Prairies, des centres de réadaptation qui tombent en ruine, comme le Mont-Saint-Antoine, et j'en passe. C'est ça qu'on a vu sous la gouverne de Mme Gallo. D'ailleurs, c'est le ministre lui-même qui a dû déclencher l'enquête policière sur Cité-des-Prairies, dû à l'inaction de Mme Gallo et son ancienne directrice nationale.

Mme la Présidente, comment le ministre a pu cautionner cette nomination?

La Présidente : La réponse du ministre responsable de la Langue française. Entre autres.

M. Jean-François Roberge

M. Roberge : Merci, madame... Merci, Mme la Présidente. J'apprécie la question de la collègue. Je pense qu'il faut prendre garde, lorsqu'on élève le ton, ici, et qu'on parle de personnes qui sont désignées par l'Assemblée nationale. Mme Gallo a été nommée au poste de vice-protectrice du citoyen. Je pense qu'elle devrait avoir toute notre confiance, puisque c'est quelque chose, c'est une nomination qui a été faite de concert ici, à l'Assemblée nationale, au terme d'un... au terme d'un processus rigoureux.

Je souligne que Mme Gallo, c'était la candidate que le Protecteur du citoyen a recommandée au gouvernement. Est-ce à dire que ma collègue n'a plus confiance dans le Protecteur du citoyen? On voit que ça semble une manie chez les collègues de l'opposition officielle.

J'invite ma collègue à prendre garde lorsqu'elle fait de telles interventions. Merci.

La Présidente : Et le ministre parlait à titre de ministre responsable des Institutions démocratiques. Cela met fin à la période de questions et de réponses orales.

Motions sans préavis

Comme il n'y a pas de votes reportés, nous allons passer à la rubrique Motions sans préavis. Pour ce faire, je vais céder la place au troisième... Ce n'est pas vous? Troisième vice-président de l'Assemblée nationale, me dit-on. C'est vous, le troisième vice-président. Et je vous remercie infiniment pour votre collaboration. Merci, tout le monde.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Alors, nous sommes bien à la rubrique des motions sans préavis. En fonction de nos règles et de l'ordre de présentation des motions sans préavis, je reconnais maintenant un membre du groupe formant l'opposition officielle. M. le leader de l'opposition officielle.

• (15 heures) •

M. Derraji : Merci, M. le Président. Je sollicite le consentement de cette Assemblée afin de présenter la motion suivante conjointement avec le député de Taschereau, le député de Jean-Talon et la députée de Vaudreuil :

«Que l'Assemblée nationale constate que le gouvernement caquiste a retiré du Plan québécois des infrastructures 2025-2035 le projet de voies réservées visant à desservir la Couronne Nord de Québec;

«Qu'elle rappelle que, selon le site internet de la Coalition Avenir Québec, il était prévu que "Les voies réservées se déploieront sur les axes où les épisodes de congestion sont les plus fréquents. Les temps de déplacement seront significativement diminués. Ainsi, le recours aux bus électriques qui circuleront sur ces voies deviendra une option très attrayante pour les citoyennes et les citoyens de secteurs où la voiture était jusqu'à maintenant le seul moyen de transport envisageable.";

«Qu'elle rappelle que ce projet de voies réservées visait notamment à permettre aux résidents de la Couronne Nord de la ville de Québec d'avoir accès au projet de tramway;

«Qu'elle constate que ce revirement de situation n'est qu'un des nombreux épisodes d'improvisation et de tergiversation du gouvernement caquiste en matière de transports et de mobilité durable;

«Qu'enfin, elle constate que le gouvernement caquiste abandonne les banlieues de Québec, qu'il n'a aucun plan crédible pour lutter contre la congestion routière à Québec, que la mobilité durable ne semble pour lui qu'un slogan et qu'il est incapable de livrer de grands projets d'infrastructures.»

Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Y a-t-il consentement pour débattre de cette motion?

Une voix : ...

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Il n'y a pas de consentement.

J'inviterais, avant de transférer la parole pour la prochaine motion, je vous invite, collègues...

Des voix : ...

Le Vice-Président (M. Benjamin) : S'il vous plaît! S'il vous plaît! Je vous invite à porter attention à la personne qui prend la parole. La parole revient maintenant à un membre du deuxième groupe d'opposition. M. le député de Jean-Lesage.

M. Zanetti : Merci, M. le Président. Je sollicite le consentement de cette Assemblée pour présenter la motion suivante :

«Que l'Assemblée nationale dénonce les attaques idéologiques contre la liberté académique en recherche universitaire, qui visent notamment les mesures de diversité, d'équité et d'inclusion ainsi que la recherche sur le climat et la justice environnementale, tant aux États-Unis sous l'administration Trump, qu'au Canada, où le chef conservateur Pierre Poilievre souhaite revoir les critères d'attribution des fonds fédéraux pour la recherche universitaire;

«Qu'elle affirme que la liberté académique en recherche doit être protégée et défendue contre toute tentative d'ingérence politique.»

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Y a-t-il consentement pour débattre de cette motion?

Une voix : ...

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Il n'y a pas de consentement.

La prochaine motion revient au troisième groupe d'opposition, et je reconnais M. le chef du troisième groupe d'opposition.

Réitérer le droit du Québec de veiller à ses propres intérêts sur le plan économique

M. St-Pierre Plamondon : Merci, M. le Président. Je sollicite le consentement des membres de cette Assemblée, conjointement avec la députée de Verdun, afin de présenter la motion suivante :

«Que l'Assemblée s'oppose à la volonté du premier ministre canadien d'instaurer "une économie canadienne au lieu de treize";

«Qu'elle affirme que les intérêts économiques du Québec ne sauraient être sacrifiés au profit de l'intérêt d'autres provinces ou territoires sur la base du concept qu'il y aurait une seule économie canadienne, et non treize;

«Qu'elle réitère le droit du Québec de veiller à ses propres intérêts, notamment sur le plan économique, culturel et linguistique, en fonction de ses priorités et de ses valeurs sociales distinctes, tout en oeuvrant à la réduction des barrières au commerce interprovincial.»

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Y a-t-il consentement pour débattre de cette motion?

Une voix : ...

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Consentement, sans débat. M. le député de Matane-Matapédia.

M. Bérubé : ...le vote, M. le Président.

Mise aux voix

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Alors, le vote ayant été demandé, la période de vote est ouverte. La période de vote est terminée. Mme la secrétaire générale.

La Secrétaire : Pour : 104
Contre : 0
Abstentions : 1

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Cette motion est adoptée. M. le député de Matane-Matapédia.

M. Bérubé : M. le Président, j'aimerais qu'on envoie le résultat de cette motion au cabinet du premier ministre du Canada.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Ce sera fait, M. le député. Et, pour la prochaine motion, qui revient à un membre formant le gouvernement, je reconnais Mme la ministre de la Famille.

Affirmer que la sélection des enfants sur des bases religieuses, culturelles ou linguistiques n'a pas sa place dans les services de garde éducatifs à l'enfance

Mme Roy (Verchères) : Merci, M. le Président. Je sollicite le consentement de cette Assemblée afin de présenter la motion suivante conjointement avec la députée de Westmount—Saint-Louis, le député d'Hochelaga-Maisonneuve, le député des Îles-de-la-Madeleine, la députée de Vaudreuil et le député de Saint-Jérôme :

«Que l'Assemblée nationale affirme que la sélection des enfants sur des bases religieuses, culturelles ou linguistiques n'a pas sa place dans les services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés par l'État québécois.»

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Y a-t-il consentement pour débattre de cette motion?

M. Lévesque (Chapleau) : M. le Président, il y a consentement, sans débat. Je vous demanderais un vote électronique, s'il vous plaît.

Mise aux voix

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Alors, un vote électronique a été demandé. La période de vote est ouverte. La période de vote est terminée. Mme la secrétaire générale.

La Secrétaire : Pour : 105
Contre : 0
Abstentions : 0

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Cette motion est donc adoptée.
Et avant...

Des voix : ...

Le Vice-Président (M. Benjamin) : ...avant de passer à la prochaine rubrique, je demanderais à celles et ceux qui doivent quitter l'enceinte du salon rouge de le faire pour nous de manière discrète.

Avis touchant les travaux des commissions

Et je reconnais M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lévesque (Chapleau) : Merci beaucoup, M. le Président.

Donc, j'avise cette Assemblée que la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles va poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 69, la Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives, aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 19 h 15, à la salle Louis-Joseph-Papineau;

La Commission des transports et de l'environnement va poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 81, la Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement, aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 19 h 15, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine;

La Commission des institutions va poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 91, la Loi instaurant le Tribunal unifié de la famille au sein de la Cour du Québec, aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 19 h 15, à la salle Marie-Claire-Kirkland;

La Commission de la santé et des services sociaux poursuivra l'étude détaillée du projet de loi n° 83, Loi favorisant l'exercice de la médecine au sein du réseau public de la santé et des services sociaux, après les affaires courantes jusqu'à 19 h 15, à la salle Pauline-Marois.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Pour ma part, je vous avise que la Commission spéciale sur les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes se réunira en séance de travail le mercredi 2 avril 2025, de 7 h 30 à 8 h 45, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, afin d'organiser les travaux de la commission.

De plus, je vous avise que la Commission de l'économie et du travail se réunira en séance de travail le mercredi 2 avril 2025, de 8 heures à 8 h 30, à la salle Louis-Joseph-Papineau, afin de statuer sur la possibilité que la commission se saisisse de la pétition concernant une demande visant à doter les agents des services correctionnels du Québec de vestes de protection.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

À la rubrique, toujours, des renseignements sur les travaux de l'Assemblée, en raison du débat sur le discours du budget et de l'incertitude quant à la possibilité de tenir, cette semaine, un débat sur une affaire inscrite par les députés de l'opposition, j'ai été informé qu'il y aurait une entente afin de reporter au 9 avril la prochaine motion pouvant être proposée par l'opposition officielle sur la rubrique des affaires inscrites par les députés de l'opposition. Y a-t-il consentement? Consentement.

La période des affaires courantes étant terminée, nous allons maintenant passer aux affaires du jour.

Une voix : ...

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Ah! Attendez. J'ai M. le leader de l'opposition officielle. Renseignements sur les travaux. Allez-y, M. le leader.

M. Derraji : M. le Président, j'aimerais soulever une question au leader du gouvernement sur le fait que le député de Marquette a déposé une question dans notre feuilleton en date du 28 janvier dernier qui n'a toujours pas reçu

de réponse, après plus de 60 jours. Et, bien qu'il n'y ait pas de délai pour répondre, nous sommes d'avis, M. le Président, que la ministre responsable de la Métropole a déjà eu le temps pour répondre à cette question, qui traite notamment de la mobilité à l'aéroport de Montréal. Donc, nous aimerions, M. le Président, avoir une réponse à cette question, qui, je tiens à le rappeler... qui attend une réponse depuis plus que 60 jours. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Merci, M. le leader de l'opposition officielle. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lévesque (Chapleau) : Oui, merci beaucoup, M. le Président. Évidemment, au gouvernement, on se fait un point d'honneur de répondre à l'ensemble des questions. Évidemment, ce sera fait en temps et lieu. La réponse, évidemment, va venir incessamment. Merci beaucoup.

• (15 h 10) •

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Alors, je vous invite à poursuivre les échanges afin d'arriver à une entente concluante pour toutes les parties. Alors, merci, M. le leader officiel... de l'opposition officielle, M. le leader adjoint du gouvernement.

Affaires du jour

Affaires prioritaires

Reprise du débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions formulant un grief

M. le leader adjoint du gouvernement, nous allons passer, pour la suite des choses, aux affaires prioritaires.

À l'article 1 du feuillet, l'Assemblée reprend le débat ajourné plus tôt aujourd'hui sur la motion de M. le ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement ainsi que sur les motions formulant un grief présentées par M. le député de Marguerite-Bourgeoys, Mme la députée de Verdun, M. le député de Jean-Talon, M. le chef de l'opposition officielle, M. le député de Laurier-Dorion, Mme la députée de Chomedey, M. le député de Taschereau, Mme la députée de La Pinière, M. le député de Jean-Lesage, Mme la députée de Bourassa-Sauvé, M. le député de Maurice-Richard, Mme la députée de D'Arcy-McGee.

Avant de céder la parole au prochain intervenant, je vous informe qu'il y a 6 h 44 min 53 s d'écoulées à la première étape du débat. La répartition du temps de parole restant est la suivante : 3 h 11 min 31 s au groupe parlementaire formant le gouvernement, 1 h 46 min 27 s au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, 1 h 4 min 42 s au deuxième groupe d'opposition, 34 min 57 s au troisième groupe d'opposition et 7 min 30 s à M. le député de Saint-Jérôme. Je cède maintenant la parole à Mme la députée de Rimouski.

Mme Amélie Dionne (suite)

Mme Dionne : Rivière-du-Loup—Témiscouata, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Rivière-du-Loup—Témiscouata. Merci.

Mme Dionne : Ce n'est pas grave, c'est ma voisine. Alors, merci, M. le Président.

Donc, avant de se quitter, tout à l'heure, j'en étais rendue à parler de nos PME dans la circonscription, dans la région du Bas-Saint-Laurent, qui font partie du tissu économique de notre région et qui sont très importantes. Donc, lorsqu'on parle de PME, M. le Président, on parle aussi nécessairement des régions. Vous savez, comme je le disais ce matin, 90 % des interventions d'Investissement Québec touchent des entreprises de 200 employés et moins. Donc, il faut aussi aider nos PME en tenant compte des particularités, je vous dirais, de chaque région du Québec, parce qu'elles sont toutes différentes.

Et ça, bien, notre gouvernement l'a compris. À l'automne 2023, on a mis en place le Programme développement économique pour l'aide à la... à la redynamisation, pardon, des territoires, communément appelé le programme DÉPART, pour appuyer financièrement les entreprises des MRC les plus dévitalisées. Vous savez, c'est un programme qui a été grandement applaudi dans ma circonscription, puisque ma circonscription touche 42 municipalités, dont trois MRC. Et je vous dirais, M. le Président, que deux de mes MRC font partie des MRC les plus dévitalisées, donc, font partie, bien évidemment, des MRC qui sont ciblées par le programme DÉPART.

Donc, vous savez, cette initiative de notre gouvernement permet d'octroyer des contributions financières à des projets innovants qui s'inscrivent... oui, des projets innovants, mais aussi qui s'inscrivent dans les priorités de nos MRC. Donc, c'est d'autant plus important parce que, là, maintenant, on respecte les particularités des régions, on prend le temps d'écouter ce que les MRC ont à prioriser comme projets. Et justement, les contributions financières, les programmes qui sont retenus, les projets font partie, justement, des priorités de nos MRC visées. Donc, ce sont des investissements, bien entendu, puis la création de nouveaux produits et procédés qui sont ciblés. Donc, quand on parle de diversification et d'innovation dans un contexte économique difficile, je pense que ce programme-là vient nettement répondre aux besoins et aux attentes de nos régions, et plus particulièrement, M. le Président, de nos MRC les plus dévitalisées, mais aussi qui contiennent énormément de PME et d'entreprises manufacturières.

Quand on parle de diversification et d'innovation dans le contexte... bien, comme je le disais, notre objectif, justement, pour atteindre cela, c'est bien sûr de dynamiser nos régions. Donc, je pense que le programme DÉPART vient y répondre.

Et vous savez, M. le Président, au budget, l'année dernière, on avait annoncé un premier 50 millions également pour le Fonds régions et ruralité, un nouveau volet, le volet Commerces de proximité. Donc, quand on parle de dynamiser nos communautés rurales, nos petits milieux, vous savez, hier, j'annonçais dans ma circonscription quatre projets qui touchent des services de proximité. Donc, je pense que ce programme également répond à notre objectif de dynamiser nos petites communautés, des services essentiels qui nous permettent d'être plus attractifs, qui permettent aussi, justement, à nos entreprises de pouvoir recruter de la main-d'oeuvre, hein? Quand on parle des services essentiels comme des épiceries, des stations-service... Donc, c'est une très bonne nouvelle, M. le Président, pour ma circonscription, hier. C'est plus de 468 000 \$ pour un premier appel de projets. Donc, j'invitais d'ailleurs les entrepreneurs de ma région à appliquer dans le deuxième appel de projets qui se termine le 2 mai.

Vous savez, pour permettre la réalisation des projets d'entreprise qui peuvent parfois s'échelonner certainement sur plusieurs années, le gouvernement a aussi prévu un 15 millions de dollars sur deux ans à compter de 2026-2027. Donc, ces sommes s'ajoutent déjà au budget qui est disponible pour le programme, ce qui est, pour ma part, une excellente nouvelle.

Bien, pour un Québec plus fort et plus prospère, on doit vraiment poursuivre nos efforts pour accélérer le développement économique local et régional. Donc, je vous le disais tout à l'heure, chaque région du Québec a ses particularités. Je pense que de faire des programmes en fonction du respect de ces spécificités-là, et non de faire du mur-à-mur, je pense que c'est... voilà la porte gagnante qu'on doit continuer. Alors, c'est sûr qu'on entend continuer d'agir pour améliorer la capacité de nos économies régionales à contribuer à la création de richesse, et c'est sûr qu'on veut tenir compte des nombreux défis auxquels ils font face présentement. Afin d'y parvenir, bien, notre gouvernement prévoit 9 millions de dollars sur trois ans, dans le cadre du budget 2025-2026, pour accélérer le développement économique local et régional.

M. le Président, notre gouvernement a bien compris que chaque région possède ses enjeux. Donc, c'est pour cette raison-là qu'on souhaite travailler de pair avec nos élus et nos acteurs locaux. Alors, ce serait sous forme d'ententes sectorielles entre les MRC et les ministères qui ont des vocations économiques, notamment par le biais de tables de concertation régionales qui seront mises en place pour, entre autres, appuyer financièrement des projets et certains secteurs d'activité. On veut également profiter de ces tables... de ces ententes sectorielles également pour répondre vraiment à certaines problématiques, mais qui concernent les régions spécifiquement touchées par ces problématiques-là. Donc, vraiment, des ententes sectorielles qui vont permettre d'avoir un oeil sur ce qui se... sur les défis que vivent nos régions et pouvoir ainsi trouver des solutions pour améliorer ces enjeux.

M. le Président, l'industrie touristique, au Bas-Saint-Laurent, bien, ça fait partie de notre ADN régional. Donc, avec nos acteurs de cette économie, qui est essentielle pour la vitalité de nos municipalités, plusieurs initiatives locales ont été soutenues par notre gouvernement au cours des dernières années, puis on entend vraiment poursuivre ce soutien. Vous savez, en ces temps d'incertitude économique, l'industrie touristique peut devenir une belle et grande opportunité pour nos régions et, justement, pour diversifier nos économies locales et protéger les emplois. Donc, pour ce faire, 200 millions ont été annoncés au dernier budget pour soutenir son développement. Donc, ça se traduit, encore une fois, par des initiatives régionales, dont le soutien aux festivals et événements. Donc, c'est certain que, pour les régions comme la mienne, dans ma circonscription, les événements et festivals ont des retombées économiques majeures sur notre industrie touristique.

Également, le renouvellement des ententes de partenariat régional. On investit également 20 millions au Programme d'appui au développement des attraits touristiques, et ces ententes d'investissement permettront, sans aucun doute, de stimuler l'économie locale, protéger nos emplois en région et miser sur des initiatives comme, par exemple, l'agrotourisme et le tourisme hivernal. Vous savez, on veut poursuivre la saison touristique au-delà de la période estivale, et je pense que nos régions possèdent toutes les richesses naturelles incroyables pour qu'on puisse développer cette industrie-là quatre saisons.

Bien entendu, je vous parlais du secteur forestier tout à l'heure. J'aimerais un peu revenir là-dessus parce que, dans le Bas-Saint-Laurent, c'est un secteur qui représente plus de 10 % de notre PIB régional. Donc, c'est un secteur qui a des retombées économiques majeures. Quand on pense à plusieurs défis que vit l'industrie touristique présentement, comme les changements climatiques, la fluctuation des marchés internationaux, la menace des tarifs et la pénurie de main-d'oeuvre, dans notre... dans le dernier budget, notre gouvernement a agi concrètement, avec des investissements qui sont stratégiques pour protéger l'industrie et garantir également sa compétitivité.

• (15 h 20) •

M. le Président, je prends aussi quelques minutes pour vous parler du nouveau régime d'aide fiscale, qui comporte deux mesures-phares qui permettront aussi de simplifier et renforcer, je vous dirais, le soutien à nos entreprises. Donc, on parle du nouveau crédit d'impôt pour les activités de recherche, d'innovation et de commercialisation, qui a été introduit pour remplacer huit mesures fiscales, donc, de façon à bonifier puis à améliorer le processus pour qu'il soit plus efficace, bien entendu, tout en offrant aux entreprises de poursuivre leurs activités. Deuxièmement, aussi, le régime préférentiel pour les propriétés intellectuelles, donc, qui est déjà en vigueur et qui consiste aussi en une déduction incitative pour la commercialisation des innovations. Donc, à cet effet, ce qui est d'autant plus intéressant pour nos entrepreneurs, c'est que la taille de l'entreprise ne sera pas déterminante pour le taux d'aide disponible, mais ce sera plutôt le volume des dépenses admissibles pour l'entreprise. Donc, c'est une excellente nouvelle pour nos entrepreneurs.

C'est bien entendu, ceci encouragera et maximisera également les activités d'innovation par des incitatifs, tels le taux de 30 % pour le premier million de dollars de dépenses admissibles et qui excèdent un seuil d'inclusion et le taux de 20 % pour toutes dépenses admissibles au-delà de cette limite établie.

Pour conclure, M. le Président, j'aimerais revenir sur le Plan québécois des infrastructures qui a été bonifié, on va se rappeler, de 7 %. On parle maintenant d'un PQI total de 164 milliards de dollars. Donc, on l'a dit d'entrée de jeu, pour... justement, en cette incertitude économique, on souhaite accélérer des programmes, des projets d'infrastructure. Donc, pour y arriver, on devait bonifier le PQI.

Vous savez, pour la région du Bas-Saint-Laurent, c'est 3,8 milliards qui sont planifiés, donc c'est près de 2,5 % du total du PQI. Donc, c'est... pour notre région, on s'entend que 2025-2035, on va ajouter 2,1 milliards d'investissements en infrastructures seulement dans la région du Bas-Saint-Laurent. Donc, ce sera pour les cinq prochaines années.

Donc, pour notre circonscription, je vous dirais, M. le Président, que le PQI est synonyme de projets très attendus, je vous dirais, par les citoyens de ma circonscription depuis plusieurs années.

Tout d'abord, on parle de l'autoroute 85 qui pourra enfin être terminée. Donc, on va pouvoir achever les derniers tronçons de cette autoroute qui relie Rivière-du-Loup, Nouveau-Brunswick. Donc, je vous dirais que c'est... pour le développement touristique, la sécurité de nos citoyens, pour l'économie régionale, c'est un axe routier majeur dont les gens sont très fiers.

Il y a également le prolongement de l'autoroute 20 au Bas-Saint-Laurent qui demeure toujours à l'étude dans le PQI. On se souviendra, M. le Président, que ce projet avait été retiré du PQI, et, dès notre arrivée au gouvernement, nous l'avions remis parce qu'on savait que c'était une priorité pour les gens du Bas-Saint-Laurent, pour ma... les gens de ma circonscription, bien entendu.

Toujours en infrastructures routières, eh bien, je suis très heureuse de constater que, dans le PQI, on poursuit les travaux de préparation du projet de réaménagement de la route 293. Donc, ce sont des travaux très attendus par les citoyens depuis plusieurs années, essentiels à notre communauté, parce qu'on vise... ce sont quatre courbes qui sont dangereuses, donc on vise vraiment la sécurité des citoyens. Donc, ça, je sais que c'est très attendu.

Et puis finalement, un autre projet, celui de la rénovation du poste d'opération de la Sûreté du Québec au Témiscouata. Ça aussi, on en parle depuis longtemps. Donc, ce projet a non seulement été priorisé par notre gouvernement, mais également inscrit officiellement au programme des infrastructures de notre gouvernement.

En conclusion, M. le Président, je pense que ce qu'il faut retenir du budget déposé, bien, ce sont des efforts qui sont mis sur l'économie pour répondre aux impacts de l'imposition des tarifs douaniers, bien entendu. On a quand même aussi un 6,8 milliards de dollars pour soutenir les Québécois. On protège les services, notamment en santé et en éducation. On maintient une bonne gestion et une saine gestion des finances et, bien évidemment, on améliore le régime fiscal avec près de 3 milliards sur cinq ans. Et finalement, pour 2029-2030, on souhaite un retour à l'équilibre budgétaire. Donc, merci beaucoup, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Merci, Mme la députée de Rivière-du-Loup—Témiscouata. Nous poursuivons toujours le débat sur le discours sur le budget. Je reconnais Mme la députée de Mercier.

Mme Ruba Ghazal

Mme Ghazal : Merci, M. le Président. Écoutez, j'écoutais la collègue de Rivière-du-Loup—Témiscouata, puis, vraiment, vous allez peut-être être étonné de ce que je vais vous dire, moi aussi, je trouve que ce budget de la CAQ, ce budget du gouvernement, bien, il n'y a rien à dire, c'est très bon, c'est sur la coche, ça remplit toutes les promesses, c'est vraiment excellent, extraordinaire. Je vous vois surpris, M. le Président, de m'entendre dire ça, en vous disant : Mon Dieu, qu'est-ce qui se passe, qu'est-ce qu'elle va nous annoncer? La gang de chialeux, hein, comme nous a nommés le premier ministre, bien, on n'a rien à dire. Comment ça se fait? Bien, M. le Président, on est quoi, aujourd'hui? On est le 1er avril. Donc, c'était un poisson d'avril, donc retirez vos applaudissements.

Motion formulant un grief

Écoutez, juste avant que j'oublie, normalement je fais ça à la fin, mais je vais le faire tout de suite pour vous montrer à quel point c'était un poisson d'avril, ce que je venais de dire. Je veux tout de suite déposer une motion de grief sur le budget, pour ne pas oublier de le faire. Et je vais la nommer comme suit :

«Que l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ de ne pas répondre, à travers son budget, aux vraies doléances des travailleurs et des travailleuses, ceux et celles qui sont les vrais créateurs et créatrices de la richesse.»

Donc, je vais déposer ça à l'instant, M. le Président.

Juste avant de parler du budget, je veux nous rappeler ce qu'on a vécu la semaine passée. S'il y en a qui en doutaient encore, bien, la semaine passée, on a eu la confirmation que le gouvernement de la CAQ ne travaille pas pour l'intérêt collectif, ne travaille pas pour le bien commun. On a ici, devant nous, un gouvernement qui a bâillonné les oppositions, qui a bâillonné l'Assemblée nationale, qui a fait passer un projet de loi sur... dans la gorge de l'Assemblée nationale. Et ce n'est pas un projet de loi qui était fait pour construire plus de logements, ce n'était pas un projet de loi qui a été fait pour nous assurer d'aider les familles québécoises, les Québécois et Québécoises qui en arrachent avec la crise du coût de la vie, ce n'était pas non plus un projet de loi pour augmenter le salaire minimum. Évidemment, ils ne nous auraient pas bâillonnés, on aurait travaillé avec plaisir sur ces projets de loi là. Mais non, c'était un projet de loi qui a été fait sur mesure pour une entreprise américaine de déchets dangereux, pour lui faire économiser 100 millions de dollars.

Là, le gouvernement pense que, parce qu'ils ont passé ce projet de loi là, que c'est terminé, qu'on n'en parle plus, que c'est fini. Bien, ce n'est pas vrai, parce que l'indignation de la population continue, M. le Président. Il va y avoir une manifestation, samedi, on va être quelques députés de Québec solidaire présents. On va écouter avec la plus grande attention ce que va dire la cour face à la demande d'injonction de la ville de Blainville et de la CMM.

Il y a aussi... l'indignation est tellement, tellement forte, Moi, j'ai reçu, dans mon comté, même des enfants, des jeunes qui nous disent : Pourquoi est-ce que le gouvernement saccage notre environnement? Il y a une lettre qui m'a beaucoup, beaucoup touchée, puis j'invite tous les députés, y compris les députés de la CAQ, je les invite à la lire, c'était dans *Le Devoir* d'aujourd'hui, Alexis Lafrance, 13 ans, Léanne Tremblay, 14 ans, dans les Laurentides, et qui disent quelque chose de très simple, ils disent : «Les humains ont tendance à oublier que l'argent ne fait pas respirer. En autorisant l'enfouissement de déchets dangereux dans ce milieu humide, c'est comme si on décidait de choisir la liasse de billets plutôt que la bouteille d'oxygène.» C'est quelque chose de base que des enfants de... des adolescents de 13 et 14 ans disent, et ils sont indignés, puis ils pensent à tout... Ce projet de loi là, ce qu'il a fait, c'est qu'il balaie dans la cour des générations futures des déchets dangereux. Il détruit une tourbière qui offre tellement, tellement pour l'environnement puis pour nous aider aussi à lutter contre la crise climatique, la crise climatique dont on parle moins à cause des tarifs de Trump, mais elle n'est pas terminée. On va... on paie, en ce moment, le prix de cette crise-là et on va continuer de payer de plus en plus cher. Et le projet de loi de la CAQ va exactement à l'encontre du bien commun, et c'est une indignation immense, et les Québécois et Québécoises, pas seulement les citoyens et citoyennes de Blainville, ne vont pas l'oublier.

Au même moment, dans la même semaine où est-ce qu'on a eu ce projet de loi qui nous est passé sur la gorge, le gouvernement a déposé, a présenté un budget avec un déficit historique de 14 milliards de dollars. Là, les gens, la question qu'ils se demandent : 14 milliards, mais où ça passe? C'est passé où? Les annonces de coupures s'accumulent les unes à la suite des autres. On le voit dans le système de santé, on le voit dans des programmes, en éducation, où est-ce que ce n'est pas évident pour les profs, pour les directions, de dépenser. Il y a plein de programmes qui ont été... de projets ou de programmes budgétaires qui ont été coupés, notamment dans les cégeps, dans les universités. Donc, l'argent est passé où? Où est-ce qu'il a été investi? Est-ce que le gouvernement de la CAQ l'a mis dans les rénos ou au casino? Il a plutôt joué avec notre argent. Ça a été dénoncé à plus d'une reprise, puis on va continuer à le faire, le gouvernement a fait un gaspillage immense des fonds publics. Ça se prétend être un gouvernement de gestionnaires, de comptables. Bien, on a la preuve que ce n'est pas vrai ou, en tout cas, si c'est des bons... si c'est des gestionnaires, ce ne sont pas des bons gestionnaires.

Juste avec le nouveau système informatique de la SAAQ, ça a coûté 500 millions de dollars en dépassements, 500 millions, et ce n'est pas terminé. Là, on va entendre la commission d'enquête, là, mais ce n'est pas terminé. Ça a été géré par un ministre qui avait promis, hein, il avait promis, depuis 2015, de tasser les incompetents, mais qui a fini par se tasser lui-même.

Il y a eu Northvolt, la CAQ a acheté un terrain à prix d'or pour une start-up québécoise, on leur a donné plein de capital. Le premier ministre nous a dit : Il n'y a pas de risque. Il n'y a pas de risque, inquiétez-vous pas. Le nombre de fois que les oppositions, les chialeux, la gang de chialeux, ont posé des questions, puis là il disait : Il n'y a pas de risque, il n'y a pas de risque. Finalement, la start-up est en train de faire faillite, c'est ce qu'on voit, on a perdu notre argent, puis le ministre, aussi, qui a causé ce fiasco, lui aussi, on l'a perdu, puis ça, on n'est pas très malheureux de l'avoir perdu.

• (15 h 30) •

M. le Président, la liste continue, elle est longue. Les autobus électriques, les Espaces bleus, Le Panier bleu, le troisième lien, c'est une liste infinie de gaspillages. Et, tout ce que la CAQ touche, puis ça, les Québécois et Québécoises le voient, il y a deux choses qui arrivent : ça coûte extrêmement cher puis c'est fait tout croche.

Puis là j'entendais le ministre des Finances nous dire : Bien là, on dit qu'on n'est pas des bons gestionnaires, mais tout ce que j'entends, c'est seulement des propositions de dépenses supplémentaires. Bien, il y a comme un manque de créativité incroyable de la part du ministre des Finances puis du gouvernement de la CAQ.

Dans un budget, là, pour des gestionnaires, ils devraient savoir ça, il y a deux colonnes. Il y a la colonne des dépenses, mais il y a aussi la colonne des revenus. Et la colonne des revenus, ça, on ne la regarde pas du tout. C'est comme si on disait qu'il faut augmenter les revenus de l'État québécois, donc il faut aller chercher dans l'argent des plus pauvres. Pas du tout. Il y a plein d'argent qu'on peut aller chercher par différents moyens chez ceux qui en ont trop. Parce que, dans une société, quand il y a des gens qui souffrent puis qui sont très pauvres, c'est parce qu'il y en a d'autres qui sont plus riches, puis qu'eux autres, ils n'ont pas... ils ne s'occupent pas, là, de la fin du mois. Puis ça, la CAQ ne veut pas toucher à ça.

Puis après ça ils nous disent : Ah mon Dieu! Québec solidaire, ils pensent que l'argent touche... que l'argent pousse dans les arbres. C'est ça qu'ils nous disent tout le temps : Ah! Québec solidaire, il ne sait pas... ils ne savent pas compter. Mais le résultat de la CAQ, le résultat de ce budget, avec un déficit historique de 14 milliards de dollars, le résultat de tous ces fiascos causés par les soi-disant bons gestionnaires de la CAQ, bien, c'est quoi? C'est le résultat d'un gouvernement qui pense que l'argent pousse dans les arbres puis qui le gère mal. Et ça, je n'ai pas peur de le dire, puis on va continuer et le répéter. Puis les Québécois et Québécoises aussi sont d'accord avec ça.

Moi, je sens qu'il y a beaucoup de députés de la CAQ qui ne peuvent pas vraiment parler ou aller à l'encontre de ce que leur gouvernement dit, qui sont gênés par ce que le gouvernement est devenu. Ils sont gênés. Et je pense qu'on va entendre de plus en plus de voix, dans la CAQ, dire : Wo, minute! nous, on n'a pas... on n'est pas venus en politique pour ça.

On se rappelle, il y a six, sept ans, la CAQ nous a dit qu'elle voulait du changement. C'était ça, leur slogan, à l'époque : Nous autres, on va être compétents, on va gérer le budget et on va régler des problèmes en santé, des problèmes en éducation, dans les services publics, partout, on ne va pas faire de déficit puis on va avoir plus de services. Bien, on a le résultat, c'est exactement le contraire. Ce n'est pas du tout, du tout ça qui se passe. On a 14 milliards de déficit. Si, au moins, il y avait plus de services publics, si, au moins, les gens n'attendaient pas en ligne pour avoir des services du système de santé, si les gens n'étaient pas sur des listes d'attente, si les gens n'étaient pas obligés d'aller au privé puis se serrer la ceinture, au moins, on dirait que ça vaut la peine, ce 14 milliards de déficit, mais ce n'est pas le cas, M. le Président. Ce n'est pas le cas. C'est vraiment une promesse, une autre parmi plein de promesses brisées de la CAQ.

Nous, on a été le seul... Québec solidaire, on a été le seul à le dire, ce budget-là, c'est un budget de l'austérité. Il y a eu l'austérité libérale qui a été décriée. Les Québécois et Québécoises ont souffert de l'austérité libérale. Maintenant, c'est le tour de l'austérité de la CAQ. Ils vont arrêter d'investir en éducation. Le premier ministre nous disait : C'était ma... C'est sa grande priorité. Il l'avait dit, je me rappelle très bien, dans son discours, au début, là, de son mandat, en 2018, que c'était sa priorité. Bien, on voit que ce n'est pas du tout le cas en ce moment.

La même chose qui se passe au ministère de l'Environnement. Ce n'est pas le ministère de l'Environnement qui reçoit plein, plein d'argent dans ce budget. Mais ça, c'est correct, là. Ça n'a jamais été une priorité de la CAQ, de toute façon. Puis, en santé, ça va de plus en plus mal. Santé Québec n'est pas en train de régler aucun problème. On n'est pas en train de rapprocher notre système de la population. On n'est pas en train de donner plus de services. C'est moins de services puis c'est plus de cadres qui reçoivent de l'argent. Donc, pour ce qui est de l'efficacité puis de la bonne gestion, on repassera, M. le Président. Ce n'est pas avec la CAQ qu'on va voir ça.

Il y a deux éléments, entre autres, là, mais il y en a deux dont je vais parler, qui sont oubliés dans le budget de la CAQ. C'est le logement puis les femmes. Si vous regardez, M. le Président, le budget de la CAQ, on voit que ça ne fait pas honneur ou ça ne répond pas à la crise immense qu'on vit en matière de logement. C'est une crise historique en matière de logement. C'est la plus grande crise qu'on vit depuis les 40 dernières années au Québec. Puis, dans le budget, qu'est-ce que le gouvernement a trouvé de bon à faire dans son budget? 0 \$, 0 \$ pour investir, pour construire de nouveaux logements, alors qu'on vit une crise historique du logement.

Je suis certaine qu'il y a des députés de la CAQ qui reçoivent plein de gens, dans leurs comtés, qui leur parlent de leurs augmentations de loyer. On a une augmentation, aussi, de loyer historique, et il n'y a pas de construction de nouveaux logements. C'est vraiment la recette parfaite pour qu'on ne sorte jamais de la crise du logement. À pleines pages, tous les jours, en plus des gens qui viennent dans nos comtés, qui viennent dans les comtés de la CAQ, à pleines pages, à tous les jours, comme aujourd'hui dans *Le Journal de Montréal*, on voit des gens qui reçoivent des augmentations de 50 %, un père de famille, Nicolas Andrieu, qui a des enfants de 13 et 15 ans, qui vient d'avoir une augmentation de 150 \$. 150 \$, c'est énorme, immense. Il y en a qui reçoivent leur loyer... Il y en a d'autres, qui n'osent pas parler parce qu'ils ont peur des repréailles de leurs locataires, qui ont un loyer à 1 010 \$, et maintenant c'est rendu 1 500 \$. C'est immense. C'est combien d'épiceries, ça, par mois, que ces personnes-là doivent se priver pour pouvoir payer leur loyer?

À Québec solidaire, on fait des propositions. La gang de chialeux, comme nous dit le premier ministre, on a fait des propositions. On a demandé, de façon exceptionnelle cette année, de ne pas suivre l'indice du TAL, qui est une augmentation de 5,9 %, et de plafonner l'augmentation à l'inflation. C'est très raisonnable. C'est ce que le gouvernement a décidé de faire avec les augmentations pour l'hydroélectricité, pour Hydro, la facture d'Hydro-Québec. Pourquoi il ne fait pas la même chose avec la hausse des loyers, alors que les gens ont des augmentations de 50 %, M. le Président? C'est... Moi, je n'en reviens pas, de l'insensibilité de ce gouvernement-là.

Et je suis certaine qu'il y a des députés à la CAQ qui chialent. Eux aussi chialent, puis avec raison, en disant à leur gouvernement : Il faut faire quelque chose, parce que, clairement, la ministre de l'Habitation puis le premier ministre, eux autres, ils sont totalement déconnectés de la réalité des locataires. Les locataires, ce n'est pas des minorités, là. Ce n'est pas deux, trois personnes, là. 40 % des Québécois et Québécoises sont locataires. C'est beaucoup de monde qui souffre ce moment au Québec.

Les femmes, maintenant, deuxièmes oubliées, les femmes. Ça nous prend des gestes forts, en ce moment, avec la montée des masculinistes, avec la montée des attaques aux droits des femmes qu'on voit au sud de la frontière, aux États-Unis, qu'on voit aussi dans certains propos et dans certains partis politiques au fédéral.

Au Québec, on a un consensus. On est une société féministe. Il y a un consensus sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais là, en ce moment, alors que les droits des femmes sont attaqués, on ne va pas juste se dire : On va se... commémorer les actions du passé puis les avancées des femmes. Ce qu'il faut, c'est avoir des gains. On a besoin... Les femmes du Québec ont besoin de bonnes nouvelles, et une des bonnes nouvelles qu'elles pourraient avoir, c'est, notamment, de rendre la contraception gratuite. 100 000, 100 000 personnes ont signé une pétition, que j'ai déposée à l'Assemblée nationale, qui demande que la contraception soit gratuite. Le premier ministre m'a dit : C'est une bonne idée. Je n'ai pas encore entendu la ministre de la Condition féminine. Qu'est-ce qu'elle en pense? Est-ce qu'on va la rendre gratuite?

La contraception gratuite, là, ce n'est pas une dépense. Je veux être bien claire auprès du ministre des Finances, ce n'est pas une dépense. Ça permet, oui, aux femmes, sur qui la charge et le poids de la contraception reposent, de faire des économies, mais ça permet aussi de faire des économies dans le budget du Québec. C'est reconnu dans... En Colombie-Britannique, ils l'ont fait. Au Manitoba, ils l'ont fait. Il y a eu une étude, en Colombie-Britannique, qui a montré que le gouvernement fait une économie en rendant la contraception gratuite. Voilà une façon de trouver de l'argent dans le budget, de trouver de l'argent pour réduire le déficit, mais aussi en protégeant les droits des femmes.

M. le Président, j'en aurais plein, de choses à dire par rapport aux exemples où les femmes, dans ce budget-là, ont été oubliées. Ce que je peux vous dire, c'est que l'austérité, là, l'austérité a un impact encore plus grand sur les femmes que sur la population de façon générale. Ça a été prouvé lors de l'austérité libérale. Il y a eu un livre qui est sorti, qui a dit : Pourquoi les libéraux n'aiment pas les femmes? Bien, il y a un livre qui est en train de s'écrire, là, puis ça va être : Pourquoi la CAQ n'aime pas les femmes? L'austérité, c'est reconnu, c'est mauvais pour les femmes, parce qu'il n'y a pas encore l'égalité salariale. Et ce n'est pas moi qui le dis. Les études le prouvent. C'est la réalité. Et ce budget-là n'est pas féministe.

Ce budget-là ne permet pas aussi d'assurer une égalité pour toute la population. On voit la différence entre les gens qui sont locataires et les gens qui sont propriétaires. Ce budget-là n'est certainement pas à la hauteur des besoins aujourd'hui au Québec, et malheureusement le 14 milliards de déficit, ce n'est pas pour répondre aux besoins des gens, c'était

pour éponger les fiascos et de... comme SAAQclic, et la mauvaise gestion de ce gouvernement, qui pense que l'argent pousse dans les arbres. Merci, M. le Président.

• (15 h 40) •

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Merci, Mme la cheffe du deuxième groupe d'opposition. Et nous poursuivons toujours dans ce débat sur le discours du budget. Je reconnais Mme la ministre de la Famille.

Mme Suzanne Roy

Mme Roy (Verchères) : Alors, merci, M. le Président. Ça me fait grand plaisir de prendre la parole aujourd'hui pour parler, justement, du budget qui nous a été présenté la semaine dernière.

En tout premier lieu, vous allez me permettre de féliciter mon collègue le ministre des Finances, qui devait jongler avec un contexte géopolitique avec lequel peu de ses prédécesseurs ont dû faire face. Force est de constater qu'il a réussi à présenter un budget responsable, malgré le contexte en dehors du contrôle du gouvernement du Québec. Il fait face à des mesures protectionnistes comme on n'en a jamais vu de la part de la nouvelle administration américaine.

Le ministre des Finances, M. le Président, notre gouvernement répond aux attentes de la population en continuant de se concentrer sur les priorités des Québécois, la santé, l'éducation, et tout ça accompagné de mesures qui visent à stimuler l'économie, des mesures importantes. On continue à faire les réformes pour le mieux-être des citoyens puis, comme ministre de la Famille, bien évidemment, pour le mieux-être aussi des familles.

Je me réjouis qu'on poursuive sans relâche le travail pour donner accès à des places de qualité et abordables dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Ces places, elles permettent de répondre aux besoins éducatifs des enfants tout en permettant à leurs parents, évidemment, de pouvoir retourner en toute confiance au travail. On le sait, la période de la petite enfance, elle est cruciale dans le développement de nos tout-petits. En investissant dans la petite enfance, bien, c'est dans nos adultes de demain qu'on investit.

Parlant d'investissements, le budget 2025-2026, il prévoit une somme, M. le Président, de 171 millions de dollars afin de soutenir l'accessibilité et surtout de maintenir des services qui répondent aux besoins de nos familles partout sur le territoire. Avec ces sommes, bien, on prévoit notamment convertir 1 000 places, en places non subventionnées, qui vont devenir des places subventionnées à contribution réduite. Ça, ça va porter à près de 11 000 places converties. C'est du jamais-vu. C'est du jamais-vu, M. le Président, depuis la création du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance. Cette initiative va permettre à autant de familles, justement, de bénéficier de tarifs à contribution réduite, 9,35 \$ par jour, en 2025. Puis ces places converties là, bien, elles s'ajoutent à l'ensemble des places à contribution réduite au Québec. Actuellement dans le réseau, on compte 247 000 places subventionnées au Québec.

Vous savez, notre réseau des services de garde, c'est un pilier pour les familles québécoises. D'ailleurs, ça a inspiré l'ensemble du Canada pour mettre en place des services de garde, justement, sur le modèle québécois.

Depuis le lancement du grand chantier en octobre 2021, notre gouvernement a créé 30 000 nouvelles places subventionnées. Là encore, c'est un record. La dernière fois qu'un gouvernement a fait à peu près le même nombre de places, ça a pris trois mandats. Oui, on a bien compris, trois mandats. Nous l'avons fait en un peu plus de trois ans.

Alors, je suis particulièrement fière des efforts accomplis aussi par le milieu familial, qui était en déclin depuis 10 ans. On a mis en place un projet en communauté pour les entreprises. Ça a permis de créer 2 000 nouvelles places. Aujourd'hui, on parle d'un total de 72 000 places en milieu familial, une augmentation de plus de 7 500 places depuis le lancement du grand chantier.

En plus, évidemment, de l'ajout de places subventionnées, notre gouvernement a aussi misé sur la conversion des places, comme je le mentionnais tout à l'heure, de places non subventionnées en places subventionnées. Aujourd'hui, en date du 1er avril, bien, c'est 40 000 familles de plus qui ont accès à des places subventionnées au Québec.

Et on ne s'arrêtera pas là. Notre réseau continue de se développer partout au Québec. En ce moment, là, il y a 15 000 places en réalisation, des places subventionnées. Alors, chaque mois, on a des pelletées de terre qui sont organisées, on a des inaugurations pour rendre accessibles, justement, ces places aux familles. Chaque jour, on travaille à moderniser le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance afin de répondre aux besoins des familles québécoises. C'est ce qui nous motive au quotidien, M. le Président, de poser ces gestes, de prendre des décisions pour faciliter l'accès aux places subventionnées pour les familles.

Notre engagement, il est très clair, on va compléter le réseau des services de garde. Le budget 2025-2026 est justement le signe de cette volonté du gouvernement d'investir dans la petite enfance. L'augmentation du nombre de places disponibles est d'ailleurs le reflet de la croissance du budget des dépenses du ministère de la Famille. Plus encore, le budget nous permet de maintenir des services répondant aux besoins des familles.

Par exemple, les enfants ayant des besoins particuliers requièrent un soutien qui est adapté pour pouvoir pleinement les intégrer à l'intérieur des services de garde éducatifs à l'enfance. Avec 82 millions de dollars sur cinq ans, on répond présent pour poursuivre, optimiser et moduler les allocations qui sont destinées, justement, à l'intégration des enfants vulnérables. On veut mieux les soutenir et soutenir encore plus ceux qui ont de grands besoins. D'ailleurs, 7,5 millions de dollars ont été injectés pour favoriser la participation des enfants ayant des besoins spécifiques aux activités des haltes-garderies communautaires, un autre grand réseau pour soutenir les familles au Québec, et 800 000 \$ vont être investis, en 2025-2026, pour prolonger la bonification de l'allocation versée aux prestataires qui offrent des services de garde à horaire non usuel.

Il y a aussi une somme de 2,8 millions de dollars qui est investie pour les Premières Nations afin, justement, de continuer à contribuer à leur autonomie en matière de services de garde éducatifs à l'enfance. Avec le portail d'inscription aux services de garde, nous allons ainsi moderniser le système d'inscription, favoriser l'égalité des chances pour tous les enfants.

Alors, comme je l'ai annoncé la semaine dernière à la présentation du projet de loi n° 95, loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde subventionnés, notre gouvernement, M. le Président, confirme son appui aux familles et à leurs besoins. 247 millions de dollars sur six ans sont prévus pour prolonger l'Allocation famille, incluant des mesures pour les parents endeuillés.

À titre de ministre responsable de la Montérégie aussi, je me réjouis également que le budget soit axé sur le choix d'une économie plus performante, plus innovante. En ces moments d'incertitude économique, c'est d'autant plus important. Et, comme l'a bien expliqué le ministre des Finances, la priorité de ce budget est de renforcer notre économie face à l'incertitude.

Dans mon rôle de ministre responsable de la Montérégie, je rencontre beaucoup de gens du milieu économique. J'avais d'ailleurs une rencontre, hier, pour connaître leurs besoins face à la situation avec laquelle on fait face avec les États-Unis, d'imposer des tarifs douaniers.

Vous savez, la Montérégie, elle arrive au premier rang du nombre d'emplois dans le secteur de la fabrication. On compte une large part des emplois manufacturiers liés à la fabrication de produits de consommation, d'aliments, de meubles. C'est la première région aussi en termes de superficie agricole. C'est dans notre région qu'on retrouve le plus grand nombre de producteurs maraîchers, de céréales, d'oeufs, de volaille, sans oublier, évidemment, de nombreuses fermes laitières, porcines, et j'en passe. Le budget répond à leurs préoccupations avec un investissement de 5,4 milliards de dollars pour rehausser le potentiel économique du Québec.

• (15 h 50) •

Notre gouvernement sera présent pour les entreprises en manque de liquidités, justement, en raison de ce conflit commercial. Notre gouvernement sera là pour augmenter les investissements dans les infrastructures. Nous serons là pour diminuer les barrières liées au commerce interprovincial. Nous serons là pour aider à améliorer la productivité, l'innovation et donner un meilleur accès à l'international. Notre gouvernement est là pour favoriser le développement du secteur agroalimentaire avec une somme de 200 millions de dollars.

M. le Président, je salue mon collègue des Finances et l'ensemble de notre gouvernement pour avoir agi de façon responsable. Je suis fière de ce qui est proposé aux Québécois et aux Québécoises. C'est un budget, M. le Président, pour un Québec fort. Merci.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Merci, Mme la ministre de la Famille. Donc, je vais reconnaître Mme la ministre du Tourisme.

Mme Caroline Proulx

Mme Proulx (Berthier) : Merci, M. le Président. Très heureuse d'intervenir dans ce budget-ci. D'abord, je tiens à remercier mon collègue avec le budget dans un contexte qui est assez difficile, avec un partenaire américain qui crée pas mal d'instabilité, on peut se le dire, beaucoup d'instabilité avec l'annonce des tarifs, qui seront annoncés par la Maison-Blanche probablement demain, des enjeux pour chacun des collègues dans chacune des régions. Entre autres, chez nous, dans Lanaudière, on pense à Bridgestone, un des plus grands employeurs de la région dans Lanaudière, qui craint, évidemment, des impacts sur les tarifs dans le secteur automobile, parce que toute la chaîne des pièces pourrait être impactée dès demain.

Puis, pour passer à travers, bien, cette grosse turbulence là, le gouvernement du Québec a choisi d'investir 5,4 milliards de dollars dans les cinq prochaines années, soutenir, dynamiser, accroître la capacité à innover, favoriser l'apport des régions dans la création de la richesse.

Mais surtout un moment pour se serrer les coudes et surtout un moment pour réaliser, comme le disait si bien Leonard Cohen, qui disait : «There's a crack in everything, that's how the light gets in», bien, «there's a crack» à l'industrie touristique. Pourquoi? Parce qu'il est le quatrième produit d'exportation. L'aéronautique, l'aluminium se sont glissés devant l'industrie touristique, les minéraux critiques et stratégiques, compte tenu de toute cette offensive de la filière batterie de notre gouvernement. L'industrie touristique est donc le quatrième produit d'exportation.

2023, c'est 4,1 milliards de devises étrangères. On dirait qu'il n'y a pas beaucoup de réactions pour 4,1 milliards à travers l'industrie touristique. 4,1 milliards de devises étrangères. 50 % des devises proviennent d'où, M. le Président? Bien, ils proviennent de nos collègues des États-Unis. Et c'est là que je vais répéter «there's a crack in everything, that's how the light gets in», parce que l'industrie touristique est, pour l'instant, le seul produit d'exportation consommé sur place qui est à l'abri des tarifs de la Maison-Blanche. Quatrième secteur d'exportation, 4,1 milliards de devises étrangères, 2,3 milliards uniquement des Américains.

On a une longue relation d'amitié avec nos voisins, particulièrement de la côte Est, qu'on appelle les «blue states». J'ai des cousins qui s'appellent Poulin, mais, dans le fond, c'est des Poulin, puis il y en a d'autres qui s'appellent des Gauvin, mais, dans le fond, c'est des Gauvin. On a... Chez nous, mon grand-père... mon arrière-grand-père, qui a emménagé sur la côte Est en 1880 quelques, pompes funèbres, avait des salons funéraires sur la côte Est américaine. Ils ont fait beaucoup d'argent à l'époque, quand même.

Une voix : ...

Mme Proulx (Berthier) : Oui, c'est ça. D'ailleurs, je porte la montre de mon arrière-arrière-grand-père, achetée à Boston en 1910. Bon, fin des parenthèses. Il reste qu'on a beaucoup de Québécois qui ont emménagé sur la côte Est et on a de longues relations d'affaires avec la côte Est américaine, que ce soit familial, économique ou touristique.

Là, on le voit, les Québécois, et je suis heureuse de voir qu'ils vont continuer de découvrir et redécouvrir le Québec, choisissent de ne pas aller aux États-Unis, compte tenu de la tension qui existe, de l'inquiétude de certains Québécois, aussi, ou Canadiens qui, pour un séjour de plus de 30 jours, vont avoir à passer à travers un système d'immigration qui est pas mal plus complexe que ce qu'on a vécu par le passé. Donc, bonne nouvelle, les Québécois vont rester au Québec. Et, dans les mesures du budget, il y en a, de l'argent pour les Québécois qui restent au Québec pour découvrir toutes nos belles régions. Mais il reste que «there's a crack in everything», et on va aller continuer de séduire les Américains sur la côte Est.

Prenons la Confrontation des 4 nations. Non, mais le Québec a-tu arrêté de vivre pour écouter la Confrontation des 4 nations? Bien, M. le Président, avec la Confrontation des 4 nations, dernier match à Montréal, un Centre Bell plein à craquer, attirer des touristes qui viennent de Buffalo, de New York, de Boston, qui se sont amenés à Montréal pour voir ces matchs extraordinairement excitants qui se sont passés à Montréal et qui sont soutenus, entre autres, à travers des programmes pour festivals et événements...

Festivals et événements, c'est près de 300 festivals et événements qu'on soutient partout à travers le Québec, du côté de mes collègues de la Beauce, de l'Abitibi-Témiscamingue, de Lanaudière, du Centre-du-Québec, bref, partout, mais une stratégie aussi pour aller chercher des grands événements sportifs à télédiffusion internationale. Pourquoi? Bien, on a une carte de visite extraordinaire qu'on ne pourrait pas se payer en campagne marketing, que ce soit la Confrontation des 4 nations, que ce soit le Grand Prix de formule 1 du Canada, qui va célébrer son 43^e anniversaire sur le Circuit Gilles-Villeneuve, M. le Président. Toronto aimerait ça avoir le Grand Prix de formule 1 du Canada. Vancouver, verte de jalousie que Montréal ait le Grand Prix. C'est des festivals et des événements comme celui-là qui font qu'on garde et on attire des touristes américains, entre autres avec le Grand Prix.

Le Festival d'été de Québec, je tiens à souligner que, cet été, il va y avoir Shania qui sera enfin de retour au Québec, Shania Twain, *Man! I Feel Like a Woman!*, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise, puis là, c'est ça, Shania, qui va attirer, elle aussi, bon nombre de touristes du reste du Canada, de l'Ontario, marché hyperimportant.

Tu sais, on parle d'accélérer les échanges commerciaux entre chacune des provinces. Bien, l'industrie touristique est à l'abri de ces mesures-là, c'est-à-dire que, nous, ça fait longtemps qu'on fait du commerce avec l'Alberta, avec la Colombie-Britannique, évidemment, avec nos partenaires voisins que sont l'Ontario.

Et donc ce 4,1 milliards de devises étrangères entrées en 2023, qu'est-ce que ça donne, dans le concret, pour dispenser d'autres services de l'État? Bien, c'est 600 millions. Alors, 4,1 milliards de dollars, c'est 600 millions dans les coffres de l'État. Notre objectif, ce n'est pas moins de rentrer 6 milliards de devises étrangères d'ici 2026, ce qui pourrait commencer à flirter, M. le Président, avec près de 1 milliard qu'on pourrait retourner dans les coffres de l'État. Indispensable, l'industrie touristique.

Puis je vais vous faire un aveu, M. le Président, c'est la première fois qu'on garde une ministre du Tourisme sept ans ou presque dans le même poste. Et, à une époque où j'étais dans les médias, on arrivait à la tête du ministère du Tourisme en attendant d'avoir un vrai ministère ou on était dans un vrai ministère et, puisqu'on parle de hockey, on était «benché», on tombait sur le cinquième trio. On les envoyait où? Au ministère du Tourisme.

Or, ce gouvernement-ci réalise à quel point, avec 4,1 milliards de devises étrangères juste en 2023, on va être plus que ça déjà en 2024... Mais ce gouvernement-ci réalise combien c'est important d'investir dans cette industrie-là qui, je le rappelle, dans un contexte très particulier, est à l'abri des tarifs.

Le Carnaval de Québec, tourisme hivernal, gros «push» l'année passée, 70 ans. Il y a même Bonhomme Carnaval qui est allé à Boston, un hit à Boston, Bonhomme Carnaval. Vraiment, on en sourit, mais c'est ça qui attire les gens. Festival de Jazz, on va célébrer les 45 ans du jazz, les 36 ans des Francos. Raison pour laquelle, M. le Président, festivals et événements, priorité dans le budget, 80 millions de dollars supplémentaires d'ici 2029-2030 pour continuer à soutenir toutes les régions du Québec, parce que, oui, le Grand Prix de formule 1, mais chacune des régions a des festivals, des événements qui leur sont extrêmement importants et qui arrivent à attirer des touristes d'un peu partout.

• (16 heures) •

On regarde juste du côté du sud du Québec, beaucoup de neige. Les Américains qui ont décidé de traverser la frontière cette année, skier Québec. De toute la frontière canado-américaine, bien, c'est au Québec que les Américains la traversent le plus dans une perspective de voyage. 1,7 million d'Américains traversent la frontière pour venir vivre l'expérience Québec, qu'elle soit dans une de nos trois portes d'entrée, Gatineau, la belle grande ville de Québec ou la ville de Montréal. Puis on va continuer à faire ça. Les projets d'investissement, on est là également avec un programme d'aide qui s'appelle le PADAT, qui va aider toutes nos entreprises à se moderniser, à être là pour continuer d'accueillir ces quelque 60 millions de visiteurs qu'on vise, M. le Président, pour 2026.

Alors, je vous invite à venir dans nos festivals, nos événements. Il y a longtemps qu'on n'a pas vu Shania. Alors, elle sera là le 12 juillet, M. le Président, ici, à Québec, et puis je vous invite à venir chanter *Man! I Feel Like Woman!* avec nous et tous ces touristes qui auront traversé la frontière. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Merci, Mme la ministre du Tourisme. Merci. Je reconnais maintenant M. le député de Jacques-Cartier.

M. Gregory Kelley

M. Kelley : Merci, M. le Président. C'est vrai, Leonard Cohen a eu raison, ça craque partout avec la CAQ, M. le Président. Ça, c'est la réalité. Et c'est vrai, oui, «there are cracks in the walls, and the light is coming in». On peut penser au Big O, où il y a des craques partout, puis l'argent de la CAQ tombe dedans, argent qui ne va jamais être bien utilisé.

Ce n'est pas grave. Elle sort, elle sort, elle sort. Mais, la réalité, il y a des craques partout avec le CAQ. Puis le gaspillage pour le Big O, ça va être un désastre. Ça va être un regret de ce gouvernement, un gouvernement qui a dépensé beaucoup d'argent sur un stade qui va un jour avoir le tour de Taylor Swift.

Bye-bye. Taylor Swift is already gone. The tour is over, Mr. Speaker, and is not coming back. And... Je vous garantis qu'elle ne va jamais, jamais, jamais jouer au Big O. Ça va être une perte d'argent qu'on était capables de peut-être utiliser sur les autres projets de la grande région de Montréal ou, quand même, ailleurs au Québec.

Et où ça craque partout, M. le Président, c'est sûrement le système de santé. Ça ne va pas bien. «There is no light coming in» avec le système de santé, présentement. Le système est mal géré de A à Z. On a créé Santé Québec. On dépense des millions et des millions de dollars sur Santé Québec, et c'est quoi, les résultats? C'est quoi, leur mission? On ne sait pas. Mais, à ce stade-ci, je sais que j'ai des gens dans mon comté, présentement, M. le Président, qui sont sur la liste d'attente pour avoir une colonoscopie. Une madame qui m'a écrit l'autre jour, et elle doit attendre huit à neuf mois, huit à neuf mois pour un examen, et présentement elle a déjà des douleurs sévères. La réponse du CIUSSS : Bien, si vous n'aimez pas le processus, présentement, fais une plainte. Ah! O.K. C'est quoi, la réponse de Santé Québec? On ne sait pas, là, ils ne répondent pas à des députés.

Ça va mal partout. Il y a des craques partout dans notre système de santé. Et je sais que mon collègue de Pontiac est capable de se lever chaque jour en Chambre pour défendre des patients du Québec et de présenter cette réalité à des députés caquistes que ça va mal.

Et maintenant je peux regarder comment ce budget, c'est un désastre pour notre jeunesse. Je peux commencer juste avec le budget pour l'éducation. On sait, le ministre de la Santé a très bien expliqué ça, tout à 3 % et plus, là, O.K., on peut fonctionner avec ça, mais, quand c'est moins de 3 %, ça va dire que c'est des coupures. Le budget de l'éducation est presque gelé dans le fonctionnement. On sait que les écoles ont déjà été obligées de faire des choix difficiles après des commandes des centres de services scolaires ou leurs commissions scolaires de réduire leur budget après qu'un budget était déjà approuvé par ces instances. Alors, les coupures ont arrivé.

Pour un premier ministre qui a dit : L'éducation va être la priorité numéro un de mon gouvernement... J'étais ici. J'étais ici, en Chambre, quand il a dit ça en 2018. J'ai aussi entendu le premier ministre : On ne va jamais couper dans l'éducation. Il a menti. Désolé, c'est un mensonge. C'est un mensonge.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : M. le député de Jacques-Cartier, donc, vous êtes un député expérimenté, je vais vous demande de retirer le mot que vous venez de...

M. Kelley : ...mais je me souviens, en 2018, quand le premier ministre du Québec a pris cet engagement-là, puis maintenant on voit les coupures dans notre système d'éducation. Ça va aller... Ça va aller... Ça va être très, très dur pour nos enseignants, pour les gens qui gèrent nos écoles dans les prochaines années, et ça, c'est un engagement que le premier ministre a pris de ne jamais, jamais faire, puis c'est la réalité, présentement.

On voit la suite des choses aussi, parce qu'on voit plusieurs projets d'infrastructures qui sont gelés. On sait pour nos cégeps puis nos universités. Je ne vais pas parler trop de ça parce que ma collègue de Montréal va prendre la parole pour bien exprimer la déception des différents regroupements, si c'est des étudiants ou, quand même, des cégeps et des universités qui sont déçus avec ce budget.

Et, quand même, je peux regarder spécifiquement, M. le Président, pour la jeunesse. Ce que le gouvernement a à me dire : Bien, on a le plus moins élevé taux de chômage dans l'histoire du Québec. Mais, quand on regarde les chiffres pour la jeunesse, ce n'est pas pareil, il y a un écart de presque 5 % à 6 %, puis présentement il y a toute une génération, toute une génération, qui est complètement laissée de côté, ils sont oubliés avec l'avenir d'où on s'en va comme province. Et, quand je vois un gouvernement qui dépose un budget avec un déficit record, un gouvernement qui a ajouté 96 milliards de dollars sur la dette brute de la province, qui va payer pour ça? Ce n'est pas mes collègues, ici, qui vont prendre leur retraite tantôt, là. On va dépenser beaucoup d'argent pour prendre soin d'eux autres, avec raison, mais qui va payer pour cette dette-là?

Une dette comme ça, c'est une taxe sur la prochaine génération. Ça, c'est la réalité. Quelqu'un doit payer un jour, et ça va être la prochaine génération. Eux autres ont de la misère à acheter une maison. Eux autres ont de la misère à trouver un emploi. Eux autres ont de la misère à trouver un emploi qui est en lien directement avec qu'est-ce qu'ils ont étudié, ils sont sous-employés. Leur employabilité en général, on sait que ça, c'est leur réalité. Puis ils regardent qu'est-ce qui se passe dans notre société, présentement, un gouvernement qui perd des millions et des milliards de dollars, doit à gauche à des différents projets qui ne marchent pas, puis il dit : Il n'y a rien qui marche pour moi, les services ne marchent pas, ça craque partout, mes impôts ont augmenté, les dépenses ont augmenté, et j'ai moins les services. L'argent est allé où?

Ce gouvernement aime de répéter : C'est des investissements historiques, on n'a jamais, jamais dépensé plus que ça. Mais les gens disent : Bien oui, on a eu quoi pour ça? On est endettés plus que jamais dans notre histoire. Et pourquoi? Qu'est-ce que le gouvernement a livré pour nous comme une société?

For the next generations, this budget is a disaster, Mr. Speaker, a disaster. This Premier promised that education be the number one priority, number one, he would never cut in education. But we already know that this year, they asked the school boards to cut from their budgets that were already approved. Programs were reduced, services were reduced. That is reality. There are plenty of examples of that.

The next generation already is having trouble accessing a home, accessing a job that meets their degree, being properly employed. The unemployment rates are higher for them. And, if we look, even in the English-speaking community and the allophone community, the numbers increase even further. And this Government recently... YES employment services, has existed for over 30 years in Montréal, which takes students from our universities and finds them

a job, gives them the training that is necessary to work, they do stages, they do accompanying young people in those jobs, help them learn French. The Government just cut their budget by \$460,000, 70% of their entire budget. For a government that's all about the economy and employing people, slap in the face to young people in the city of Montréal.

And this historic debt, we can't just pretend the debt exists, and you never have to come back, and you never have to pay for it. This historic deficit created by this Government is a tax on future generations, and at some point, at some point, those generations, already struggling with a ton of issues, are going to have to answer for the terrible management of public finances by this Government.

Alors, M. le Président, je sais que je n'ai pas beaucoup de temps qui reste, mais encore, juste en terminant, je suis responsable pour le dossier de l'énergie, il n'y a pas grand-chose dans ce budget pour l'énergie, quand même si on parle souvent, il n'y a rien, il n'y a rien. Et, quand même, une discussion pour un autre jour, ça va être sur la question des mines, mais je reviens dans une autre intervention à un autre moment, M. le Président. Merci beaucoup pour votre écoute. Dehors avec la CAQ! Dehors avec ce gouvernement qui n'est pas bon!

• (16 h 10) •

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Merci, M. le député de Jacques-Cartier. Je reconnais maintenant Mme la ministre de l'Enseignement supérieur.

Mme Pascale Déry

Mme Déry : Merci beaucoup, M. le Président. Alors, je suis heureuse de pouvoir m'exprimer aujourd'hui sur notre récent budget que mon collègue aux Finances et mes collègues au Trésor et aux Infras ont réalisé, au cours des derniers mois, avec rigueur, avec pragmatisme aussi, pour permettre au Québec de faire face à de nombreux défis qui se présentent à nous.

Alors, on le sait, c'est un exercice très complexe dans un contexte économique, comme mes collègues le disaient un petit peu plus tôt, incertain, causé, bien sûr, par l'imposition des tarifs douaniers par les États-Unis. Le gouvernement se devait de concentrer, justement, ses efforts sur l'économie, mais aussi de protéger les services publics, surtout, bien sûr, en santé et en éducation. Alors, des choix difficiles ont été faits, c'est certain, mais ce sont des choix qui sont nécessaires.

D'abord, pour stimuler la création de richesse, aider les entreprises à être plus résilientes face à cette incertitude qu'on vit actuellement, on parle de mesures totalisant 5,4 milliards qui se traduisent principalement par de l'aide directe aux entreprises qui sont affectées ou qui seront affectées par ces tarifs commerciaux, par un nouveau régime fiscal, aussi, qui vise à stimuler l'innovation dans nos entreprises et par des mesures ciblées pour dynamiser l'économie dans nos régions et nos secteurs stratégiques. Donc, il faut être prêts, mais surtout, M. le Président, il faut être proactifs pour protéger nos emplois, rendre nos entreprises plus performantes.

Et ensuite on vient protéger, bien sûr, les services publics. Depuis 2018, M. le Président, on a mis les bouchées doubles, même les bouchées triples. On a amorcé un rattrapage énorme, colossal en santé et en éducation qui s'opère encore aujourd'hui, et ça se traduit d'abord par des gestes courageux, des gestes difficiles, mais des gestes courageux qu'on a posés pour améliorer, justement, les soins de santé et le réseau de l'éducation. On pense à l'implantation de Santé Québec, on pense à la réforme de la gouvernance scolaire, aux hausses salariales historiques qui ont été consenties, l'amélioration, aussi, des conditions de travail, et j'en passe. Il est important de souligner que depuis 2018, M. le Président, les dépenses en santé et en services sociaux ont augmenté de 52 %, les dépenses en éducation ont augmenté de 55 %. Alors, oui, il y a des défis, mais le contexte change, le contexte évolue. C'est un contexte dynamique qu'on connaît depuis la pandémie, je vous dirais, et il faut s'adapter, et les sommes investies sont énormes, les sommes sont là.

En enseignement supérieur, évidemment, je suis concernée par l'enseignement supérieur, alors je vais prendre quelques minutes pour faire un peu le bilan concernant l'enseignement supérieur. Les sommes allouées ont augmenté de 40,2 %, M. le Président, un rattrapage énorme qu'on a réalisé au cours des dernières années, que ce soit pour le réseau collégial, ou le réseau universitaire, ou encore le soutien aux étudiants à travers l'aide financière aux études, le fameux programme de l'AFE.

M. le Président, je ne suis vraiment pas gênée, puis je l'ai dit en cette Chambre à plusieurs reprises, du bilan du gouvernement en enseignement supérieur. La conjoncture économique favorable des dernières années a permis d'investir, de rattraper, surtout, de manière significative pour renforcer la contribution des établissements. Et je dis «rattrapage» parce que, quand on est arrivés, l'enseignement supérieur, ce qu'on me disait sur le terrain quand j'ai visité les 48 cégeps puis la vingtaine d'universités qu'on a, c'est que c'était l'enfant pauvre en éducation. Souvent, ça a été traduit par «l'enfant pauvre en éducation». Donc, on est venus mettre un peu d'ordre dans tout ça, accomplir un certain rattrapage, et donc c'est la raison pour laquelle on a des sommes colossales qui ont été investies au cours des dernières années puis qu'on parle, depuis 2018, d'une augmentation de 40,2 % des dépenses.

Donc, les subventions de fonctionnement au cégep ont augmenté de 25,5 %. Ça, c'est 1,1 milliard additionnel. Du côté des universités, on parle de subventions de 26 % en augmentation, 1,4 milliard additionnel. Et, pour les collèges privés aussi, on parle d'une augmentation de 21,5 %, donc 48,1 millions additionnels, là également, pour les collèges privés. Donc, dans les dernières années, on a donné vraiment un gros coup de barre. On a donné à nos établissements non seulement de meilleurs moyens pour former nos étudiants, mais aussi les moyens de développer des nouveaux services qu'on n'avait pas auparavant.

On a investi près de 450 millions dans un plan d'action très ambitieux qui est, encore là, en cours, les sommes sont toujours là, pour leur permettre de développer des outils et d'embaucher des ressources pour aider les étudiants à persévérer, à surmonter les obstacles, donc la réussite académique. Durant la pandémie, on a investi, pour mettre en place des services et des ressources en santé mentale, des sommes qui, aujourd'hui, sont récurrentes. On est venus pérenniser

certaines de ces mesures-là pour s'assurer que les embauches qu'on a fait au cours des dernières années... bien, que ces gens-là puissent rester dans le réseau et puissent continuer à donner des services aux étudiants.

Même chose pour lutter contre les violences à caractère sexuel. Aujourd'hui, on observe un vrai changement de culture dans les établissements, et, on nous le dit, il y a beaucoup, beaucoup de partage de bonnes pratiques. Il y a beaucoup, aussi, de partenariats qui se fait... qui se font, actuellement, dans les réseaux d'établissements d'enseignement supérieur puis d'initiatives qu'on met de l'avant. On vient de renouveler une initiative avec une chercheuse, Léa Clermont-Dion, que, probablement, vous connaissez, sur, justement, les violences à caractère sexuel à l'Université de Concordia. Donc, il y a un changement de culture qui s'opère dans les établissements, mais on continue de faire ce travail-là et on déploie les services nécessaires pour, justement, venir en aide aux étudiants dans le besoin.

Pour ce qui est du soutien aux étudiants, on en parle de plus en plus. Je rencontre, évidemment, les associations étudiantes régulièrement. Ce n'est pas nécessairement facile, et j'en suis très consciente, M. le Président, que la situation actuelle, pour certains étudiants, est difficile. Donc, ce n'est pas évident de se lancer dans un parcours d'études, avec l'augmentation du coût de la vie, avec le fait qu'on ait des enfants, il y a des mères monoparentales, c'est beaucoup plus difficile, l'inflation, les taux d'intérêt, l'augmentation du coût des loyers et tout ce qu'on connaît, actuellement. Mais c'est pourquoi, dans le budget 2025-2026, on a annoncé un montant de 225 millions d'ici cinq ans qui va nous permettre d'indexer le fameux programme d'aide financière aux études et faire en sorte que l'aide octroyée reflète davantage les coûts de la vie. Donc, c'est un geste qui s'ajoute à une série de mesures qu'on a adoptées pour améliorer l'aide financière aux études, répondre à différentes solutions au cours des derniers mois. Il y a eu une série de mesures qu'on a mises, au cours des dernières années, pour bonifier l'aide financière aux études. Comme je le dis souvent, c'est un programme extrêmement important, un programme généreux dont on est fiers, au Québec. C'est un peu le socle du soutien financier qu'on peut accorder aux étudiants, l'aide financière aux études.

Donc, on est venus bonifier, pérenniser plusieurs mesures depuis déjà quelques années. On a bonifié, notamment, l'exemption des montants reçus à titre de pension alimentaire, qui va permettre à plus de 500 mères monoparentales d'avoir un accès... accès à un meilleur soutien financier. On a augmenté le seuil du revenu protégé qui permet à la population étudiante de travailler à temps plein durant la période estivale sans se faire couper des montants de bourse, puis on sait à quel point c'est important, actuellement, pour ces jeunes de pouvoir travailler durant l'été. On a également augmenté considérablement les dépenses admises afin de refléter l'augmentation du coût de la vie, notamment au niveau du logement, et on est venus pérenniser aussi en bonification... la bonification temporaire des fameux frais de subsistance qui avait été mise en place dans le cadre de la pandémie de COVID-19, on est venus pérenniser cette mesure-là à la hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars.

Au-delà de l'AFE, bien sûr, il y a aussi l'accès au logement, dont on parle souvent, c'est un enjeu. On sait à quel point il y a le... il y a un faible taux d'occupation dans de nombreuses régions et que le manque de logements ne devrait pas être un frein à l'accessibilité aux études, et c'est très vrai dans nos régions. C'est la raison pour laquelle on a investi beaucoup d'argent. Il y a des logements étudiants, des projets de logements étudiants qui poussent de plus en plus, un peu partout à travers les régions, on en fait des annonces régulièrement. Il y a d'autres projets qui vont voir le jour aussi au cours des prochains mois, au cours des prochaines années. Alors, pour relever le défi, on a investi près de 200 millions supplémentaires, l'an dernier, pour développer de nouvelles résidences étudiantes dans le réseau. On a, au Québec, le modèle d'accessibilité aux études supérieures le plus généreux en Amérique du Nord, M. le Président, je le répète souvent, mais je pense que c'est important. Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de défis, ça ne veut pas dire que le contexte est difficile, mais on y travaille tous les jours pour que chaque Québécois ait l'opportunité de développer son plein potentiel.

Je vais glisser un petit mot sur les infras. Je parle beaucoup d'infrastructures. On a beaucoup parlé de PQI, mais il y a un énorme rattrapage à faire dans le PQI, et c'est ce qu'on est en train de faire. D'abord, pour l'ensemble des infrastructures au gouvernement, cette année, le PQI 2025-2035 est maintenant porté à 164 milliards. Ça représente plus de 11 milliards supplémentaires qu'on a annoncés pour accélérer les investissements dans les projets cette année. Pour l'enseignement supérieur uniquement, il y a des défis non seulement pour répondre à la croissance dans certains établissements, mais aussi pour continuer ce rattrapage dans l'entretien de notre parc immobilier, qui a trop longtemps été négligé par les précédents gouvernements, et je le dis régulièrement. Juste pour nos cégeps et nos universités, le PQI a été rehaussé, dans ce budget-ci, de près de 1 milliard de dollars pour, justement, donner ce fameux coup de barre d'ici les trois prochaines années. Donc, on accélère les projets.

Donc, on continue de faire le travail, on continue de répondre, aussi, aux recommandations de la Vérificatrice générale. On a un plan d'action qu'on a mis sur pied, un plan d'action avec des échéanciers à très court terme, à court terme, à moyen terme, mais on agit pour être capables d'avoir une meilleure lecture du parc immobilier actuel. On n'avait, je vous le disais, absolument rien quand on est arrivés en 2018, puis je ne vous parle pas de ça... il y a 50 ans, 30 ans ou 40 ans, je vous parle de 2018, quand on est arrivés, il n'y avait pas de lecture du parc immobilier, on ne savait pas si... l'état des infrastructures n'était pas... on n'avait pas de modèle, de processus. On a dû mettre des processus en place, on est à parfaire ces types de processus là pour les améliorer, pour s'assurer d'investir là où il faut quand il faut, au bon moment puis de manière efficace, surtout. Donc, on répond aux recommandations de la Vérificatrice générale.

• (16 h 20) •

Donc, on a pris le taureau par les cornes, M. le Président, on est en train de revoir les façons de faire et pour mieux accompagner nos établissements dans la planification, dans la gestion des projets pour avoir, justement, un portrait qui beaucoup plus juste de la réalité. Donc, c'est un changement de culture qu'on opère aussi avec nos établissements, mais il faut qu'on agisse pour qu'on s'assure que l'argent des Québécois soit dépensé à bon escient.

Puis je veux remercier les établissements, remercier le réseau de l'enseignement supérieur, qui est très agile, qui s'adapte, avec lequel on collabore. On sait que ce n'est pas des moments faciles, ce n'est pas un contexte facile,

mais on va continuer de travailler en étroite collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur pour, justement, être capable de faire les travaux nécessaires, mais être capable de les soutenir tout autant, dans un contexte difficile, et continuer aussi de soutenir les étudiants.

Donc, je vous dirais qu'on... je vais revenir un peu sur le budget, en conclusion, M. le Président, puis vous dire que, encore une fois, notre gouvernement démontre qu'on parvient à répondre aux grandes priorités, les grandes priorités en santé, en éducation, en économie, on protège le portefeuille des Québécois. C'est vrai qu'il y a un déficit plus élevé que ce que nous aurions souhaité, mais ne rien faire dans un contexte d'incertitude comme celui-ci, où on a des bouleversements importants en raison de nos voisins du Sud, bien, ça n'aurait pas été responsable. Alors, je pense qu'on agit de manière responsable, et c'est ce qu'on va continuer de faire, M. le Président. Alors, voilà. Merci beaucoup.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Merci, Mme la ministre de l'Enseignement supérieur. Je reconnais maintenant M. le député de René-Lévesque.

M. Yves Montigny

M. Montigny : Merci, M. le Président. Ça me fait plaisir, aujourd'hui, de prendre un moment pour parler, ici, du budget. Alors, je veux vous parler d'abord du Plan québécois des infrastructures 2025-2035, qui est porté à 164 milliards de dollars, une augmentation de 11 milliards de dollars, soit une hausse de 7 %. Des sommes importantes seront investies pour le maintien d'actif, la bonification des infrastructures en santé, en éducation, en enseignement supérieur et en transport, évidemment.

De plus, avec la réalisation graduelle de son plan d'action 2035, Vers un Québec décarboné et prospère, Hydro-Québec, Hydro-Québec, notamment dans le comté, dans ma circonscription de René-Lévesque... Pourquoi elle s'appelle René-Lévesque, M. le Président? Clairement à cause de la présence des barrages d'Hydro-Québec sur le territoire de ma circonscription. Les grands barrages Manicouagan, les grands barrages Outardes, les grands barrages Bersimis, ces grandes rivières là produisent au Québec une énergie importante pour les Québécois... et les décarboner, M. le Président.

Alors, c'est ça, cette vision-là qu'on travaille clairement, notre gouvernement, pour vivre cette transition énergétique dans un contexte de décarbonation. Pour être capable de diminuer notre utilisation de carburants fossiles, il faut clairement travailler à développer des projets hydroélectriques, mais des projets aussi d'électricité éolienne et d'autres types d'énergie pour avoir un bouquet énergétique beaucoup plus large pour non seulement répondre à cette volonté qu'on a de décarboner le Québec, mais aussi cette volonté qu'on a, M. le Président, d'être capables de faire du développement économique dans les régions du Québec. Et les députés, toutes les formations politiques nous le disent : On a besoin de faire du développement économique, au Québec, des projets attendent des mégawatts, on a besoin de ça. Puis, pour faire ça, M. le Président, il faut avoir une vision du développement, et c'est pour ça non seulement qu'on le fait, avec le PQI, dans nos infrastructures, mais on le fait aussi dans cette belle grande vision du développement énergétique du Québec. Je vous reviendrai là-dessus, M. le Président, un peu plus tard.

Ce plan des infrastructures exigera des investissements en capital de 135 à 160 milliards de dollars sur une période... ou sur la période 2024 à 2035. Les investissements publics en infrastructures contribueront à appuyer la prestation de services publics de qualité, à stimuler l'économie et à accroître le potentiel économique du Québec à long terme. Par ailleurs, le gouvernement du Québec réitère qu'il est urgent que le gouvernement fédéral augmente le financement en infrastructures en déposant un nouveau plan en la matière, et ça presse. Nous sommes en période électorale fédérale, c'est le temps que les gens se positionnent. On a besoin de l'appui du fédéral dans les grands projets majeurs d'infrastructures.

M. le Président, à la page B.12 de notre budget, il y a un élément extrêmement important qui est l'Offensive de formation en construction. Pour être capables de développer les infrastructures, pour être capables de développer, d'augmenter la puissance de nos grands barrages, de nos infrastructures et de développer d'autres infrastructures dans le domaine de l'éolien, et dans d'autres domaines énergétiques, et dans les infrastructures routières, on a besoin de gens formés en construction. Pour donner suite aux phases I et II de l'Offensive de formation en construction, le gouvernement poursuit son intervention visant à former ou à requalifier 10 000 travailleurs additionnels dans ce secteur d'ici 2028 afin d'assurer la réalisation des importants travaux d'infrastructures à venir, dont le Plan d'action 2035 — Vers un Québec décarboné et prospère, à Hydro-Québec, mais aussi pour l'ensemble du Québec.

Les actions additionnelles pour la formation dans le secteur de la construction prévoient notamment une augmentation des places disponibles dans certains programmes de formation professionnelle, entre autres ceux menant aux métiers de charpentier-menuisier, d'électricien, de briqueteur-maçon, de frigoriste, de tuyauteur, de monteur de lignes et de grutier, M. le Président, un rehaussement des compétences des travailleurs de la construction déjà en emploi, en mettant un accent particulier sur les apprentis non diplômés et un recours accru aux stages en entreprise.

Notre gouvernement avance, M. le Président, pour développer le Québec, pour mettre le monde au travail puis pour qu'il y ait encore plus de monde, qu'il y ait des emplois payants au Québec, notamment dans les régions comme la mienne. Un vaste... une vaste campagne de promotion, de valorisation des métiers du secteur... et de sensibilisation à l'importance des chantiers à venir va être mise en place, M. le Président.

À cette fin, dans le cadre du budget 2025-2026, le gouvernement prévoit des investissements de 122 millions de dollars d'ici 2029-2030 afin de soutenir des actions additionnelles pour la formation dans le secteur de la construction, M. le Président.

En page B.14 du budget, on veut soutenir les fournisseurs québécois de l'industrie électrique. Lancé en 2022, le Projet d'approvisionnement stratégique québécois électrique, le PASQE, a permis d'appuyer des entreprises du Québec dans le développement de l'industrie électrique, M. le Président.

Un des enjeux majeurs, un des enjeux majeurs actuels auxquels on fait face, qui nous interpelle, actuellement, c'est l'enjeu d'énergie. M. le Président, quand on prend notre budget puis qu'on s'en va à la page B.41 et à la page B.43, on voit : permettre l'élaboration du plan de gestion intégrée des ressources énergétiques, tout de suite en haut, M. le Président, de la page B.43. Dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion intégrée des ressources énergétiques, ce qu'on appelle un PGIRE, le gouvernement souhaite consulter, consulter, M. le Président, mais aussi avoir un grand dialogue, notamment avec les communautés autochtones et inuites du Québec, consulter aussi les municipalités, les parties prenantes ainsi que réaliser certaines études techniques.

Afin de s'assurer de réaliser les travaux requis à l'élaboration du PGIRE, le gouvernement prévoit, dans le cadre du budget 2025-2026, 1,8 million de dollars sur deux ans pour travailler le PGIRE. Mais on n'a pas attendu, M. le Président, on n'a pas les... on n'est pas assis sur nos mains puis on n'a pas les mains dans les poches. Clairement, actuellement, il y a une tournée au Québec, puis ça me fait plaisir de contribuer, M. le Président, pour avoir ce beau grand dialogue que nous avons, présentement, avec les communautés, non seulement avec les différents acteurs des communautés partout au Québec, on fait 13 rencontres dans les régions du Québec, directement sur le terrain. Hier, j'étais à Alma, M. le Président, pour discuter avec les partenaires du milieu, avec les Premières Nations. On était aussi à Rimouski. On a fait Montréal, on a eu une belle discussion avec le nouveau grand chef de l'APNQL. Alors, on est dans une belle période de dialogue. Avant même, M. le Président, de tenir le crayon pour écrire le PGIRE, on est déjà entrés dans une période de consultation et de dialogue avec les Premières Nations pour être capables, clairement, de comprendre leur vision du Québec, la vision énergétique du Québec, pour être capables de se développer.

• (16 h 30) •

D'abord, dans cette grande vision énergétique du Québec, on est en train de travailler, de regarder l'offre, est-ce qu'on peut élargir l'offre énergétique, est-ce que... Oui, on est chanceux, on a Hydro-Québec. Je le disais, ma circonscription de René-Lévesque est une circonscription chanceuse à cause de ses grandes centrales hydroélectriques. Il y a un projet qui a été lancé dans ma circonscription, qui s'appelle projet Manicouagan, qui, clairement, a été réalisé en partenariat avec les Premières Nations. Les Innus de Pessamit sont partenaires, partenaires, dans un projet éolien, avec les communautés, avec la MRC de Manicouagan, avec les citoyens qui habitent le territoire et les citoyens de Pessamit ensemble. On dit, chez nous, «mamu», ensemble. Et cette belle collaboration ensemble permet de développer des projets pour additionner de l'énergie qui permettra de faire du développement économique, mais aussi qui permettra à tous les Québécois de faire face à cet avenir énergétique.

Est-ce qu'on peut diversifier notre bouquet de sources énergétiques? Oui, clairement, et on est en train de consulter les communautés pour être bien capables de voir comment on peut faire ça puis avoir les idées des citoyens, ne serait-ce que la biomasse forestière, ne serait-ce que d'autres types d'énergie. On a parlé aussi... Encore hier, on parlait clairement de biogaz. Si on veut décarboner le Québec, M. le Président, il faut trouver des alternatives aux produits pétroliers. Il faut trouver d'autres sources d'énergies renouvelables qui nous permettent de bonifier ce qu'on fait déjà d'extraordinaire ici, au Québec, avec notre énergie hydroélectrique.

Ceci dit, on travaille aussi non seulement sur l'offre, mais on travaille aussi sur la demande. Comment on peut travailler, M. le Président, pour que chacun, chacune d'entre nous travaille cette idée de sobriété énergétique? Comment on peut faire pour qu'au Québec une société... un État qui, par habitant, consomme autant d'énergie que l'Allemagne? Comment on peut faire au Québec pour être plus sobre? C'est des questions qu'on aborde partout au Québec, parce que c'est dans le budget, M. le Président, on aborde ça au Québec avec les citoyens pour travailler cette sobriété, clairement. Puis on consulte les citoyens, actuellement, puis les organismes qui sont impliqués, les entreprises, mais il y a aussi des réseaux de redistribution d'énergie, comme les réseaux municipaux, qui sont partie prenante dans cette grande vision du développement énergétique du Québec.

Clairement, M. le Président, dans le cadre de l'inauguration du complexe de la Romaine qui avait lieu sur la Côte-Nord, notre premier ministre le disait, il rêvait de pousser des projets de barrages au Québec, oui, mais il rêve aussi de le faire, de faire des projets de développement énergétique en collaboration avec les Premières Nations. Et c'est dans ce sens-là qu'on le fait, c'est dans ce sens-là qu'on fait cette grande tournée où on prend un moment de dialogue avec les Premières Nations, s'asseoir avec eux dans le cadre d'un dîner pour être capables d'échanger de façon informelle, d'avoir ce dialogue-là ensemble, pour écouter tout de suite, avant même, M. le Président, qu'on commence à écrire quoi que ce soit du PGIR, de cette belle planification énergétique au Québec, on est déjà dans un contexte de dialogue avec les Premières Nations pour, en avance, comprendre leurs besoins, comprendre leur réalité, pour qu'au moment même où on écrit un PGIR, on soit capable de le faire en tenant compte de ces grandes priorités qu'ont les Premières Nations au Québec et les Innus dans ma circonscription. Clairement, on veut travailler ensemble.

Maintenant, M. le Président, je veux simplement vous redire que, dans toute cette tournée-là, qui est permise à cause du budget, on aborde aussi les enjeux de consommation énergétique, mais aussi de forme, je dirais, d'énergie que l'on utilise à chaque jour de notre vie. Est-ce qu'on peut, M. le Président, est-ce qu'on peut travailler davantage? On l'entend dans les consultations : On peut-tu travailler davantage l'isolation des bâtiments pour éviter de surchauffer, des fois, à l'électricité? Est-ce qu'on peut trouver, je dirais, une énergie alternative à l'électricité pour le chauffage? Les gens questionnent ça, ils nous interpellent pour nous dire de réfléchir à ça. C'est très justifié, j'en suis convaincu. Ce qui est important à ce stade-ci, le budget, M. le Président, nous permet de faire le tour du Québec, de préparer l'écriture d'une planification à long terme de l'énergie au Québec. Oui, Hydro-Québec fait sa planification d'Hydro-Québec, mais, comme gouvernement du Québec, on doit aussi faire une planification plus globale de l'ensemble de cette consommation, mais aussi de l'offre en énergie au Québec. Et c'est ça qui est beau, on fait la tournée des régions.

M. le Président, je conclurai de cette façon-ci : le gouvernement du Québec, dans lequel je fais partie, me rend fier. Pourquoi? Parce qu'il est en train de consulter avant même d'écrire quoi que ce soit dans cette grande vision d'énergie,

et je remercie ma collègue ministre de l'Économie et de l'Énergie et de l'Innovation de me permettre de vivre ça, de faire une tournée des citoyens du Québec pour écouter les communautés, écouter les Premières Nations et, ensemble, de se donner une grande vision de l'énergie au Québec. Et ça me fait plaisir de contribuer à l'avancement du Québec, à l'avancement de l'économie du Québec en tenant compte du développement durable. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Merci, M. le député de René-Lévesque. Nous poursuivons avec... Maintenant, je reconnais, M. le député d'Hochelaga-Maisonneuve.

M. Alexandre Leduc

M. Leduc : Merci, M. le député... Président, désolé.

Motion formulant un grief

Je me rappelle, quand j'étais tout nouveau député, ici, j'avais fait une belle intervention et j'avais oublié de lire ma motion de grief. Alors, depuis ce temps-là, je commence toujours par ma motion de grief, pour ne pas avoir l'air fou. Alors, elle va comme suit :

«Que l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ et le ministre de l'Environnement, de la Lutte aux changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour son budget, qui envoie un signal contraire à l'urgence d'agir face aux changements climatiques alors que le Québec est encore loin d'atteindre ses objectifs de décarbonation.»

Voilà.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : ...avant même que vous poursuiviez, je vous dis que votre motion, elle est déposée sous réserve de sa recevabilité.

M. Leduc : Merci, M. le Président. Je suis rassuré. Allons-y sur le fond. Maintenant, dans les quelques minutes qui me sont imparties, je veux parler à la fois, donc, de l'environnement, mais je veux me garder quelque temps aussi à la fin pour vous parler du dossier de la famille.

Environnement d'abord. À chaque année, c'est un peu la même chose, hein? On constate dans le budget l'insuffisance de l'ambition caquiste, de l'ambition du gouvernement sur le dossier de l'adaptation aux changements climatiques. Les montants sont dérisoires. Par contre, l'ampleur des dégâts, eux, ils ne sont pas dérisoires. On les a connus dans les dernières années. Le chiffre qui fait mal, le chiffre qui est frappant, M. le Président, c'est le 0 % d'augmentation du budget en environnement cette année. On sait qu'avec l'inflation d'habitude, ce qu'on pense être les coûts du système, les coûts d'augmentation naturelle du système, ça doit être alentour de 3 %. 0 % d'augmentation du budget, ça veut dire qu'il y aura donc, objectivement, des coupes dans différents programmes que nous connaissons, j'imagine, saupoudrés au courant des prochains mois, prochaines années.

Il y a quand même des montants au programme économie verte, mais on assume que le 200 millions qui est dans le budget, ça va être essentiellement les revenus issus du système de plafonnement d'échange des droits d'émission. Donc, pas de budget nouveau, pas de nouvel argent, comme on le dit. Par contre, ça fait plusieurs années que le ministre présente sa mise à jour après la présentation du budget, la mise à jour donc du SPEDE. C'est un problème d'un point de vue de transparence, j'oserais dire, parce que ça rend compliquée l'analyse de l'augmentation du budget du gouvernement.

Pour aller chercher des revenus supplémentaires, on parle d'assurer la délivrance des autorisations environnementales dans un délai optimal. Déjà, pourtant, il y a des articles d'il y a quelques mois, dans *La Presse*, qui parlaient qu'il y avait beaucoup d'autorisations qui étaient livrées dans des temps record, il y a une nouvelle pratique de subdiviser à outrance des projets pour aller encore plus vite. Donc, ça nous inquiète, ce délai-là qui est adopté par la CAQ. On avait déjà le ministre, là, au tournant des fêtes, qui annonçait qu'il voulait être en bonne concurrence avec les États-Unis, qui est en train de renoncer de facto à la lutte contre les changements climatiques. Donc, c'est d'autant plus inquiétant que c'est une autre manifestation, peut-être, de cette façon-là, de dire : Bien là, l'environnement, ça passera en bas de la pile des priorités.

Je le disais donc, à l'instant, il y a beaucoup d'autorisations qui sont faites au gouvernement sans même avoir eu le processus, là, d'inspection. Depuis 2021, 40 % des projets acceptés par le ministère ont tenu un feu vert en vertu du processus d'autorisation, mais 60 % n'ont pas été évalués par les fonctionnaires du ministère. Extrêmement inquiétant.

Aucune mention non plus dans le budget des plans de protection de la biodiversité, alors qu'on continue de raser de force, de raser de force des projets et, contre tout bon sens, des milieux à haute valeur écologique. On n'a qu'à penser au triste dossier Stablex que nous avons eu à gérer jeudi et vendredi dernier. J'ai eu l'occasion d'aller... me rendre d'ailleurs, avec la députée de Sherbrooke, vendredi, en fin de journée, début de soirée sur site et on nous avait parlé quasiment d'un désert lunaire. Au contraire, il y avait une végétation, j'oserais dire, luxuriante. On a même vu des castors sur le site, évidemment des oies à profusion, c'est la saison du retour des oies. Donc, vraiment, ces dossiers-là, de plus en plus, génèrent de la grogne citoyenne. Moi, dans mon quartier, c'est Ray-Mont Logistiques. À Blainville, c'est maintenant Stablex. Est-ce que ce genre de projet là va se multiplier, dans le futur, où le gouvernement donne des autorisations comme ça par... soit par un procédé beaucoup trop rapide ou par des bâillons? C'est quelque chose qui est quand même extrêmement inquiétant.

• (16 h 40) •

Sinon, sur le dossier de l'adaptation aux changements climatiques, on parle d'une somme de 23,9 millions, mais, vous savez, le débit, là, l'an passé, c'était 2,5 milliards de dommages. En 2023, les feux de forêt, ils ont eu un impact

économique qui pouvait aller jusqu'à 13 milliards. Alors, je ne sais pas ce qu'on pense faire avec 24 millions en adaptation aux changements climatiques, on n'ira pas bien loin avec ça.

Même chose pour prolonger les travaux pour la protection du territoire face aux inondations, 7,6 millions. Encore une fois, on a des catastrophes naturelles passablement plus coûteuses, des changements climatiques qui continuent à mettre des sommes dérisoires, là, sur la protection du territoire. On... Je ne sais pas comment on pense y arriver du côté du gouvernement, mais on n'ira pas bien loin avec ça. Il y a la relance du programme Roulez vert c'est très bien, mais les enveloppes sont décroissantes puis prennent fin en 2027, en même temps qu'on retire des incitatifs fiscaux. Alors, je ne sais pas si ça contribue à atteindre nos objectifs généraux de réduction en gaz à effet de serre, mais j'en doute. Même chose du côté du transport collectif. On avait 800 millions juste pour des voies réservées à Québec qui ne verront jamais le jour. Le transport collectif est encore très loin de là où on devait être pour réduire de manière substantielle nos émissions de gaz à effet de serre. Rappelons que les transports, c'est un des très gros morceaux de la production des GES. Il y a toujours moins de 30 % du budget qui va dans le transport en commun, alors qu'on devrait être dans le 50-50 avec la construction de nouvelles routes. Il n'y a aucune mesure d'écofiscalité. Alors, on vit encore vraiment dans un passé, un passé quasiment idéalisé du côté de la CAQ en matière d'environnement. C'est extrêmement triste, c'est extrêmement... j'oserais dire, quasiment démobilisant pour la jeunesse du Québec. Et j'espère que la très mauvaise idée du dossier Stalex, de faire un bâillon, de piler sur l'autonomie municipale, comme on l'a connu la semaine dernière, va mobiliser, stimuler des gens pour dire : Ça suffit, il faut que le gouvernement en fasse plus en environnement.

Je vais prendre les minutes qui me restent, M. le Président, pour vous parler d'un autre de mes dossiers qui me tient beaucoup à coeur, c'est le dossier de la famille, les services de garde. Il y a 28 000 enfants sur la liste d'attente au Québec en ce moment et il y a 10 000 places manquantes en vertu de la promesse même du premier ministre, qui a été faite lors des dernières élections. On a pourtant entendu la ministre, pas plus tard que la semaine dernière, nous dire que le grand chantier des familles était terminé, terminé, on a rempli notre engagement des nouvelles places. Pourtant, 28 000 places en liste d'attente, 10 000 places manquantes versus le premier ministre.

En plus des places manquantes, la qualité éducative est en chute libre. La vérificatrice générale a sonné l'alarme à de multiples reprises. La solution, elle doit passer par deux moyens : prioriser le développement des places en CPE, parce que c'est là que le modèle a fait ses preuves, puis surtout valoriser les éducatrices. Pourtant, vous le savez, c'est la grève qui bouillonne dans le milieu des CPE et des éducatrices. On a déjà connu deux vagues de journées de grève. On en a une à partir de demain pour trois jours. Il y a un mandat de grève générale illimitée qui a été pris en instance. Ça pourrait arriver dans les prochaines semaines. Donc, c'est extrêmement inquiétant. En plus, on a un projet de loi antisyndical, antigrève, le projet de loi n° 89, à mon avis, qui vise en particulier les éducatrices qui s'enlignent pour faire la grève. Donc, ce n'est pas un gouvernement qui fait preuve de beaucoup de vision en matière de dossier de famille, M. le Président.

Vous rajoutez à ça, dans le cocktail, les inscriptions au DEC sont en chute libre, on a fermé une cohorte au cégep Gerald-Godin, donc, la suite est très inquiétante. Puis on a des éducatrices qui décident ouvertement de dire : Je quitte le réseau, je suis mal payée, je ne suis pas reconnue, c'est plus payant d'aller travailler chez Costco que d'élever les enfants de la nation. Alors, je sais que la présidente du Conseil du trésor me dit toujours que tout va bien, on a deux syndicats sur trois qui ont signé une convention collective. Elle oublie de mentionner que les deux syndicats sur trois représentent à peine 15 % des éducatrices dans le réseau et que l'autre gros morceau, celui de la CSN, c'est presque 85 %. Alors, bravo d'avoir signé deux sur trois, il reste le plus gros morceau à 85 %.

Les éducatrices sont en grève à partir de demain, comme je le disais. Il y a une grosse manifestation qui se prépare le 12 avril à Montréal par Ma place au travail. C'est le mouvement citoyen, là, alentour de la question des services de garde au Québec, qui ont été un joyau pendant des décennies et qui s'enlignent malheureusement pour faire pâle figure en vertu de d'autres législations nord-américaines et ailleurs dans le monde. Donc, de voir la ministre, encore une fois, dire que le travail est fait, que c'est terminé, qu'on peut passer à un autre appel, ça m'inquiète.

Elle a un projet de loi sur la question du service centralisé, là, pour les places. C'est intéressant, on va l'étudier au mérite, là. J'ai hâte de voir les groupes qui seront invités puis qu'est-ce qu'ils en pensent. Cela étant dit, ça ne doit pas lui permettre de dire que la mission est terminée, de trouver des places supplémentaires, que les livres sont fermés, que les chiffres sont bons. Elle le sait très bien, la ministre, que ça ne fonctionne pas comme ça. Le gouvernement sait très bien qu'il n'arrivera pas à remplir sa promesse de rétention d'éducatrices pour créer des nouvelles places s'il n'offre pas des salaires décentes aux éducatrices et à toutes les autres personnes qui travaillent dans un milieu de garde, dans un CPE. Évidemment, il y a toutes sortes de personnes dans un CPE, pas juste des éducatrices. Elles forment le gros morceau, si vous voulez, des employés, mais il y a toutes sortes de personnes qui gravitent alentour d'un CPE. Il faut les payer décentement. Il faut leur faire des offres substantielles sur la table. Pendant la pandémie, c'étaient nos anges gardiennes. C'est des personnes qui permettaient d'avoir les CPE ouverts pour certaines personnes, certains types d'emplois. Elles étaient merveilleuses. Elles recevaient des éloges du premier ministre dans ses conférences quotidiennes. Pas longtemps après, malheureusement, ils ont dû faire la grève malgré tout pour obtenir une reconnaissance. Elles doivent encore faire la grève aujourd'hui. Elles ont l'appui des parents, elles ont l'appui de la population. Il reste au gouvernement d'entendre raison et de faire en sorte qu'elles soient bien payées, qu'elles aient envie de continuer leur carrière, parce qu'elles aiment travailler dans les CPE. Elles savent qu'elles font une différence. Elles savent qu'elles font un travail de qualité. Encore faut-il que le gouvernement le sache aussi et le reconnaisse à la hauteur de la situation. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Merci, M. le député d'Hochelaga-Maisonneuve. Et je reconnais maintenant Mme la députée de Lotbinière-Frontenac.

Mme Isabelle Lecours

Mme Lecours (Lotbinière-Frontenac) : Merci, M. le Président. Ça me fait plaisir de prendre la parole aujourd'hui dans le cadre du débat sur le discours du budget 2025-2026.

Avant tout, je tiens à souligner le travail du ministre des Finances et de son équipe pour la préparation du budget. Faire un budget dans ce contexte n'est pas une tâche facile.

Depuis 2018, on a investi énormément dans nos services publics et dans nos infrastructures pour compenser les 15 années de désinvestissement et d'austérité libérales. Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons augmenté le PQI de 60 %, nous avons augmenté le budget de santé de 52,3 %, en éducation, c'est une augmentation de 54,6 %, et une augmentation de 40,2 % en éducation supérieure, pour ne nommer que ceux-là, M. le Président.

J'aimerais également rappeler que nous avons passé à travers une pandémie, une période d'inflation et, malgré tout, nous avons continué d'investir parce qu'on s'était engagés à le faire, même si tout coûte plus cher, parce que c'est nécessaire. On a accueilli plus de 600 000 immigrants au cours des trois... trois dernières années. Tout ça pèse lourd sur les finances publiques, M. le Président. Et puis maintenant, notre voisin et principal partenaire économique nous impose des tarifs. On doit diversifier notre économie. Nous avons entrepris des réformes. L'État, c'est une grosse machine, c'est difficile de changer les choses et souvent c'est très long avant de voir les résultats.

On s'est engagés à améliorer l'accès aux services et à être plus efficaces. Les défis ne manquent pas et les besoins sont énormes. Le budget n'est pas parfait. Nous avons dû faire des choix déchirants parce qu'il faut respecter la capacité de payer des Québécois.

Au niveau de ma circonscription, il y a plusieurs mesures importantes dans le budget, dont le prolongement des mesures quatre et sept du plan d'action gouvernemental qui se nomme *Amiante et résidus amiantés au Québec : vers la transformation d'un passif en actif durable*. C'est un montant de 6,8 millions. Ça peut sembler modeste, mais en fait, ça aura un impact important chez nous.

Vous le savez, M. le Président, depuis le premier... mon premier mandat, je travaille sans relâche sur le développement économique de ma circonscription. Du côté des Appalaches, il y a de l'amiante. Bien entendu, les mines sont fermées depuis 2011, mais l'enjeu est important, et c'est pour cette raison que j'avais demandé un BAPE. Dès 2019, nous avons examiné la question, consulté des experts et les citoyens. En 2022, nous avons mis en place un plan d'action de 38,5 millions contenant plusieurs mesures. Ce plan s'est terminé le 31 mars 2025, mais il reste encore du travail à faire en lien avec l'acquisition de connaissances et la restauration d'un ancien site minier d'amiante. À terme, ces deux mesures nous permettront d'avoir plus de données pour éventuellement faire évoluer la réglementation et restaurer un site de mine. Ce n'est pas rien.

• (16 h 50) •

Je ne sais pas si vous êtes déjà venu dans la région de Thetford, M. le Président, mais nous avons d'immenses montagnes de résidus miniers qui contiennent des minéraux critiques et stratégiques tels que le magnésium, du cuivre, du cobalt et de la silice. Je suis très fière de voir qu'aujourd'hui, avec toutes les initiatives du gouvernement et du milieu, la région est en train de se transformer rapidement. Il y a plusieurs projets de valorisation et de résidus miniers qui se développent.

Je tiens d'ailleurs à remercier le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, Benoit Charette, parce que tout ça n'aurait pas été possible sans son soutien. Donc, merci.

Dans le récent budget, il y a d'autres initiatives qui touchent sans doute ma... qui toucheront sans doute ma circonscription, comme, par exemple, en matière de minéraux critiques et stratégiques. Notre sous-sol contient des ressources minérales importantes à la poursuite de nos objectifs en matière de transition énergétique, de développement de technologies innovantes et de création d'emplois de qualité dans les régions. Le budget 2025-2026 prévoit 106,6 millions de dollars sur cinq ans.

Une autre initiative importante est la couverture cellulaire. En 2018, le gouvernement a pris l'engagement d'offrir à l'ensemble des Québécois de meilleurs services de connectivité sur l'ensemble de son territoire. Au cours du premier mandat, nous avons connecté tous les foyers à Internet haute vitesse. En 2022, nous nous sommes engagés à améliorer la couverture cellulaire à travers le Québec. D'ailleurs, en 2024, j'ai annoncé deux tours cellulaires dans Lotbinière. Les travaux sont en cours. Le budget 2025-2026 prévoit une enveloppe de 74,1 millions de dollars sur trois ans pour la construction de nouvelles tours cellulaires. Donc, on poursuit le travail pour compléter la couverture cellulaire sur l'ensemble du territoire habité. Au total, ce sont plus de 230 millions de dollars qui ont été octroyés pour la réalisation de plus de 200 nouveaux sites cellulaires favorisant la sécurité et le développement régional.

Au niveau de l'éducation, avec le nouveau budget, le ministère de l'Éducation pourra poursuivre d'importants travaux de construction et de réfection, de mise aux normes et d'agrandissement dans les écoles primaires, secondaires et centres de formation professionnelle. Depuis 2018, ce sont 100 nouvelles écoles qui ont été inaugurées et plus de 200 projets d'agrandissement ont eu lieu. Dans les conditions où les établissements avaient été laissés par les gouvernements précédents, c'est un accomplissement exceptionnel. Dans Lotbinière-Frontenac, nous avons agrandi et rénové plusieurs écoles. Du côté de l'Enseignement supérieur, je souligne la poursuite du maintien du parc des réseaux universitaires et collégiaux, l'ajout de pavillons, l'agrandissement d'immeubles et le réaménagement de locaux existants et la construction de logements étudiants qui sont prévus. On parle de plus de 33 milliards qui sont inscrits au PQI pour l'ensemble de l'Éducation. C'est énorme. Dans Lotbinière-Frontenac, nous avons agrandi le centre d'études collégiales et annoncé plusieurs investissements au cégep de Thetford.

M. le Président, une autre cause qui me tient à coeur est celle de l'aide apportée aux femmes victimes de violence. Les maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale jouent un rôle central dans le soutien

offert aux femmes et aux enfants ayant vécu des situations difficiles. Nous avons investi de manière importante au cours des dernières années et atteindra, à compter de 2026-2027, plus de 165 millions de dollars par année aux services offerts dans les ressources. Entre 2019 et 2027, ce sera donc près de 1,1 milliard de dollars qui auront été investis pour les services offerts par les maisons d'hébergement.

Un autre sujet important pour moi, c'est l'efficacité de l'État. Il faut se le dire, l'accès aux services est souvent difficile, ça peut parfois être très long, et on pourrait être pas mal plus efficace. Annoncé lors du budget de 2024-2025, le processus d'examen des dépenses vise à améliorer l'efficacité de l'État dans les activités des ministères et organismes. L'exercice réalisé par le Secrétariat du Conseil du trésor permet d'annoncer une réduction des dépenses qui passera de 616 millions en 2025-2026 pour atteindre 3 milliards de dollars en deux en 2029-2030, et les gains à terme sont l'actualisation de certains programmes, l'optimisation des dépenses de nature administrative et des procédés, le plafonnement des tarifs de la main-d'oeuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux, la transformation de l'État, mais, plus précisément, l'optimisation des espaces et des loyers de l'administration gouvernementale, la création de nouveaux regroupements d'achats, la disposition des immeubles excédentaires et nécessaires... et nécessitant des investissements majeurs, la gestion centralisée des ressources humaines en technologie de l'information et des actifs technologiques. Ce sont des exemples de mesures efficaces qui représentent notre volonté de gérer correctement les finances publiques. On doit simplifier les opérations, et c'est tout le monde qui va y gagner.

En terminant, je tiens à souligner que, depuis 2018, il y a plus de 1 milliard de dollars qui a été investi dans ma circonscription. Je suis très fière de ces accomplissements, malgré toutes les embûches que nous avons traversées. Je remercie tous les acteurs du milieu qui travaillent tous ensemble pour développer la région de Lotbinière et des Appalaches, ainsi que les citoyens de Lotbinière-Frontenac pour leur appui. Merci.

Le Vice-Président (M. Benjamin) : Merci, Mme la députée de Lotbinière-Frontenac. Nous poursuivons toujours ce débat sur le discours du budget, et je reconnais Mme la députée de Mille-Îles.

Mme Virginie Dufour

Mme Dufour : Merci beaucoup, M. le Président. Alors, moi, je vais vous parler d'habitation. Je n'aurai pas tout à fait le même discours que la députée qui vient de parler. Je vais vous parler du manque d'unités, de nouvelles unités de logement social, l'arrêt du programme RénoRégion, les sommes pour les services d'aide à la recherche de logement qui ont été diminuées et aussi celles pour les infrastructures municipales, qui sont essentielles au développement de nouveaux logements.

Alors, et c'est simple, ce n'est pas moi qui vais vous parler, M. le Président, aujourd'hui, ce sont les groupes, les groupes qui ont réagi au budget. Alors, je vais commencer avec le FRAPRU, le Fonds... le Front... Mon Dieu! Je ne me souviens jamais de... bon, vous connaissez tous, tout le monde connaît le réaménagement de... bon, en tout cas, tout le monde connaît le FRAPRU, et très crédible comme groupe, et il nous souligne que le budget ne prévoit aucun nouvel investissement pour la réalisation de logements sociaux. Et, en fait, ce qui est l'enjeu actuellement, c'est le manque de prévisibilité à plus long terme. Et donc les groupes qui travaillent avec le FRAPRU mais aussi à travers la province, je l'entends, on nous dit que, si on veut pouvoir construire du logement social, il faut avoir une idée des sommes qui seront allouées dans le futur. Et là, présentement, il y a zéro somme à partir de maintenant jusque dans le futur. Dans le fond, on se concentre sur les unités qui avaient été annoncées. Et la ministre de l'Habitation relate sans arrêt les 23 000 unités de logement. Ce qu'elle omet de dire, c'est que la moitié de celles-ci avaient déjà été annoncées avant même que la CAQ arrive au pouvoir. Alors, ce sont... dans les faits, là, il y a très peu de nouvelles unités. Et d'ailleurs les 8 000 unités annoncées dans la mise à jour économique de novembre 2023, on retourne un an et demi en arrière, sont réservées, mais il n'y a eu aucun appel de projets. Donc, on ne sait pas quand est-ce que ça va venir. Donc, ce n'est pas parce qu'il y a des annonces qu'il y a de l'argent ou on dit qu'il y a des unités que, malheureusement, elles se construisent. Et, encore une fois, là, comme je disais, on est surtout dans des rattrapages de retards cumulés, parce que les premières, on l'a mentionné à maintes reprises, mais les premières années, premiers mandats du... de la CAQ, malheureusement, on a nié la crise du logement et là on est en rattrapage, mais on ne rattrape pas assez vite, M. le Président, malheureusement. Donc, ça, c'est pour les nouvelles unités.

Et je souligne aussi qu'il y avait des demandes, et ça, c'est la Fédération des locataires d'habitation à loyer modique du Québec qui nous rappelle que les OMH, les offices municipaux d'habitation seraient en mesure de développer des nouvelles unités, mais on leur octroie... il n'y a pas de programme pour eux, et il n'y a pas moyen pour eux de développer, donc, de nouveaux HLM. Et il y a actuellement beaucoup de rénovations qui se font au niveau des HLM, mais pas possibilité de densifier les sites, comme ils l'avaient demandé, et on pourrait donc avoir de nouvelles unités sur les mêmes terrains, et ça, ce n'est pas possible. Et ils nous soulignent que le gouvernement ne mise que sur le privé. Et d'ailleurs il y a effectivement beaucoup d'unités qui ont été octroyées hors programme. Et ça, c'est un autre élément, c'est qu'on ne mise pas assez sur le logement social, on est dans le logement dit abordable, mais avec une définition très, très lousse.

• (17 heures) •

RénoRégion, j'en ai parlé en période de questions, ce matin, mais ça, ça a été pleuré par nombre de groupes, dont la Fédération québécoise des municipalités, l'Union des municipalités du Québec. C'est un programme qui ne coûtait pas très cher, 15 millions par année qui ont permis de maintenir des milliers de personnes à domicile. On investissait dans des toitures qui coulent, des fenêtres en très mauvais état. Ça, c'est la FQM, là, qui nous dit ça, ou autres déficiences majeures, subvention moyenne de 19 000 \$. Et, malheureusement, ça, c'est un programme qui était disponible pour

des régions où il n'y a pas de logement abordable ou social de disponible du tout. Donc, on a beau dire : On va mettre plus d'argent, faire des nouvelles unités, ça ne règle pas le problème de ces gens-là qui, s'ils ne peuvent pas rénover leur logement, malheureusement, devront quitter la région, et ça, c'est une crainte.

L'UMQ a fait le même constat, mais elle nous souligne aussi le Programme d'adaptation de domicile, que les sommes ont été allouées dans le budget, mais, encore, là, je suis allée voir, il y a à peu près une demi-heure, M. le Président, et le programme n'a pas été réactivé. Donc, les sommes sont dans le budget, mais elles ne sont pas accessibles. Et l'UMQ nous souligne que les sommes allouées dans le budget ne servent qu'à combler l'arrérage des demandes déjà soumise sans prévoir la continuation du programme, et, ça aussi, c'est un programme qui permettait de maintenir des gens à domicile et qui était très utile aussi en région.

Ensuite, on nous fait part, et ça, c'est l'Association des Propriétaires du Québec qui nous souligne que, malheureusement, il y a une diminution de 50 % des sommes allouées aux municipalités, pour financer les municipalités, les offices d'habitation, qui font de la recherche, aident les gens à se chercher du logement. On l'a vu dans les années passées que ça a été, les demandes ont été très élevées, les demandes de trouver... pour trouver du nouveau logement. Je ne sais pas si la prémisse, c'est que, bien, comme il y aurait un moratoire sur les évictions, il n'y aurait pas de demande de relocalisation, mais c'est totalement faux. Les demandes ne cessent d'augmenter, parce que les prix des loyers ne cessent d'augmenter. Et, d'ailleurs, il y a un des communiqués qui souligne que, sous la CAQ, durant les années que la CAQ a été au pouvoir, bien, ça l'a augmenté... ça a augmenté, pardon, de 50 %, le prix des loyers, ce n'est pas rien, c'est beaucoup, mais... Et donc, là ici, on fait des économies de bouts de chandelle, on a diminué d'environ 3, 4 millions les sommes allouées pour la recherche de logement, donc, des gens qui pourraient se retrouver sans toit, malheureusement, au 1er juillet.

Et je vais terminer en parlant des infrastructures municipales, et ça, c'est autant les municipalités qui dénoncent la situation que les... l'association, là, l'association, l'APCHQ, là, les professionnels de la construction de l'habitation du Québec, donc, ceux qui construisent les logements, nous font part que, malheureusement, les sommes qui sont disponibles, qui ont été allouées pour les municipalités dans le Plan québécois des infrastructures, ont été réduites à 7 milliards pour la période... les 10 prochaines années, alors que ça aurait dû, si on avait maintenu le niveau, être d'au moins 9,2 milliards. Donc, il y a un manque à gagner important. Mais l'APCHQ nous rappelle qu'il y a déjà plusieurs moratoires à travers la province, des moratoires de développement immobilier, et qui sont liés directement à la capacité des aqueducs et des égouts, qui sont insuffisants. Ils nous disent : C'est l'angle mort de la crise de l'habitation, alors, «c'est malheureusement un rendez-vous manqué», ce sont les mots de l'APCHQ. On aurait pu s'assurer que les développements se fassent, mais là, malheureusement, on risque de voir... en fait, on ne risque pas de stimuler les mises en chantier avec ces sommes réduites. Et, en temps de crise économique potentielle, ça aurait été une bonne façon de s'assurer, là, de combler les pertes d'emploi à venir.

Motion formulant un grief

Et je terminerais, parce que je dois le faire, en déposant cette motion de grief, que je vais lire... de grief, pardon : «Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son incapacité à répondre à la crise du logement en négligeant à la fois le soutien à la construction résidentielle et l'adoption de mesures facilitant l'accès à la propriété.»

Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci. Votre motion est déposée sous réserve de sa recevabilité. Donc, je cède la parole à M. le député de Beauharnois.

M. Claude Reid

M. Reid : Merci, Mme la Présidente. Salutations, chers collègues, en cette période budgétaire. Comme la plupart de mes collègues, Mme la Présidente, je tiens à saluer le travail qui a été fait par notre ministre des Finances au cours des dernières semaines, derniers mois, dans le contexte dans lequel nous vivons actuellement, marqué par l'incertitude, notamment, au sud de la frontière. Ce n'était pas évident, puis on a réussi, malgré tout, à faire un budget pour les Québécois. Aujourd'hui, bien, moi, j'ai l'honneur de prendre la parole pour présenter certaines mesures concrètes que notre gouvernement a mis en place pour soutenir notamment les personnes vulnérables.

Ce budget, ce n'est pas seulement une question de chiffres et d'investissements, on a entendu plusieurs chiffres dans l'opposition, mais ils reflètent nos valeurs et nos engagements envers la solidarité sociale. Et ça, c'est quelque chose qui est très cher pour moi, pour avoir été impliqué dans le communautaire.

Dans une société prospère comme la nôtre, personne ne doit être laissé pour compte. Trop de citoyens, parce que c'est toujours trop, font face à des défis quotidiens en raison de leur âge, leur situation économique, leur état de santé ou encore leur réalité familiale. Que ce soit pour un aîné qui peine à se maintenir à domicile, une famille monoparentale qui a peine à joindre les deux bouts, une personne vivant avec un handicap ou un jeune en situation d'itinérance et qui tente de se reconstruire, notre gouvernement est là pour agir.

Ce budget 2025-2026, Mme la Présidente, marque un engagement renouvelé envers les citoyens les plus fragiles de notre société. Chaque dollar investi dans le soutien aux plus démunis est un dollar investi dans une société plus juste et équitable.

Ce budget transforme cette responsabilité gouvernementale en actions concrètes. On s'appuie ici sur des investissements majeurs, parfois des sommes historiques, pour garantir à tous un accès aux services essentiels, que ce

soit le logement, les soins de santé, le soutien financier ou l'accompagnement psychosocial. Il est de notre devoir de mettre en place des solutions durables qui favorisent l'autonomie et l'inclusion sociale.

Il y a un contexte, bien entendu, qui comprend divers éléments exigeant des actions fortes de notre part. On parle ici du vieillissement de la population, de l'inflation, de la crise du logement, de l'augmentation des troubles de santé mentale, l'augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance, et mon côté touché par ça, et j'en passe.

C'est donc avec cette vision de bâtir un Québec plus juste, plus humain que ce budget a été conçu.

Tout d'abord, les aînés constituent une part grandissante de notre population, notamment en Montérégie, où plus de 20 % des citoyens sont âgés de 65 ans et plus. Voici des mesures phares du budget concernant cette partie très importante de la population, nos pionniers, ceux qui ont bâti le Québec, nos bâtisseurs.

D'abord, le budget 2025-2026 prévoit 318 millions de dollars sur cinq ans pour assurer la qualité des milieux de vie des aînés, des endroits qui doivent être sécuritaires et adaptés à leurs besoins.

Une somme de 288 millions de dollars sont destinés au financement nécessaire pour continuer l'harmonisation des CHSLD publics et privés.

On veut aussi assurer la pérennité des services et la sécurité offertes en résidence privée pour aînés par un investissement de 30 millions de dollars sur trois ans qui va permettre de prolonger le programme d'aide financière pour l'installation des gicleurs dans les RPA jusqu'en 2027.

On prolonge également d'une année le programme visant à réduire l'impact des hausses des primes d'assurance dans les RPA et autres entités privées concernées.

Depuis l'année fiscale 2021-2022, notre gouvernement a investi près de 1,1 milliard de dollars dans les mesures visant à maintenir les services aux aînés en RPA. Ce n'est pas rien, Mme la Présidente.

Au niveau des accès... de l'accès aux soins, à la lutte contre l'isolement, en fait, c'est le déploiement de 19 nouvelles maisons des aînés en cours de réalisation ou qui sont ouvertes, qui totalisent près de 2,1 milliards de dollars de contribution du gouvernement au PQI. Ce n'est pas rien. Moi, je suis heureux. En fait, il y a une maison des aînés qui a été construite dans le comté de Beauharnois qui va ouvrir ses portes incessamment, et j'en suis très honoré, parce que c'est pour nos aînés. En fait, c'est le gouvernement.

• (17 h 10) •

Une somme... Il y a une somme de 50 millions de dollars sur cinq ans pour rehausser le soutien financier des organismes communautaires agissant à titre de première ligne pour les réseaux de la santé et des services sociaux, notamment ceux financés par le PSOC. Vous savez, ces organismes ont une clientèle variée, puis j'en ai dans mon comté, vous en avez tous dans vos comtés, mais il y a une clientèle variée, donc, la population aînée qui veut en faire... qui peut en faire recours pour une multitude de services, incluant des services d'aide à domicile pour les personnes proches aidantes entre autres.

Et j'ai sorti un tableau, tout récemment, dans mon comté, pour être en mesure de voir comment notre gouvernement, depuis 2018, a augmenté les sommes dans le PSOC, le programme de soutien aux organismes communautaires. Juste dans le comté de Beauharnois, Mme la Présidente, il y a 31 organismes qui reçoivent de l'aide du gouvernement par le biais de ce programme. En 2018, c'est une somme de 6,2 millions de dollars qui était versée. Et, en 2024-2025, donc la dernière année fiscale, c'est plus de 12 millions de dollars qui sont versés à ces organismes. Donc, nous avons multiplié par 100 % les budgets pour le PSOC. Alors donc, on était à l'écoute du milieu communautaire. On est là pour les aider, pour les accompagner. Ils ont un travail... ils font un travail extraordinaire sur le terrain, on les appuie, on est là pour les aider.

En somme, ce sont des mesures qui visent à assurer la sécurité, l'autonomie et la dignité, notamment de nos aînés. Vous savez, la Montérégie est l'une des régions les plus dynamiques du Québec, mais certaines familles y vivent encore dans la précarité. Notre gouvernement met en place plusieurs actions pour soutenir les familles vulnérables. En matière de soutien au revenu et bonification des allocations, il y a notamment une somme de près de 70 millions de dollars pour apporter une aide à ceux qui vivent une situation difficile, notamment les personnes qui ont dû quitter leur pays d'origine, soit par l'embauche de ressources pour le traitement de la hausse des demandeurs d'asile à l'assistance sociale pendant la période prévue, le prolongement supplémentaire du programme spécifique d'aide pour les Ukrainiens d'un an, une aide qui soutenait environ 2 000... plus de 2 000 ménages en janvier dernier, une bonification du programme de soutien à l'action bénévole. Donc, c'est ce que... ce sont des programmes, donc, qui sont dans chaque comté des députés au Québec, donc dans les 125 comtés. Le soutien des services... d'interprétariat, pardonnez-moi, pour les femmes immigrées réfugiées et à statut précaire, de victimes de violence pour qu'elles soient mieux accompagnées dans les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violences... Un investissement également de 82 millions de dollars sur cinq ans qui va permettre de poursuivre, d'optimiser et de moduler les allocations destinées à l'intégration d'enfants vulnérables dans les services de garde. De cette façon, les enfants qui en ont le plus besoin recevront le soutien nécessaire pour y répondre.

En ce qui a trait à l'aide alimentaire ou le soutien aux jeunes, il y a une augmentation du financement de l'organisme les Banques alimentaires du Québec, à hauteur de 24 millions de dollars sur deux ans, pour soutenir l'achat de denrées, tout en considérant la hausse importante de la demande et du coût des aliments. Une somme de 3 millions de dollars sur trois ans sera investie dans le cas du PQI 2025-2035 pour améliorer les infrastructures et l'approvisionnement du réseau des banques alimentaires. Et ça encore, c'est une donnée à laquelle je suis très fier. J'ai été impliqué à la banque alimentaire dans ma région, donc, qui est Moisson Sud-Ouest pendant une dizaine d'années. Et, bon, avant d'être élu en 2018, on cherchait toujours du financement pour des projets. Ce n'était pas facile. Et, avec notre gouvernement, bien, les banques alimentaires ont reçu des sommes importantes, à la fois pour les infrastructures et pour l'achat de denrées. Et juste Moisson Sud-Ouest, dans mon comté, en fait, ils ont reçu près de... bien, ils ont reçu 1,7 million de dollars, donc, pour l'agrandissement de ses installations. Alors, ça, c'est sur trois ans. Donc, c'est dans le cadre d'un programme qui

avait été mis sur pied par mon collègue à l'Agriculture, et je l'en remercie. Et ce que je veux, par ce message, Mme la Présidente, c'est qu'on écoute, on écoute le terrain, on est là pour les accompagner. Donc... Et ça, c'est une fierté, enfin, moi, j'en suis très fier parce qu'on a poussé pour ça.

De plus, notre gouvernement a conclu un accord avec le gouvernement fédéral pour assurer un financement de 65,2 millions de dollars sur trois ans provenant du Programme national d'alimentation scolaire, afin de financer l'aide alimentaire dans les écoles destinée aux enfants qui en ont le plus de besoin.

Avec ces investissements, nous nous assurons que chaque famille du Québec, Mme la Présidente, ait accès à des conditions de vie décentes.

Les personnes vivant avec un handicap ou une condition médicale limitante doivent pouvoir bénéficier du soutien nécessaire à leur épanouissement. D'ailleurs, le présent budget prévoit une somme de 15 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir la pratique du loisir chez les personnes vivant des limitations physiques ou intellectuelles — juste prendre une petite gorgée — afin de surmonter les barrières d'accompagnement, de transport et d'accessibilité aux sites et installations. Via l'amélioration des services d'accompagnants, le Programme d'adaptation de domicile est bonifié par un investissement de 38 millions de dollars en 2025-2026 pour favoriser les travaux visant à adapter et rendre plus accessibles les logements occupés par des personnes handicapées. De plus, 45,4 millions de dollars sur trois ans seront mis au service... à l'adoption d'une nouvelle stratégie nationale qui aura comme objectif de favoriser l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées. Ces initiatives, Mme la Présidente, vont permettre à des milliers de Québécois de vivre avec dignité et autonomie.

L'itinérance est également un enjeu de plus en plus préoccupant, notamment en Montérégie, où les demandes d'hébergement d'urgence ont bondi de 30 % en deux ans. À cet effet, notre gouvernement a annoncé, la semaine dernière, une somme de 32,7 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir les ménages ayant des besoins urgents, les jeunes quittant les services de protection de la jeunesse ou les personnes en situation d'itinérance ou risquant de le devenir... à avoir accès à 1 000 nouvelles unités du Programme de supplément au loyer, que l'on appelle le PSL.

De plus, 3,9 millions de dollars en 2025-2026 seront destinés au financement des municipalités, les offices d'habitation, qui accompagnent les ménages ayant des besoins urgents, notamment ceux se trouvant sans logement à la veille du 1er juillet.

Le présent budget prévoit également 302,6 millions de dollars sur cinq ans pour appuyer des actions additionnelles en matière d'accès au logement de personnes vivant dans des conditions inadéquates, soit par le financement du maintien du parc d'habitations à loyer modique et celui de l'adaptation de logements en réponse aux besoins urgents en matière de logement. Une somme de 42,6 millions de dollars sur cinq ans va permettre de venir en aide à environ 900 jeunes quittant les centres de protection de la jeunesse et des personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir qui bénéficient du Programme de supplément au loyer. Ce montant, Mme la Présidente, est au service de cette population vulnérable pour éviter qu'ils ne se retrouvent sans logis.

De plus, 559 millions de dollars sont prévus dans le PQI 2025-2035 pour soutenir la construction et la réfection de logements sociaux et abordables. Depuis 2018, Mme la Présidente, l'investissement attribué au secteur a bondi de 72 % grâce à l'investissement... un investissement de 1,7 milliard de dollars de notre gouvernement, ainsi accélérant la construction de logements accessibles et abordables.

Mme la Présidente, ce budget 2025-2026 démontre clairement notre engagement envers les citoyens les plus vulnérables. Qu'il s'agisse de nos aînés, de nos familles, des personnes en situation de handicap, des itinérants ou des individus en détresse psychologique, notre gouvernement répond présent. Nous devons nous assurer que chaque personne puisse obtenir l'aide nécessaire sans délai. Avec ces investissements massifs et ces nouvelles mesures, nous bâtissons un Québec plus juste, plus inclusif et plus humain. Nous avons une responsabilité collective d'assurer un avenir meilleur à tous nos citoyens, et ce budget nous permet d'aller encore plus loin dans cette mission. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Je vous remercie, M. le député. Maintenant, nous poursuivons avec M. le député de Portneuf.

M. Vincent Caron

M. Caron : Bien, merci et bonjour, Mme la Présidente. Très heureux d'être parmi vous aujourd'hui, et, bien entendu, je salue l'ensemble des collègues qui sont présents avec nous cet après-midi. C'est toujours un privilège de prendre la parole en cette Chambre, mais c'est un exercice, notamment, important pour notre démocratie, et puis le moment d'aujourd'hui, qui nous indique de commenter, finalement, le budget qui a été déposé par notre collègue la semaine dernière, est un moment particulièrement choisi, justement, pour commenter et dire à quel point nous sommes fiers de présenter un budget, finalement, qui soit adapté aux réalités et à nos besoins.

• (17 h 20) •

Dans mon cas, étant adjoint à la ministre du Tourisme, c'est vraiment avec beaucoup d'intérêt que je vais exposer un petit peu ce qu'on a fait et ce qu'on veut faire, justement, en matière de tourisme. J'ai ce privilège, en effet, de représenter la ministre du Tourisme notamment ici, dans la Capitale-Nationale, cette belle région qui est enviée de bien du monde de par le monde, d'ailleurs, de par la planète, une région qui est très visitée pour sa beauté, mais aussi pour l'histoire qui est imprégnée à l'intérieur des murs de la ville de Québec, mais aussi l'histoire qui est imprégnée sur le territoire qui s'étend, donc, de Portneuf à Charlevoix — Côte-de-Beaupré, un attrait qui est absolument incontournable pour celles et ceux qui aiment faire un déplacement sur le continent nord-américain et une popularité qui ne cesse de se... de grossir d'année en année. On sait notamment que, en effectuant un voyage dans la région de la Capitale-Nationale

mais à l'intérieur du Québec, bien, on sait qu'on va pouvoir le faire de manière très sécuritaire. Donc, c'est aussi un élément qui vient favoriser la venue et puis la visite de voyageurs qui viennent d'un peu partout sur la planète.

Le tourisme, souvent, on a un peu de misère, Mme la Présidente, à admettre que le tourisme est un moteur économique important, un vecteur économique très important dans lequel il faut, bien entendu, investir, parce que, un petit peu comme toutes les industries, il faut se réinventer, penser à faire les choses autrement. On ne peut pas rester campé sur des manières de faire du passé, au contraire, il faut s'inscrire dans la modernité, et c'est ce qu'on fait au Québec, Mme la Présidente. Donc, comme je le disais, le tourisme est un moteur économique important pour notre province, il représente environ 2,5 % du PIB et il soutient plus de 400 000 emplois directs ou indirects.

En 2024, par exemple, la province a accueilli plus de 30 millions de visiteurs, Mme la Présidente, générant ainsi des profits qui sont quand même colossaux, de 16 milliards de dollars. C'est quand même vraiment impressionnant, non négligeable, et je sais que bien des nations sur cette planète aimeraient attirer autant de revenus issus du tourisme.

À cet effet, dans le cadre du budget qui a été déposé, le ministre des Finances a, bien entendu, intégré, de manière importante, cette notion d'accompagner le tourisme en proposant des mesures financières qui sont là pour stimuler la création de la richesse des régions. Ces investissements majeurs vont soutenir l'industrie du tourisme dans ses activités et favoriser, comme je le disais, des retombées importantes pour notre économie tant au niveau national que local.

L'Alliance de l'industrie touristique du Québec, qu'on nomme communément, dans notre jargon, l'alliance, a, d'ailleurs, accueilli très favorablement les mesures annoncées dans le budget du ministre des Finances récemment. Dans un contexte d'incertitude économique, elle estime que le gouvernement envoie un signal fort à l'industrie touristique en accordant 138 millions de dollars sur cinq ans.

On va pouvoir parcourir quelques exemples, Mme la Présidente. On a notamment insufflé des mesures pour augmenter la visibilité internationale du Québec, notamment 80 millions de dollars pour le soutien des festivals et événements, des sommes qui s'ajoutent au 15... un peu plus de 15 millions de dollars qui était déjà prévu annuellement pour le programme qu'on nomme, chez nous, aide financière aux festivals et événements touristiques.

Et je vois plusieurs collègues qui sont assis avec nous cet après-midi. Et on sait à quel point, hein, lorsqu'un petit festival, dans nos circonscriptions, émet une demande ou dépose, finalement, un dossier pour être accompagné par le gouvernement pour stimuler, un petit peu, plus l'événement qu'il propose, eh bien, on sait à quel point, lorsque l'avis, la réponse est favorable, finalement, à quel point, bien, ça fait toute la différence dans l'organisation de ces gens, qui sont souvent des bénévoles. Mme la Présidente, il faut le rappeler, ce sont ces gens qui s'impliquent dans nos comités mais qui font véritablement la différence et qui font bouger les choses. Ils sont ni plus ni moins que l'effervescence dans nos régions.

On a ensuite, Mme la Présidente, annoncé un appui financier de 34 millions de dollars pour les associations touristiques régionales et sectorielles.

On a également annoncé des investissements de 24 millions de dollars pour le développement et la mise en valeur de nos attraits et établissements touristiques par le soutien au Programme d'appui au développement des attraits touristiques, communément appelé, dans notre jargon, le PADAT, et au Programme d'accessibilité des établissements touristiques.

Alors, vous vous souvenez, Mme la Présidente, qu'il y a quelques années on avait effectué un virage important au Québec parce qu'on voulait s'assurer que l'ensemble des établissements touristiques soient adaptés, justement, aux nouvelles réalités, mais qui est aussi une espèce de norme minimale pour pouvoir accueillir dignement et correctement les visiteurs qui viennent d'un peu partout pour découvrir notre belle province. Eh bien, le fait d'avoir classifié, il y a quelques années, ces établissements fait en sorte qu'aujourd'hui il y a des notions de qualité qui sont reconnues de par le monde, de par la planète. Et, aujourd'hui, on sait que les hébergements qu'on propose sont des hébergements qui sont souvent irréprochables. Et puis la concurrence est telle qu'on n'a pas le choix, vous savez, Mme la Présidente, lorsqu'on est dans le milieu hôtelier, d'essayer de toujours se classifier parmi les meilleurs, parce que, de par les médias sociaux, eh bien, on se rend compte que les avis qui sont donnés, si ces avis étaient négatifs, eh bien, feraient effet boule de neige, et, rapidement, nos établissements touristiques pourraient en souffrir et avoir moins de clientèle qui les fréquenterait. Donc, aujourd'hui, on a un standard de qualité qui est vraiment remarquable au Québec, mais, cependant, il faut continuer de... d'accompagner, pardon, nos établissements touristiques pour justement venir bonifier encore cette offre et faire en sorte qu'elle soit encore plus alléchante pour séduire les visiteurs qui viennent chez nous.

En effet, Mme la Présidente, on ne peut pas nier le fait que la tension qui est exercée actuellement sur notre province, avec les agissements ou, en tout cas, les mesures qu'adopte le gouvernement des États-Unis et son chef d'État... Donc, le gouvernement a mis sur place... Vous savez que notre premier ministre, actuellement, est, justement, en Allemagne pour essayer d'aller développer de nouveaux axes, de nouveaux marchés, pour accompagner nos entrepreneurs, nos manufacturiers, eh bien, du côté du tourisme, Mme la Présidente, nous aussi, on s'est impliqués un peu plus et on s'est creusé la tête pour essayer de, justement, mettre en place une diversification des vols directs avec d'autres marchés internationaux. Vous savez que c'est un peu compliqué, hein, de mettre en place de nouveaux axes entre tous les pays qu'on peut trouver un peu partout, mais de créer, justement, un lien direct qui va d'une ville européenne ou une ville ailleurs dans le monde, avec des avions qui se posent soit à Montréal ou à Québec, eh bien, ça, ça fait toute la différence parce que les touristes arrivent véritablement au cœur de ce qu'il y a à découvrir ici, dans la province. Donc, on continue de travailler, Mme la Présidente, avec l'alliance, pour obtenir des confirmations que le programme de développement des liaisons aériennes vers le Québec fonctionne. Et on sait qu'il venait, justement, à échéance le 31 mars 2025 et on a eu confirmation, avec, justement, le dépôt de ce budget, que ce programme intéressant sera reconduit pour deux années au minimum. Donc, on est toujours en quête de nouveaux marchés pour trouver une clientèle qui est toujours enrichie pour venir découvrir notre belle province. Donc, on continue de travailler à la fois avec les aéroports mais aussi à la fois avec toutes les accointances, finalement,

qu'on a un peu partout sur ou dans les pays du monde. Je sais, pour rencontrer assez régulièrement les responsables du... de l'aéroport de Québec, qu'eux aussi travaillent très fort pour mettre en place un maximum de liaisons, donc, qui, encore une fois, vont favoriser l'arrivée de tourisme de manière massive pour venir découvrir à la fois, bien entendu, notre capitale nationale, mais l'ensemble des attraits qu'on peut trouver un peu partout au Québec.

L'alliance souligne que le gouvernement... et reconnaît, surtout, que le gouvernement, dans son budget, apporte une contribution significative au tourisme et à la vitalité économique des différentes régions du Québec. Les sommes qui ont été annoncées permettront, en effet, à l'industrie touristique québécoise de poursuivre sa croissance et d'augmenter surtout l'attraction des touristes internationaux. Ces derniers ont injecté plus de 4 milliards de dollars dans l'économie du Québec en 2023. C'est vraiment un chiffre qui est, vous en conviendrez, non négligeable.

• (17 h 30) •

D'ailleurs, Geneviève Cantin, qui est la directrice générale de l'alliance, disait très récemment, et je vais la citer en ouvrant les guillemets : «Le contexte géopolitique actuel nous pousse à diversifier les marchés et à redoubler d'efforts pour positionner le Québec comme une destination touristique de choix. Les dépenses des touristes étrangers stimulent les revenus fiscaux permettant d'investir dans des infrastructures publiques et des services bénéfiques pour l'ensemble de la population. Le tourisme n'est pas une dépense pour le gouvernement, mais une source importante de revenus.» Et comme je le disais, c'est la directrice générale d'alliance qui disait ces mots il y a quelques jours, suite au dépôt du budget.

Donc, notre gouvernement, Mme la Présidente, a investi des sommes historiques dans le PQI 2025-2035, et le secteur touristique, bien entendu, ne fait pas exception. Dans le cadre de ce budget, 1,84 milliard de dollars ont été octroyés pour le tourisme et les activités récréatives, dont un peu plus de 167 millions de dollars qui seront destinés à la bonification des parcs. Je vais prendre une petite goutte d'eau.

Merci. Et justement, Mme la Présidente, en consultant le tableau de bord des projets d'infrastructures, on constate qu'il y a présentement 10 projets en cours de réalisation, dont deux que j'aimerais souligner particulièrement puisque ce sont des projets qui voient... verront le jour, plutôt, dans notre belle capitale nationale. Je parle, par exemple, de la construction du sentier dans le parc de la Chute-Montmorency. Hein, ce parc, il faut le savoir, est un attrait touristique incontournable ici, dans la capitale nationale. C'est le plus visité de la région, avec près de 1 million — c'est quand même impressionnant, Mme la Présidente — près de 1 million de visiteurs par année, dont... Et puis c'est sûr qu'il y a une clientèle qui est locale, qui visite, hein, de temps en temps, on a envie d'aller revoir nos attraits, mais on a cette chance que beaucoup de gens proviennent de l'extérieur. Donc, dans le cas du parc de la Chute-Montmorency, eh bien, 60 % des visiteurs proviennent de l'extérieur du Québec. Et on sait, on a toujours envie, quand on est face à ces chutes, de mettre notre clignotant pour aller se faire arroser un petit peu. Et je vois le député de Montmorency qui me fait un signe comme ça. C'est une grande fierté pour lui d'avoir un aussi beau joyau, un aussi beau joyau dans sa circonscription.

Donc, le projet a pour objectif de mettre en valeur et d'optimiser l'expérience des touristes, bien entendu, par la construction d'un circuit complet d'expérience qui va aller jusqu'au pied de la chute. Le sentier nature, dans le bois, de 410 mètres prévoit plusieurs accès à l'eau, dont les pêcheurs, notamment, pourront profiter pour lancer leur ligne dans le bassin, mais surtout et principalement pour permettre aux promeneurs de s'approcher de la chute. Hein, on a toujours envie quasiment de se faire doucher par les embruns de cette chute majestueuse. Finalement, le sentier actuel sera élargi et rehaussé pour enjoliver l'expérience des chutes avec des aménagements paysagers, rendant les lieux encore plus charmants et accueillants qu'ils ne sont actuellement.

Il y a aussi ce qu'on appelle la construction du pavillon Louphoque de l'Aquarium de Québec, un projet là aussi grandiose, Mme la Présidente, de l'ordre d'environ 21 millions de dollars en investissements par notre gouvernement. Ce financement représente le plus important déjà accordé à l'Aquarium de Québec depuis la dernière décennie. La mise en service... Bravo, en effet. La mise en service complète du pavillon est prévue pour juin 2026, donc on s'en approche, et un aménagement majeur et complet a été nécessaire pour mettre à disposition du projet l'espace approprié. Le projet vise une expérience immersive des visiteurs qui pourront se promener sur les passerelles et entre les bassins reproduisant l'habitat naturel des loutres des mers et des phoques, par exemple, Mme la Présidente. Une vue sous l'eau exposera aussi un point de vue unique sur l'activité de ces fascinantes créatures. Donc, un autre beau projet qui va voir le jour ici, dans la capitale nationale.

La Capitale-Nationale, vous l'aurez compris, c'est ce qui, finalement, nous stimule le plus. Nous sommes quelques élus ici, en cette Chambre, à défendre bec et ongles les projets qu'on veut voir naître, mais aussi les projets qu'on veut voir aboutir. Donc, elle comprend bien entendu la ville de Québec, qui est magnifique, et ses environs. Et je rappelle souvent, en tout cas, à chaque fois que l'occasion m'en est donnée, que la Capitale-Nationale, ce n'est pas, justement, la ville de Québec, mais c'est aussi Portneuf et Charlevoix—Côte-de-Beaupré. C'est l'une des destinations les plus prisées au Québec, Mme la Présidente, avec plus de 4,5 millions de visiteurs annuellement. Elle représente donc une part importante de l'industrie touristique provinciale, une part qu'il ne faut pas négliger. Et on va continuer de travailler en ce sens pour s'assurer que, finalement, le passage dans la Capitale-Nationale et dans la ville de Québec soit un incontournable pour l'ensemble des visiteurs qui viendront fouler le sol québécois.

On a, bien entendu, pour tout ça, Mme la Présidente, modernisé des infrastructures et des attraits touristiques. Je parle, par exemple, de la rénovation et la mise en valeur du Vieux-Québec. On a de magnifiques attraits et on aime partager à la fois la beauté de l'architecture, mais aussi, par ce partage de la beauté de l'architecture, on aime partager notre histoire, nos valeurs, nos traditions. On a mis en place un programme de réhabilitation des sites patrimoniaux et on soutient la restauration des bâtiments historiques. On veut, comme je le disais, partager cette beauté, partager cette histoire, mais surtout la transmettre et puis la faire aimer aux générations qui... aux jeunes générations qui viennent découvrir, justement, cette histoire en Amérique du Nord.

L'amélioration des infrastructures d'accueil pour les croisiéristes est un secteur qui... puisque c'est un secteur qui génère aussi beaucoup d'argent, Mme la Présidente, plus de 80 millions de dollars en retombées économiques.

Figurez-vous qu'il y a quelques années on s'est même heurtés à un problème, Mme la Présidente, c'est qu'on voyait trop de navires arriver en même temps dans notre belle capitale nationale, ce qui fait que les commerces en place ici, eh bien, n'avaient pas la capacité pour les accueillir adéquatement et dignement. Donc, on a demandé à nos... croisiéristes, pardon, de trouver une organisation et une planification pour finalement lisser leur venue dans la capitale nationale et faire en sorte que l'expérience touristique des gens qui débarquent des navires, eh bien, soit la plus optimale possible.

On a, et ça, c'est un sujet qui me tient particulièrement à coeur, Mme la Présidente, on a mis un accent important sur le développement du tourisme hivernal. On a ici une particularité, ces beaux hivers, là, qu'on a aussi envie de partager. Donc, on a investi beaucoup d'argent pour renforcer l'attractivité, notamment, du Carnaval de Québec, qui fêtait, l'année dernière, ses 60 années. Mais, cette année, inspirée, finalement, de l'anniversaire de l'année dernière, on a vu que l'organisation qui avait été mise en place en 2025 était, là encore, assez exceptionnelle. Et les diverses activités qui s'articulent, finalement, autour du Carnaval de Québec sont particulièrement intéressantes à la fois pour... Moi, j'avais cette vision, avant, d'un carnaval qui était plus familial, mais aujourd'hui on se rend compte qu'on vise toutes les générations et on est capable de satisfaire vraiment un maximum de visiteurs autour de notre beau carnaval.

Bien entendu, et tout à l'heure je le disais, il y a les activités dans la ville de Québec, mais il y a ces sites hivernaux qu'on trouve un peu en périphérie de la ville de Québec. Je parle, par exemple, de la Station touristique Duchesnay, de l'Hôtel de Glace, qu'on a encouragé beaucoup. Dans ma circonscription, on a la Vallée Bras-du-Nord, qui offre de plus en plus d'activités, qu'elles soient sportives ou non, pour venir satisfaire une clientèle de plus en plus assoiffée par des... assoiffée par des activités qui sont toujours différentes. Donc, vraiment, vous voyez, Mme la Présidente, qu'on est réellement dans la diversification pour essayer de couvrir une gamme assez large, et satisfaire beaucoup... beaucoup les visiteurs, et s'assurer que cette expérience qu'ils vont vivre ici, eh bien, soit une expérience de laquelle ils vont se souvenir, mais surtout qu'ils vont aller partager, lorsqu'ils vont rentrer dans le pays duquel ils sont originaires, qu'ils vont aller partager avec leurs amis, avec leurs connaissances pour faire en sorte que, eh bien, cet engouement pour venir découvrir le Québec et la région de la Capitale-Nationale soit de plus en plus fort.

On a aussi accordé des moyens pour le programme de bonification des sentiers et des infrastructures pour le ski de fond et la motoneige. Vous savez, on doit aussi se préparer à une réflexion très prochaine. Nos hivers sont de plus en plus différents, hein, la saison de la motoneige... Moi, je sais, quand je suis arrivé au Québec, il y a 25 ans, la saison de motoneige battait son plein dès la fin décembre et puis elle arrêtait à la fin mars. Eh bien, maintenant, cette saison, avec les changements climatiques, est de plus en plus raccourcie. Donc, il va falloir s'interroger sur les manières de faire, justement, pour offrir d'autres activités aux gens qui veulent venir profiter de l'hiver ici, au Québec.

• (17 h 40) •

Le comité de travail qui a été mis en place, justement, avec Destination Québec Cité, qui est une organisation assez exceptionnelle, mais qui fait preuve toujours de beaucoup d'originalité pour essayer de nous proposer des activités différentes, on veut se démarquer, Mme la Présidente. On veut se démarquer de ce qu'on trouve ailleurs à l'international. On veut créer un effet wow, finalement. Et je pense que c'est ce qu'on arrive à faire.

Je vais vous donner quelques détails de ce qu'on a fait, justement, de ce qu'on a accompagné, finalement, l'hiver dernier, l'ice-o-thèque à l'Agora, qui était mis en valeur par le Village Nordik du port de Québec. On a financé proche de 250 millions... 250 000 \$, pardon, dans ce projet. Le circuit illuminations, que vous avez possiblement vu, Mme la Présidente, qui a été créé en collaboration avec la communauté allemande de Québec. On a là... On s'est impliqués pour un peu plus de 320 000 \$ dans ce projet. Gougoune et doudoune, qui a été propulsé par le Carnaval de Québec, ça, c'était plus de 800 000 \$, Mme la Présidente, qu'on a injectés dans ce beau projet. Et puis cette année, c'était l'anniversaire de l'Hôtel de glace, qui a fêté ses 25 années, un quart de siècle de fierté. Et, là encore, le gouvernement a pu accompagner les promoteurs à hauteur de 250 000 \$.

Donc, vous l'aurez compris, Mme la Présidente, on met beaucoup d'énergie pour essayer de stimuler encore plus l'hiver, mais on met de l'énergie aussi pour essayer d'étirer les saisons, parce qu'on sait que les périodes les plus creuses en matière touristique, eh bien, ce sont les périodes qu'on va trouver au printemps, comme actuellement, là, on n'a pas beaucoup d'activités, finalement, qui viennent satisfaire aux touristes. Et puis après l'automne, après cette belle saison des couleurs, eh bien, là encore, avant que la neige s'installe, on se trouve à faire face à une baisse de la fréquentation des touristes.

Donc, c'est là-dessus qu'on veut travailler essentiellement, Mme la Présidente. Et, pour ça, eh bien, on est en constante... en constante... pas négociation, mais on s'assoit et on travaille avec le Centre des congrès du Québec... de Québec, pardon, notamment pour essayer d'accueillir un plus grand nombre de conférences. Et ces conférences, on voudrait qu'elles puissent se tenir ici, dans la région de la Capitale-Nationale, en dehors de ces périodes touristiques dont je vous ai parlé tout à l'heure.

Donc, on veut également augmenter notre soutien aux hôtels et aux infrastructures d'accueil pour répondre à la demande croissante du tourisme d'affaires. C'est assez impressionnant. Je suis allé à plusieurs reprises rencontrer la direction du centre de... Centre des congrès de Québec, et on se rend compte qu'on accueille vraiment une multitude de congrès ici, à Québec. Bien entendu, il y a des congrès qui sont de nature plus ludique, mais on se rend compte qu'on accueille aussi beaucoup de congrès qui ont trait à la science et à la médecine. Bref... Et le Centre de congrès est vraiment adapté, on a une cuisine aussi qui est assez extraordinaire. Souvent, lorsqu'on va dans un centre de congrès et qu'on participe justement à une activité, on ressort de là un petit peu déçu parce qu'on se dit : L'espace était beau, mais la nourriture était bien ordinaire. Eh bien, nous, ici, à Québec, on est capable d'offrir un espace qui est fabuleux, mais aussi une nourriture qui est assez impressionnante au regard du nombre de repas qui peuvent être servis en une journée.

L'objectif, Mme la Présidente, l'objectif, finalement, de notre premier ministre, je la trouvais... je le trouvais ambitieux il y a quelques années, lorsqu'on avait une discussion et qu'il souhaitait qu'on puisse augmenter de 15 %, d'ici 2030, les revenus touristiques ici, au Québec, eh bien, je me rends compte qu'on est en train d'atteindre petit à petit cet objectif et je suis convaincu qu'on devrait y arriver prochainement. Alors, surtout, il faut redoubler encore d'efforts, il faut se retrousser toujours les manches, mais il faut surtout, encore une fois, faire preuve d'imagination pour s'assurer de séduire mieux encore les gens qui viendront nous voir.

C'est la création de 3 500 nouveaux emplois dans l'industrie touristique régionale, notamment dans l'hôtellerie et la restauration. On veut absolument renforcer l'image de Québec comme une destination incontournable en Amérique du Nord. On veut miser, comme je le disais tout à l'heure, Mme la Présidente, sur son patrimoine historique et aussi sur les événements d'envergure qu'on propose.

Donc, les investissements au secteur touristique sont essentiels. On va continuer de travailler les programmes en place. On va continuer d'offrir un soutien accru aux régions pour développer des offres diversifiées, que ce soit dans le domaine écotouristique, touristique autochtone. Le tourisme autochtone, je n'ai pas eu l'occasion d'en parler, Mme la Présidente, mais c'est vraiment essentiel, mais on a la chance d'avoir la nation huronne-wendat ici, juste à proximité.

Donc, je termine, Mme la Présidente, pour vous dire qu'on va toujours travailler énormément pour stimuler le plus efficacement possible le tourisme de la région de la Capitale-Nationale, mais à grandeur de notre province. Car le tourisme, c'est un moteur économique important auquel on croit. Et je vous remercie beaucoup pour votre attention.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, M. le député. Maintenant, je suis prête à entendre un autre intervenant. Mme la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques, à vous la parole.

Mme Manon Massé

Mme Massé : Merci, Mme la Présidente. Ça me fait plaisir d'être là, cet après-midi, pour intervenir sur le budget 2025-2026 du gouvernement du Québec. Et je vais me restreindre, puisque je n'ai que 10 minutes dans mon cas, à parler de deux sujets qui me tiennent énormément à coeur, c'est-à-dire les dossiers entourant les Premières Nations et les Inuits et les dossiers entourant les communautés LGBTQI+.

Je veux d'entrée de jeu mettre en lumière quelque chose que peut-être bien des gens ne savent pas concernant la réussite scolaire des enfants autochtones. Vous savez, au Québec, bon an mal an, pour le moment, c'est plus ou moins 3 100 élèves autochtones qui transigent de... bien, en fait, qui participent au réseau scolaire québécois, mais, là-dessus, il y en a une grande majorité qui font leurs premières années d'études dans leur langue sur leur communauté et ensuite transigent vers le système public québécois. Et ça, ça cause son lot de problèmes, son lot de défis, en fait, pas de problèmes, de défis, puisque les enfants ont à... dans cette transition, il faut se mettre un peu en contexte, dans cette transition entre faire ta maternelle, tes premières années d'études dans ta langue maternelle, que tu entends sur ton territoire, que tes parents parlent, et de se retrouver à poursuivre leurs études dans le système public, bien, ça fait que ces jeunes-là partent avec un pas en arrière.

Et, en 2005, collectivement, on avait le choix... on avait reconnu cet état de fait là et on avait le choix de... on avait décidé qu'il fallait faire en sorte que ces jeunes-là aient des mesures de soutien pour les aider dans leur réussite scolaire, puisque, dans les faits, on le souhaite, qu'ils soient pleinement intégrés, mais aussi et surtout qu'ils réussissent leur... c'est ça qu'on souhaite. Et, pour ce faire, bien, à partir seulement de 2022 et 2023, on a mis sur pied ces mesures-là au ministère de l'Éducation. 2022-2023, c'était hier, hein? 2005-2006, c'était il y a presque 20 ans.

• (17 h 50) •

Alors, 2022-2023, on met la mesure sur pied, une mesure qui permet de financer du soutien spécifique aux élèves autochtones pour leur réussite scolaire, coûte à peine plus ou moins 20 millions par année, parce que les besoins sont grands. Et c'est quoi? Bien, c'est des services éducatifs complémentaires, c'est du développement professionnel, de la sensibilisation, des projets ponctuels en formation professionnelle. Bref, ce qu'on appelle la mesure 15061 dans le langage. Alors que ça faisait à peine deux ans qu'on avait enfin un programme, enfin une mesure, mais pouf! en janvier dernier, 2025, elle disparaît. Et vous savez quoi? Surprise, elle ne réapparaît pas au budget.

Ça, c'est inacceptable. On ne peut pas, d'un côté de la bouche, dire qu'on croit en la réconciliation, qu'on veut... on croit en l'égalité des chances, qu'on veut, de nation à nation, faire en sorte que les Premiers Peuples aient complètement leur place ici et, de l'autre côté, avoir conscience qu'ils ont des défis spécifiques puis ne pas les soutenir, les aider là-dedans.

D'ailleurs, ce n'est pas... La personne la plus critique de ça, c'est notre Vérificatrice générale, qui, elle-même, en novembre 2024, donc deux mois avant que la Coalition avenir Québec décide de retirer cette mesure-là, la Vérificatrice générale avait lancé un cri d'alerte pour dire comment les... la mesure qui aide nos jeunes des Premières Nations à leur réussite scolaire, bien, cette mesure-là, déjà... en fait, la réussite scolaire de façon générale, déjà, battait de l'aile. Des recommandations assez, je dirais, frappantes, qu'elle nous a faites en novembre 2024, qui nous disaient : Il faut avoir une stratégie, il faut maintenir les interventions, il faut évaluer les modalités pour que ce soit du financement pas seulement mois par mois, mois après mois, mais de façon pérennisée sur une année... sur plusieurs années. Et il faut aussi mettre en place des mesures pour s'assurer que les élèves autochtones qui fréquentent leurs écoles et qui passent dans le réseau public aient du soutien.

Alors donc, pour moi, si on ne mise pas sur la jeunesse, alors que le premier ministre se targue à tour de bras de dire que c'est sa priorité, comment a-t-il accepté que la mesure 15061 ne soit plus financée? Je ne comprends pas ça.

Motion formulant un grief

Et, à ce titre, Mme la Présidente, j'annonce que je dépose une motion de grief, que je vais vous lire à l'instant : «Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la CAQ d'abandonner la réussite éducative des élèves autochtones et de faire fi des constats alarmants faits par la Vérificatrice générale du Québec sur la réussite éducative des élèves autochtones.»

Alors, je réitère, la Vérificatrice... le premier ministre nous accuse souvent, à Québec solidaire, de ne pas croire aux institutions. Bien, ici, là, il y a une institution qui a été très claire sur combien c'est essentiel de soutenir la réussite scolaire des enfants autochtones.

Le temps file. Je vais à mon tour filer sur mon deuxième sujet qui me préoccupe et qui me préoccupe grandement. Et je vais vous le faire en rafale. On se retrouve à une époque où les gens des communautés LGBTQIA2+ sont fragilisés, sont fragilisés parce que, bien sûr, on a un plan de lutte depuis 2023-2024... 2023, qui va se rendre jusqu'à 2028, qui comporte son budget, mais ce budget-là, on était en droit de s'attendre qui allait être augmenté. Puis pas parce qu'on est des fins finauds, pas parce qu'on est meilleur que les autres, c'est parce qu'actuellement, avec ce qui se passe au Sud, avec les retraits de droits et de services que les autres provinces du Canada on fait auprès des personnes de nos communautés, avec l'arrivée de M. Trump, avec la campagne électorale qui s'en vient au fédéral avec Poillievre, avec le comité des sages qu'on n'a aucune idée de ce qui va sortir de là parce que personne des communautés LGBTQIA2+ n'y était, bien, Mme la Présidente, à une époque où le GRIS-Québec, en janvier 2005, vient nous dire que le malaise de penser que ton meilleur ami est homosexuel, ce malaise-là dans nos écoles, au Québec, a doublé entre 2017 et 2024 — le droit d'aimer qui on veut, là, c'est basique — un mois plus tard, deux mois plus tard, Interligne fait aussi une étude qui nous démontre qu'au niveau de la santé mentale les gens de nos communautés LGBTQIA2+ jugent que leur santé mentale est mauvaise ou très mauvaise dans plus de 28 % des cas, alors que, de façon générale, c'est 14 % des gens qui disent que leur santé mentale ne va pas bien, alors qu'on voit une augmentation fulgurante, 69 %, des crimes haineux ciblant l'orientation sexuelle... Imaginez-vous, là, il y a 69 % de plus entre 2023 et... entre 2022 et 2023, plus de crimes ciblant les personnes ayant une orientation sexuelle différente. Et là on parle juste des cas qui ont été dénoncés à la police. 37 % de ces cas-là, c'est des... c'est sur l'identité ou voire même l'expression de genre.

Alors, Mme la Présidente, vous comprendrez que les choix qui sont faits dans ce budget-là, ils sont politiques. Et moi et les gens de ma communauté, on s'attendait à ce que le plan de lutte qui a été adopté il y a deux ans voie plus d'argent et... plus d'argent pour se réaliser, et ce qui me fait dire, en terminant, que, dans les faits, je pense qu'il serait vraiment temps qu'on ait un ou une ministre responsable des dossiers de 2SLGBTQIA+ au Québec. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Maintenant, nous poursuivons avec Mme la députée de Westmount—Saint-Louis.

Mme Jennifer Maccarone

Mme Maccarone : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Je dirais... Habituellement, je dis que c'est un plaisir pour moi d'intervenir sur un projet de loi ou un élément d'importance en législature, mais, j'avoue, c'est avec une grande déception que j'interviens, là, comme vous savez sans doute, sur le budget... le sixième budget déficitaire déposé par le gouvernement caquiste.

Parce qu'on sait, tout le monde l'a dit, tout le monde l'a entendu, la CAQ gaspille notre argent. Ils nous démontrent encore une fois, année après année, après année, qu'ils ne savent pas comment gérer l'argent des Québécois. Ça, c'est clair. C'est un gouvernement récidiviste parce que ce n'est pas la première fois, c'est la deuxième fois, là, on est rendu que c'est la sixième fois qu'on fait face à un budget irresponsable, puis c'est la matière de la mauvaise gestion des fonds publics.

On sait, puis c'est particulièrement grave... L'année passée, c'était grave. Là, on parlait de 11 milliards de dollars en déficit, mais là on est rendus une autre année, puis c'est encore plus élevé. Alors, encore une fois, d'une grande inquiétude, parce qu'il y a plus de déficits que de services maintenant pour les Québécois. Il y a un manque d'éducatrices qualifiées criant dans le réseau de services de garde éducatifs. Il y a une incapacité de ce gouvernement de convertir le réseau suite à une promesse, une incapacité de même compléter le réseau. Des coupures gênantes, vraiment gênantes et historiques en matière de sécurité publique, du jamais vu, mais... malgré la hausse de violence que nous voyons à travers la province en entier.

Puis qu'est-ce qu'ils font, ce gouvernement? Parce qu'ils sont très bons pour blâmer tout le monde. Ça fait que, là, maintenant, c'est la faute de Donald Trump, c'est pour ça qu'on travaille de cette manière, mais il refuse d'assumer sa propre déficience, parce que c'est vraiment ça, on fait face à beaucoup de difficultés.

Il y a des exemples du gaspillage, là, puis il y en a plein, mais là j'ai très peu de temps, ça fait que je ne pourrai pas faire une liste complète, mais notamment Northvolt avec un 710 millions de dollars perdus. C'est un... Ils ont gagé avec notre argent. Le fiasco de SAAQclic qui est présentement à 500 millions de dollars, puis, c'est clair, ça va dépasser du coût qui est déjà planifié, encore une fois du gaspillage. Les chèques électoralistes qui ont été envoyés avant la dernière campagne, en 2022, qui était 6,7 milliards de dollars, presque... bien, plus que la moitié du budget déficitaire que nous avons vu l'année passée. Puis c'est pour dire, là, parce que c'est totalement ridicule, le match L.A. Kings qui ont coûté les Québécois pas loin de 6 à 7 millions de dollars.

Moi, je connais des organismes communautaires, entre autres dans ma circonscription de Westmount—Saint-Louis, qui auront voulu absolument avoir accès à cet argent-là. Moi, dans mon comté, je n'ai aucune école publique francophone au centre-ville de Montréal. Tout cet argent-là aurait pu être utilisé pour des services publics, pour aider les Québécois

et leurs enfants qui paient des taxes, mais malheureusement ils sont mis de côté pour des choix irresponsables d'un gouvernement qui est en train de couper tout ce qui est service public pour les Québécois.

• (18 heures) •

Tu sais, je parlais... c'est un déficit historique de 13,6 milliards de dollars. Puis c'est intéressant parce que, j'écoute les collègues qui interviennent, évidemment, je pourrais parler longtemps de mes dossiers, mais, oui, c'est vrai, pour le dossier 2SLGBTQIA+, ils sont les perdants dans ce budget. Puis c'est dommage, parce que c'est une communauté hypervulnérable qui souhaite que faire du bien, qui souhaite se rassembler autour d'eux pour aider eux-mêmes. Puis, en aidant eux-mêmes, bien, regarde, ça va juste aider tout le monde. Mais, regarde, le gouvernement préfère dépenser 1 million de dollars sur un comité de sages, puis ça, c'est juste pour les salaires, quelque chose qui est inutile, pas nécessaire. C'est aussi du gaspillage. Et j'en connais plein, d'organisations, encore une fois, à Westmount—Saint-Louis ou ailleurs, adjacent à mon comté, qui auront bénéficié de cet argent qui est essentiel pour aider les personnes vulnérables.

Quand on parle de services de garde, services de garde éducatifs à l'enfance, malgré l'engagement préélectoral fort, en octobre 2021, d'offrir une place à chaque enfant... Puis là on disait : Regarde, là, on a... on va compléter le réseau et on va convertir toutes les garderies privées pour assurer que tous les Québécois vont avoir accès à une place subventionnée, chances égales pour tous. Franchement, Mme la Présidente, même le premier ministre a dit : Ah! on va faire ça dans trois ans. Ça, c'était hier. La date due pour ça, c'était le 31 mars, hier. On va faire ça en trois ans. Trois ans, là, c'est long.

Ça, là, ça, c'est des promesses rompues aux Québécois parce qu'ils ont gaspillé l'argent ailleurs. Puis, je ne sais pas, tout le monde qui écoute ça... mais doivent être tannés de ce discours-là. C'est des promesses rompues par-dessus des promesses rompues. Tu sais, si on regarde le... juste qu'est-ce qui se passe dans ce réseau, l'année passée, on a dit : On va convertir 1 000 places, là, cette année, un autre 1 000 places. Il nous reste, Mme la Présidente, 59 000 places à convertir. À ce rythme-là, ça va prendre 50 ans pour convertir le réseau. Ça fait qu'on n'aura jamais cette équité pour ceux qui souhaitent convertir. Puis ça, là, ce n'est pas... c'est de ne pas oublier qu'il nous reste 16 000 places à compléter. Elles sont en construction. Bien, en construction, là, ça ne veut pas dire qu'elles sont prêtes à livrer, ça peut dire que j'ai juste octroyé, j'ai dit oui à une demande, à un contrat, mais ce n'est pas en train de se construire... puis avoir une place l'année prochaine pour les tout-petits qui en ont besoin.

Mme la Présidente, si je fais un survol juste dans sécurité publique, sécurité publique, là, c'est historique, on a vu une diminution de 17 % du budget pour la SQ pour la surveillance du territoire, 19 % du budget pour lutter contre la criminalité, 60 % du budget coupé pour la sécurité civile et la sécurité incendie. Au total, le budget de la sécurité publique diminue de 13,7 % cette année. C'est historique. On n'a jamais vu une telle coupure, surtout que depuis... entre 2018 et 2024, on a vu une croissance de violence de 130 %. 130 %, mais, aïe, on va couper dans le budget de sécurité publique.

On a toujours des problèmes d'état mental perturbé, et c'est de... à cause des problèmes d'état mental perturbé que, malheureusement, la sergente Maureen Breau a perdu sa vie tragiquement, mais ça, ce n'est toujours pas réglé, Mme la Présidente. Comment on va engager des policiers si nous sommes en train de couper dans le budget de sécurité publique? Mme la Présidente, il y a eu des demandes prébudgétaires pour aider ces groupes qui ont été carrément ignorées, tassées, mises de côté par le gouvernement caquiste.

Motion formulant un grief

Et, pour cette raison, Mme la Présidente, je vais déposer la motion de grief :

«Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour avoir sabré les budgets en sécurité publique alors que le Québec est confronté à une augmentation importante de violence et de sinistres.»

Parce que, oui, les sinistres aussi, Mme la Présidente, on s'en souvient très bien, je pense, tout le monde, le mois d'août l'année passée. Il y a beaucoup des Québécois, encore une fois, qui se sont retrouvés sans de l'aide du gouvernement, même pas une oreille d'écoute, parce que, là, on va faire une promesse sur la place publique, puis là on va retirer cette promesse. C'est des promesses rompues. Les gens sont confus, ils ne savent pas où tourner pour avoir de l'aide, surtout quand on parle des services publics.

Ce qu'on souhaite, ce que les Québécois méritent, c'est un plan libéral, un plan libéral qui parle de produire, construire et servir. Parce que, vous savez quoi, Mme la Présidente, la seule formation politique qui est une vraie formation politique qui est là pour l'économie, c'est le Parti libéral du Québec. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Votre motion est déposée sous réserve de sa recevabilité, bien sûr.

Donc, je suis prête à entendre un autre intervenant ou intervenante. Et, Mme la députée de Laporte, je vous cède la parole.

Mme Isabelle Poulet

Mme Poulet : Merci, Mme la Présidente. Alors, l'élaboration d'un budget nécessite une anticipation minutieuse des investissements que nous prévoyons pour l'année à venir, ainsi que pour les années suivantes tout en évaluant les revenus disponibles pour financer ces projets. Cette planification devient encore plus complexe dans un contexte où un partenaire économique majeur du Québec reste incertain. Je tiens donc à saluer le travail du ministre des Finances et des équipes du ministère qui doivent composer avec cette incertitude. L'approche retenue semble réaliste et prépare le terrain pour des années économiquement plus difficiles, mais il est hors de question de laisser les Québécoises et les Québécois

dans l'incertitude. Ce budget présente plusieurs initiatives articulées autour de trois grands axes : stimuler la création de richesse, soutenir les Québécois, améliorer le régime fiscal.

Je vais maintenant m'attarder sur quelques mesures qui m'ont particulièrement marquée dans la section consacrée au soutien des Québécois. Depuis 2018, notre gouvernement a mis en place une série de décisions visant à aider les personnes les plus touchées par les turbulences économiques tout en minimisant le fardeau des Québécois. Rappelons-nous certaines des réalisations qui ont fait du bien à la population, par exemple, la baisse des impôts pour les deux premiers paliers, la gratuité des deux premières heures de stationnement dans les hôpitaux ainsi que l'augmentation des prestations d'aide sociale, pour ne citer que ces quelques mesures. Ce sont des actions concrètes qui ont un réel impact et qui viennent en aide à tellement de monde.

Je veux aussi vous parler de l'adaptation du domicile qui est devenue un enjeu majeur face aux défis posés par l'évolution démographique, notamment le vieillissement de la population et l'augmentation du nombre de personnes en perte d'autonomie. Les projections de l'Institut de la statistique du Québec indiquent que la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus passera de 21,7 % actuellement à 24,4 % en 2050. De plus, la proportion des personnes âgées de 85 ans et plus doublera presque, passant de 2,6 % à 5,7 % durant la même période. Cette situation exerce une pression accrue sur le système de santé et des services sociaux en raison des besoins croissants en infrastructures, en main-d'oeuvre et en services de soins à domicile et de longue durée. Dans ce contexte, l'adaptation du domicile apparaît comme une solution permettant aux personnes ayant des besoins spécifiques de rester dans leur résidence.

Dans le cadre du budget 2025-2026, le gouvernement reconnaît l'importance de maintenir le filet social des Québécois vulnérables et de protéger leurs finances. Il prévoit un investissement de 302 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir l'accès au logement, avec une attention particulière à la préservation du parc de logements à loyer modique, l'adaptation des domiciles et la réponse aux besoins urgents en matière de logement. Plus précisément, 74 millions seront consacrés sur cinq ans pour répondre aux besoins de certains ménages ayant des conditions particulières, notamment les personnes handicapées. Ce montant inclut 38 millions en 2025-2026 pour prolonger le programme d'adaptation de domicile qui aide les propriétaires à adapter leur logement pour le rendre accessible aux personnes handicapées. 37,7 millions sur cinq ans pour créer 1 000 nouvelles unités de supplément au loyer destinées à des ménages ayant des besoins urgents, à des jeunes sortant des services de protection de la jeunesse ou à des personnes en situation d'itinérance ou risquant de le devenir.

Mme la Présidente, une mesure importante pour les familles endeuillées est également incluse dans ce budget. Le gouvernement annonce le prolongement de l'allocation famille pour les parents ayant perdu un enfant mineur. Désormais, le Directeur de l'état civil informera directement les autorités compétentes après un décès, évitant ainsi aux parents de devoir faire cette démarche eux-mêmes dans une période déjà extrêmement douloureuse. Pour cette nouvelle mesure, je félicite ma collègue la députée de Soulanges pour avoir sensibilisé le premier ministre, le ministre des Finances et la ministre de la Famille à l'importance de soutenir les familles endeuillées. Cette mesure est le fruit d'un travail de plusieurs mois. Alors, je souhaite... je transmets toutes mes félicitations à la députée de Soulanges, notre chère collègue.

• (18 h 10) •

Les organismes communautaires jouent un rôle essentiel chez nous, dans Laporte et partout ailleurs au Québec, en fournissant des services indispensables tels que l'aide alimentaire, le soutien au logement et l'accès aux soins de santé. Ces dernières années, le gouvernement a consenti des augmentations historiques du financement alloué aux organismes communautaires, particulièrement à ceux soutenus par le Programme de soutien aux organismes communautaires, le PSOC, dans le secteur des services de la santé et des services sociaux. En effet, l'enveloppe annuelle du PSOC, qui bénéficie à plus de 3 400 organismes, a plus que doublé en 10 ans, atteignant 1,1 milliard de dollars pour l'année 2025-2026. En additionnant les investissements précédents et ceux du budget actuel, le soutien total aux organismes communautaires atteindra 2,2 milliards de dollars pour la même période.

Dans la circonscription de la Laporte, plus de 280 000 \$ ont été attribués directement aux organismes communautaires dans l'enveloppe du PSOC. À cela s'ajoutent 75 millions pour le transport collectif à Longueuil, 2,6 millions pour la piscine Alexandra à Saint-Lambert, 2,8 millions pour le transport électrique, 29 millions pour l'agrandissement de l'école Marie-Victorin à Brossard, 1,2 million pour l'organisme La Traversée et 2,3 millions pour le CPE Les jolis... Les Joyeux Calinours.

Mme la Présidente, les bénévoles sont également au coeur de ces organismes, sans lesquels leur fonctionnement serait impossible. C'est pourquoi le budget 2025-2026 prévoit des investissements de 12 millions de dollars pour prolonger la bonification du Programme soutien à l'action bénévole, le PSAB, qui vise à encourager l'engagement citoyen et la participation des organismes.

On voit bien que, partout dans le monde, ces dernières années, l'augmentation du coût du panier d'épicerie frappe fort. Ça touche particulièrement les ménages les plus vulnérables. Par conséquent, des ressources supplémentaires sont nécessaires pour répondre aux besoins croissants de cette population en matière de soutien alimentaire.

Dans le cadre de ce budget, le gouvernement prévoit notamment 24 millions de dollars sur deux ans pour renforcer le financement des banques alimentaires du Québec afin de faciliter l'achat des denrées et de répondre à l'augmentation significative de la demande et des coûts alimentaires, dont 15,5 millions pour cette année. 3 millions sur trois ans, dans le cadre du Plan québécois des infrastructures 2025-2035, pour améliorer les infrastructures et l'approvisionnement du réseau des banques alimentaires du Québec. Cette initiative me semble tout à fait pertinente. Des installations améliorées pour plusieurs organismes permettront de mieux répondre aux besoins croissants de la population.

Personnellement, à titre de député de Laporte, j'ai réuni pas mal de monde en octobre dernier, soit 200 personnes préoccupées par la sécurité alimentaire, des gens de terrain, dans le cadre du sommet alimentaire en économie sociale de la Montérégie qui s'est tenu à Longueuil.

Des voix : ...

Mme Poulet : Merci. Ensemble, on a exploré des solutions concrètes permettant de mieux utiliser les ressources déjà disponibles pour remplir davantage d'assiettes souvent trop vides. Je vous donne un exemple que j'aime, la création du Pôle logistique alimentaire territorial, le PLAT. Une mise en commun notamment... C'est une mise en commun notamment au niveau des ressources, autant pour les cuisines collectives, le transport des denrées et l'entreposage. Je suis fière d'avoir pu réunir autant d'acteurs du milieu et des ministres. Je suis optimiste devant les solutions mises de l'avant et de la suite du sommet.

Mme la Présidente, je vais conclure en abordant les investissements dans le secteur bioalimentaire.

Parmi les mesures totalisant 5,4 milliards de dollars pour stimuler la création de richesse et renforcer la compétitivité de nos entreprises, ce sujet mérite une attention particulière.

Une partie de ces investissements, soit 759 millions, est destinée à dynamiser l'économie des régions en valorisant nos matériaux, minéraux critiques et stratégiques, en soutenant le secteur forestier, en continuant de soutenir le secteur touristique et en favorisant le développement du secteur bioalimentaire.

Plus précisément, il est prévu un financement de 202 millions de dollars sur cinq ans, dont 38 millions en 2025-2026. Ce rôle joue un rôle... Ce secteur joue un rôle crucial dans l'économie du Québec, notamment en contribuant à la mise en valeur du territoire et au développement des régions.

Pour la mise en oeuvre de la politique bioalimentaire 2025-2035, le gouvernement prévoit un investissement additionnel de 60 millions de dollars sur cinq ans. Ainsi, en tenant compte des fonds déjà disponibles, le ministre... le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation disposera de 225 millions de dollars pour la politique bioalimentaire 2025-2026 et en 2026-2027 et d'un total de plus de 1 milliard de dollars sur cinq ans. La nouvelle politique couvrira la période 2025-2035, aura pour objectifs principaux d'accroître la productivité et la compétitivité du secteur, tant sur les marchés locaux qu'internationaux, valoriser le potentiel des territoires et des acteurs bioalimentaires, intensifier la réponse aux changements climatiques et encourager l'adoption de pratiques durables, renforcer la collaboration entre les différents acteurs du secteur et stimuler l'innovation.

Somme toute, nous sommes en présence d'un budget réaliste, qui renferme de nombreuses actions concrètes qui auront un réel impact sur la qualité de vie de nos citoyens. Merci.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Maintenant, je suis prête à reconnaître une autre intervenante. Mme la députée d'Outremont... de Mont-Royal—Outremont.

Mme Michelle Setlakwe

Mme Setlakwe : Merci, Mme la Présidente. Le dépôt de ce budget confirme ce que de plus en plus de Québécois ressentent, le gouvernement de la CAQ a perdu le contrôle des finances publiques avec une dégradation des services essentiels auxquels la population a droit. Pour un sixième budget déficitaire consécutif, avec 13,6 milliards de déficit cette année et un cumul de près de 100 milliards en nouvelle dette d'ici 2026, on aurait pu s'attendre à une vision claire, à des résultats concrets, mais, dans les dossiers que je suis, ce que je constate, c'est une série d'abandons.

Commençons par l'enseignement supérieur. Le budget 2025-2026 est une immense déception pour nos cégeps et nos universités. À la lecture de ce budget, il semble que la ministre ait rencontré des difficultés à faire valoir les priorités de son réseau auprès de son collègue des Finances.

La Fédération des cégeps a exprimé une profonde inquiétude. Avec une augmentation limitée à 2,1 %, les cégeps se retrouvent devant des choix difficiles. Le gel de recrutement, le plafond des heures rémunérées et l'absence de nouvelles mesures pour répondre à la croissance de la population étudiante mettent en péril la réussite éducative. La fédération demandait 600 millions pour 2025-2026 pour répondre aux besoins immédiats. Le gouvernement n'en accorde que 70 millions pour cette année et 521 millions d'ici 2035, un horizon beaucoup trop éloigné. Le manque de soutien affecte aussi la formation continue, essentielle pour la requalification de la main-d'oeuvre. Et, même si une indexation de l'aide financière de 45 millions sur cinq ans est prévue, cela ne suffit pas à compenser la précarité financière croissante.

La Fédération étudiante collégiale du Québec est, elle aussi, très critique. Elle dénonce une hausse budgétaire nettement insuffisante ainsi qu'un silence complet sur les besoins criants des étudiants. Aucune bonification à la bourse Parcours, rien pour les stages, aucune mesure contre l'insécurité alimentaire, qui touche près de 40 % des étudiants.

Le Bureau de coopération interuniversitaire, pour sa part, déplore le gel de financement des universités. Ce gel forcera des compressions alors que les établissements doivent absorber l'inflation et honorer des ententes salariales. À cela s'ajoute une perte de revenus autonomes de 200 millions de dollars sur deux ans, liée à la baisse de la population étudiante internationale que le gouvernement a lui-même créée en faisant adopter le projet de loi n° 74 sur les étudiants internationaux, alors que nous avons soulevé cette problématique en commission parlementaire. Quel gouvernement affaiblit ses universités, Mme la Présidente? Eh bien, il semblerait que c'est le gouvernement de la CAQ.

L'Union étudiante du Québec s'insurge, quant à elle, contre une réduction directe de 31 millions de dollars dans le financement universitaire, en plus de l'absence de soutien à la recherche universitaire. Elle demandait une bonification des bourses du Fonds de recherche du Québec pour soutenir nos chercheurs de la relève. Le gouvernement a ignoré cet appel.

• (18 h 20) •

Au niveau des affaires municipales, le budget 2025-2026 révèle un désengagement déconcertant du gouvernement envers les municipalités, particulièrement en matière d'infrastructures. L'Union des municipalités du Québec déplore une baisse importante de la part des infrastructures municipales dans le Plan québécois des infrastructures. Alors qu'elle

représentait 11,3 % du PQI en 2021, elle n'en représente plus que 4,3 % aujourd'hui, soit 7 milliards sur un total de 164 milliards, cela alors que le déficit de maintien d'actif atteint 45 milliards de dollars, notamment dans les réseaux d'eau. C'est une erreur stratégique, un manque clair de prévisibilité et de vision à long terme.

Investir dans les infrastructures municipales, c'est non seulement résorber le déficit de maintien d'actif, mais c'est aussi permettre aux villes de répondre à la crise du logement. On demande aux municipalités de densifier, d'accélérer les projets d'habitation, d'accueillir plus de familles, mais les infrastructures de base ne suivent pas. L'eau, les égouts, les routes, tout cela est essentiel, notamment afin de rendre possible le développement résidentiel. Or, en pleine crise du logement, freiner ou retarder ces investissements, c'est tout simplement un non-sens, Mme la Présidente. C'est un message que je martèle et l'UMQ l'a encore rappelé, il faut cesser de voir les infrastructures municipales comme des dépenses et les reconnaître pour ce qu'elles sont, des leviers essentiels pour le développement durable, l'abordabilité du logement et la résilience climatique.

Pendant ce temps, les villes et municipalités du Québec, de véritables gouvernements de proximité, doivent faire plus avec moins. Elles sont pourtant en première ligne pour répondre à la crise du logement, à l'itinérance, à la sécurité publique, à la transition écologique, et j'en passe. La Fédération québécoise des municipalités va dans le même sens. Elle déplore également le recul du financement dédié aux infrastructures municipales, mais elle souligne également l'absence de soutien dans plusieurs domaines clés pour les municipalités de petite et moyenne taille. Aucun plan concret pour le logement en région. On met fin au financement des programmes de rénovation et d'adaptation à domicile en catimini, les mesures sont inadéquates pour les infrastructures sportives, la voirie locale ou encore pour le développement économique des PME locales. Ce sont autant de leviers qui auraient permis de dynamiser nos milieux et de répondre aux besoins criants des citoyens.

En matière de cybersécurité et numérique, le budget n'est pas à la hauteur des défis. Pourtant, après le fiasco SAAQclic, qui a coûté 1,1 milliard de dollars en fonds publics, dont 500 millions en dépassements de coûts, on était en droit de s'attendre à plus. Or, le ministère de la Cybersécurité et du Numérique voit ses dépenses fondre de 23 %. Aussi, qu'en est-il des défis liés à notre souveraineté numérique? Aucun plan sérieux n'est présenté. Il est inquiétant de voir nos données massivement hébergées à l'étranger. C'est l'équivalent de mettre ses biens précieux dans un coffre-fort plus ou moins blindé.

Cette inquiétude est d'autant plus réelle dans le contexte actuel de guerre commerciale. Nous sommes ainsi plus vulnérables puisque nos données sont assujetties aux réglementations d'autres pays. Nous devons développer l'expertise québécoise, ce que la CAQ n'a pas priorisé. Il est urgent et crucial que la CAQ revoie ses pratiques car nos données ont une valeur inestimable. Le gouvernement doit être proactif et transparent dans ce dossier qui est devenu prioritaire, Mme la Présidente. Nous demandons donc au nouveau ministre de déposer rapidement un plan afin d'éliminer notre dépendance numérique face aux Américains.

Dans ma circonscription de Mont-Royal—Outremont, les effets de ce budget sont bien réels. Alors qu'une école primaire dans le secteur du triangle est attendue depuis de nombreuses années par les résidents, les groupes communautaires et l'ensemble du quartier, nous avons appris en février dernier que le projet est mis sur pause. Cette décision, qui découle d'une mauvaise planification budgétaire du gouvernement caquiste, ramène toute une communauté à la case départ. Pourtant, la collaboration et la mobilisation de tous les acteurs, milieux scolaires, élus municipaux, citoyens et organismes avaient permis de faire avancer ce projet de longue haleine. Ce recul est non seulement un dur coup pour les familles, mais il nuit également à la francisation, particulièrement dans un arrondissement comme Côte-des-Neiges, véritable terre d'accueil pour les nouveaux arrivants. Quand on met en pause une école dans un quartier comme celui-là, on freine l'intégration dans la société québécoise, on démontre une déconnexion des besoins réels sur le terrain.

Parlons aussi de l'aide alimentaire, un besoin en forte croissance avec la hausse du coût de la vie. Dans Mont-Royal—Outremont, l'organisme MultiCaf fait un travail remarquable. Pourtant, les sommes annoncées dans le budget sont nettement insuffisantes. Sur le terrain, on déplore l'inaction du gouvernement face à la lutte à la pauvreté. La CAQ avait l'occasion, dès le début de son mandat, de poser des gestes structurants alors que les finances étaient favorables. Elle a manqué ce rendez-vous, et aujourd'hui, on se retrouve dans une situation très précaire, parce que les investissements n'ont pas été innovants ni soutenus, et MultiCaf souffre de ce sous-investissement.

Dans ma circonscription, des universités qui font notre fierté sont touchées par les mauvaises décisions de la CAQ. Pensons à l'Université de Montréal, HEC Montréal et Polytechnique Montréal. Les restrictions sur le recrutement des étudiants et enseignants internationaux nuisent non seulement au rayonnement de nos universités, mais aussi à leur compétitivité dans la course mondiale aux talents. Mme la Présidente, ce budget échoue à trois missions fondamentales : produire, construire et servir. Les Québécois méritent un budget rigoureux, réaliste et tourné vers l'avenir. Ce n'est pas ce que le budget 2025-2026 leur offre.

Motion formulant un grief

Et c'est pourquoi, Mme la Présidente, je dépose la motion de grief qui se lit comme suit :

«Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son improvisation et son budget 2025-2026 qui, avec ses compressions, fragilisent l'enseignement supérieur et fait perdre du terrain à nos cégeps et à nos universités.»

Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Merci, Mme la députée. Votre motion de grief est déposée sous réserve de sa recevabilité.

Donc, nous allons poursuivre. Mme la députée de Vimont, à vous la parole.

Mme Valérie Schmaltz

Mme Schmaltz : Merci, Mme la Présidente. Je n'ai pas beaucoup de temps, donc je vais pouvoir continuer demain. J'ai un bon deux minutes, bon, mon Dieu, non, je n'ai vraiment pas beaucoup de temps. Permettez quand même de commencer et puis de m'exprimer sur le budget 2025-2026 qui introduit une réforme majeure du Régime de rentes du Québec, RRQ, afin de renforcer la protection financière des travailleurs qui ont subi un accident de travail.

Jusqu'à présent, seules les personnes qui étaient reconnues invalides par la RRQ pouvaient bénéficier d'une exemption des pénalités en cas de retraite anticipée. Avec cette nouvelle mesure, cette exemption est désormais étendue aux travailleurs déclarés invalides par la Commission des normes, de l'équité, de la santé, sécurité du travail, CNESST. Ce changement marque une avancée importante vers une équité plus grande pour les travailleurs blessés en reconnaissant les réalités vécues pour ceux qui sont déjà fragilisés par un accident de travail. Permettez-moi d'ailleurs de prendre un petit moment pour exprimer toute mon empathie pour les témoignages, les rencontres que j'ai eues à mon bureau à ce sujet-là, des rencontres assez émouvantes. Alors, je tiens vraiment à exprimer mon empathie puis je pense que certaines personnes vont se reconnaître.

Avant cette réforme, les travailleurs victimes d'un accident de travail se retrouvaient souvent désavantagés, lorsqu'ils prenaient leur retraite plus tôt que prévu, par la RRQ. Ceux qui étaient déclarés invalides par la CNESST, mais non reconnus comme tels par la RRQ, subissaient une réduction de leur rente de retraite, s'ils la demandaient avant l'âge de 65 ans. Ce genre de situation laissait beaucoup de travailleurs dans une impasse, contraints souvent, malheureusement, de choisir entre leur santé et leur sécurité financière. Cette réforme vient combler une lacune qui pesait lourdement sur leur avenir. Désormais, la nouvelle mesure garantit que toutes les personnes ayant une incapacité permanente reconnue par la CNESST seront exemptées de ces pénalités, à l'instar de celles dont l'invalidité est reconnue par la RRQ. Cette harmonisation vise à corriger une incohérence... d'une incohérence du système et à assurer un traitement plus juste des travailleurs ayant subi un accident de travail. Cette volonté réelle de corriger une injustice qui durait depuis trop longtemps permet de remettre l'humain au centre du système.

Je pense que j'ai presque terminé ou on est sur la... Bon, voilà. Alors, bon, bref, de toute façon, je vais avoir l'occasion, donc, comme je l'ai mentionné tantôt, de continuer demain et surtout de pouvoir faire la promotion de cette réforme, d'ailleurs, qui rend, je pense, beaucoup de gens très heureux, désormais. Merci.

La Vice-Présidente (Mme Soucy) : Donc, comme vous l'avez dit, Mme la députée de Vimont, vous allez pouvoir poursuivre votre allocution lorsque nous allons reprendre sur le débat.

Ajournement

Donc, compte tenu de l'heure, les travaux sont ajournés au mercredi 2 avril 2025, à 9 h 40.

(Fin de la séance à 18 h 30)